

Les principaux courants de pensée économique

Contenus

Articles

Histoire de la pensée économique	1
Chrématisitique	18
Mercantilisme	20
Physiocratie	34
École classique	38
Marxisme économique	41
Historicisme	46
Keynésianisme	49
Monétarisme	60
École autrichienne d'économie	61
École néoclassique	66
Néokeynésianisme	72
Économie de l'offre	74
Synthèse néoclassique	75
Nouvelle économie classique	76

Références

Sources et contributeurs de l'article	77
Source des images, licences et contributeurs	78

Licence des articles

Licence	79
---------	----

Histoire de la pensée économique

La pensée économique peut être découpée en trois grandes phases : les précurseurs (grecs, romains, arabes), les pré-modernes (Mercantilisme, Physiocratie) et l'économie moderne (qui débute avec Adam Smith à la fin du XVIII^e siècle).

« [...] les idées, justes ou fausses, des philosophes de l'économie et de la politique ont plus d'importance qu'on ne le pense en général. À vrai dire le monde est presque exclusivement mené par elles. Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les illuminés du pouvoir qui se prétendent inspirés par des voies célestes distillent en fait des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivain de Faculté^[1]. » John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, chapitre 24, 1936

Les précurseurs de l'économie

Le Code d'Hammurabi

L'archéologie a montré que la pensée économique est très ancienne, comme en témoignent les lois et les principes économiques exposés dans le code d'Hammurabi (roi de Babylone au XVIII^e siècle av. J.-C.). L'État fixe des salaires indicatifs, en fonction de la qualité de chaque œuvre et du travail qu'elle nécessite (notion de valeur), il réglemente les emprunts, les locations, il établit la responsabilité professionnelle...

La pensée économique de l'Antiquité orientale et grecque

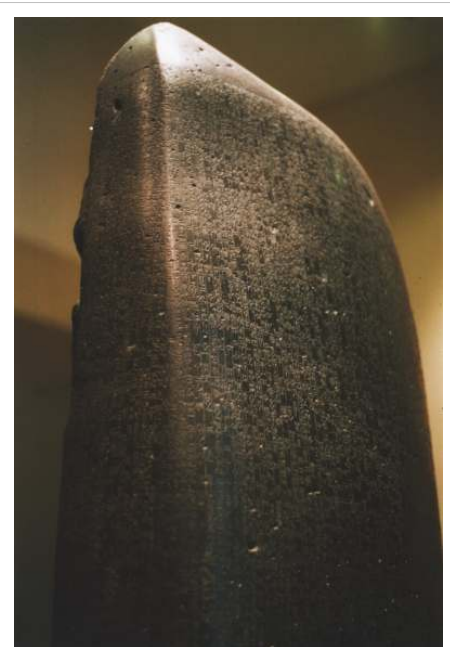
La réflexion économique apparaît d'abord en Grèce antique et en Chine antique, là où une production marchande et une économie monétaire semblent avoir été développées en premier.

Le mot économie vient d'ailleurs du grec (de *oikos*, la maison, notamment en tant qu'unité sociale et économique, et *nomos*, l'ordre, la loi).

Parmi les penseurs, souvent philosophes, qui se sont intéressés à l'économie, Platon et son élève Aristote sont probablement les plus connus. Les philosophes grecs subordonnent l'économie à la politique : c'est l'art d'administrer ses biens ou sa cité. La science économique n'existe pas, au contraire de la science politique, qui se rapporte à la cité et est considérée par bien des Grecs comme la première des sciences. L'économie, que l'on envisage uniquement centrée sur l'individu, est souvent vue de façon suspecte, et comme une activité servile. On peut observer la place de l'économie dans la société antique et comment elle était perçue à ses débuts à partir de quatre figures : Thalès, Xénophon, Platon et Aristote.

Thalès

Thalès de Milet (*circa* 625 – 547 av. J.-C.) n'a jamais écrit sur l'économie, mais son histoire montre un des premiers exemples de spéculation économique, un corner sur le pressage d'olives. Alors qu'on lui reprochait l'inutilité de la philosophie qui ne permettait aucune application avantageuse et que l'on raillait sa pauvreté constante, il se livra à différents calculs astronomiques. Ceux-ci lui permirent de prévoir une période particulièrement chaude et ensoleillée, durant laquelle on ferait vraisemblablement une abondante récolte d'olives. Il loua donc tous les pressoirs à olives des régions de Milet et de Chios à bas prix, quand ils n'intéressaient personne. Ses prévisions se révélèrent exactes,



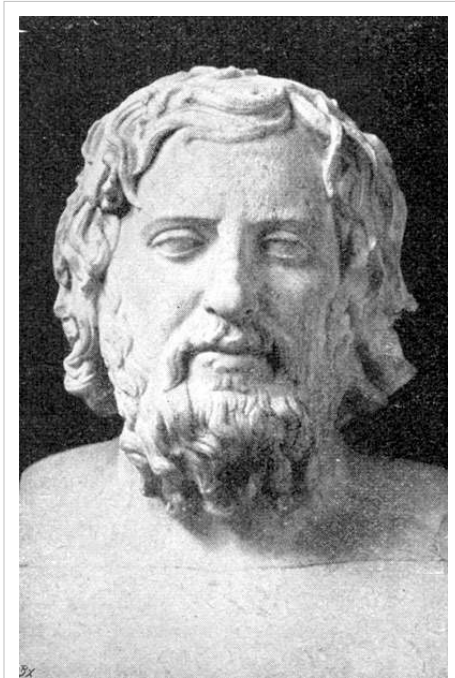
Code d'Hammurabi

et quand advint le moment de la récolte, la demande en pressoirs se fit extrêmement importante. Thalès, qui détenait un monopole régional, put sous-louer les pressoirs aux conditions qu'il demandait, se plaçant par là à la tête d'une certaine fortune.

Si cette anecdote ne révèle pas une analyse poussée des mécanismes économiques, elle les préfigure en ce qu'elle montre une réflexion sur des stratégies financières, reposant sur des idées diffuses de la loi de l'offre et de la demande, ou du monopole et de ses conséquences.

Xénophon

Il est nécessaire d'évoquer Xénophon (*circa* 426 – 355 av. J.-C.), qui comme Platon fut élève de Socrate, à propos de l'histoire de la pensée économique : non seulement parce qu'il est le premier à employer ce terme, mais encore parce qu'il y consacrera tout un ouvrage, *L'Économique* (qui consiste en un dialogue entre Socrate et Ischomaque), autour d'un thème unique, celui de l'administration d'un domaine agricole. On peut ainsi se rendre compte combien dans l'Antiquité le terme est lié à l'idée de l'administration domestique ; cependant le dialogue en vient presque à porter sur des stratégies d'accroissement des richesses, le père d'Ischomaque achetant par exemple des terres à bas prix pour les revendre bien plus cher après les avoir défrichées. En vérité, celui qui connaît l'art – ou la science – de l'économie est *de facto* un bon gestionnaire, et ce dans toute situation. Le bon père de famille peut ainsi savoir ce qui est bon pour l'administration d'une cité. C'est toutefois à la femme que revient le rôle de l'entretien de la maison (*oikos*), de même la politique est l'affaire des hommes, et le travail, réservé aux seuls esclaves. Dans *L'Économique*, Ischomaque enseigne cet art à sa femme : ce sera le rôle de celle-ci que d'en faire l'application.



Xénophon

Sur la fin de sa vie, Xénophon écrira également *Les Revenus*, ouvrage où il propose de multiplier les exploitations agricoles et industrielles dans l'Attique, et notamment d'exploiter à plein rendement les mines d'argent du Laurion. À cette occasion, il aborde (mais de façon peu approfondie) des concepts comme ceux de la demande et de la valeur des biens, et du rapport qu'ils entretiennent entre eux. L'œuvre est un projet politique et économique pour toute une région, et tente de défendre un point de vue cohérent.

En définitive, les ouvrages de Xénophon portent sur la manière de gérer un domaine agricole, et sur l'économie domestique (l'expression serait, en grec, tautologique) ; *Les Revenus* montre cependant bien que ces enseignements sont applicables ailleurs, et place l'économie comme art de satisfaire les besoins d'une société. On peut pour Xénophon extrapoler de l'étude d'une microentité : n'est-ce pas la prémisse de la microéconomie ?^[réf. nécessaire]

Platon

Platon (428 ou 427 – 347 ou 346 av. J.-C.), qui à travers son dialogue *La République* expose sa vision de l'utopie, se trouve entraîné à aborder l'économie comme gestion des biens et des personnes de la façon la plus juste possible dans la cité idéale.

Il défend ainsi l'idée d'une société divisée en trois classes (magistrats/philosophes, gardiens et travailleurs/producteurs, en ordre décroissant) où le droit de propriété n'est réservé qu'à la classe inférieure des « producteurs » : les autres classes ne doivent pas être tentées par le lucre et l'accumulation des richesses. Le philosophe sait que la cité est supérieure à l'individu ; pour préserver l'équilibre de la cité et parvenir au plus haut degré de la vertu politique, il est nécessaire de poser une limitation de la fortune et des biens de chacun, d'autant plus que pour Platon et son époque la quantité totale de richesse est imaginée comme à peu près fixe. Il expose de cette façon une forme d'organisation sociale basée sur la communauté des biens et propose même dans *Les Lois* un partage égalitaire de la terre. L'économie platonicienne cherche ainsi à régir la répartition des ressources, et ce à une fin politique et philosophique. Moins qu'un art, l'économie pour Platon se rapprocherait donc plutôt de ces *savoir-faire* décrits dans *Gorgias* ; il n'en demeure pas moins que ses tentatives d'organisation d'une cité parfaite impliquent souvent des préoccupations qui sont purement de l'ordre de la science économique telle qu'on la connaît aujourd'hui.

Platon, le premier, s'intéresse strictement au problème de la cité et de la manière dont il faut qu'elle soit régie, et ce sur tous les plans. Il tire de son étude un modèle social et économique basé sur le collectivisme à plusieurs niveaux (biens, femmes, terres) tout en ne remettant pas en cause le principe de l'État (la cité de Platon n'est donc pas socialiste). Dans d'autres œuvres, il confirmera la validité du recours à l'esclavage comme moyen technique. Il critique en revanche de façon générale la volonté de possession, l'appât des richesses, l'esprit de lucre.

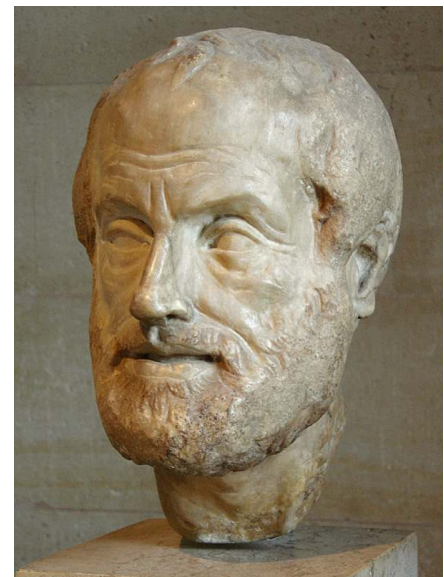
Aristote

Chez Aristote (*circa* 384 – 322 av. J.-C.), on trouve une place beaucoup plus importante consacrée à l'économie : il s'agit de ce point de vue d'un auteur fondamental dans l'Antiquité, et qui aura une très grande influence durant toute la période médiévale.

Aristote montre avec *Les économiques* et *l'Éthique à Nicomaque* la différence fondamentale entre l'économie et la chrématistique. La chrématistique (de *khreima*, la richesse, la possession) est l'art de s'enrichir, d'acquérir des richesses. Selon Aristote, l'accumulation de la monnaie pour la monnaie est une activité contre nature et qui déshumanise ceux qui s'y livrent : suivant l'exemple de Platon, il condamne ainsi le goût du profit et l'accumulation de richesses. Le commerce substitue l'argent aux biens ; l'usure crée de l'argent à partir de l'argent ; le marchand ne produit rien : tous sont condamnables d'un point de vue philosophique. Bien qu'Aristote traite de la chrématistique comme ensemble de ruses et de stratégies d'acquisition des richesses pour permettre un accroissement du pouvoir politique, il la condamnera toujours en tant que tel.



Platon



Aristote

Au contraire, l'agriculture et le « métier » permettent de fonder une économie naturelle où les échanges et la monnaie servent uniquement à satisfaire les besoins de chacun, ce qu'il valorise. Aristote garde toujours le souci d'agir conformément à la nature. Celle-ci fournit « la terre, la mer et le reste » : l'économie est ainsi l'art d'administrer, d'utiliser les ressources naturelles, totalement à l'opposé de l'art d'acquérir et de posséder. Y est incluse l'idée d'un rapport de réciprocité : Aristote ne sépare pas l'économie du social, établissant l'échange comme un « retour sur équivalence » ; on comprend donc qu'il condamne la chrématistique, qui substitue l'objet à la relation sociale puis l'argent à l'objet.

De fait, l'échange, basé sur la monnaie, est toujours envisagé chez Aristote comme permettant de renforcer le lien social : il établit son inexistence dans la tribu (où seul le troc existe) et son apparition avec la cité, c'est-à-dire la société.

*Car s'il n'y avait pas d'échanges, il ne saurait y avoir de vie sociale ;
il n'y aurait pas davantage d'échange sans égalité,
ni d'égalité sans commune mesure.*

Ainsi, l'apport d'Aristote est tout d'abord une distinction fondamentale qu'il établit entre économie naturelle (*économie*) et économie d'argent (*chrématistique*) ; de là une réflexion fine sur le rôle de l'échange dans le lien social. Un autre résultat original et remarquable des réflexions d'Aristote est la différenciation qu'il fait entre valeur subjective et valeur commerciale d'un bien, que l'on peut facilement rapprocher des notions de valeur d'usage et de valeur d'échange qui apparaîtront chez Adam Smith au XVIII^e siècle. On trouve ainsi dans *l'éthique à Nicomaque* des concepts comme les quatre causes (cause matérielle, cause formelle, cause efficiente, cause finale), qui sont, pour certaines de ces causes, des esquisses des notions de valeur d'échange et de valeur d'usage utilisées dans les théories économiques modernes.

La pensée économique judéo-chrétienne

L'Ancien Testament contient de nombreux jugements et prescriptions économiques. Il ordonne l'absence de propriété perpétuelle sur la Terre et instaure une redistribution périodique. Il interdit les prêts à intérêt, et enfin il hiérarchise selon leur honneur les activités économiques, faisant de l'agriculture la première et du commerce la dernière.

Le Nouveau Testament encourage l'homme à mettre en valeur ses talents, en faisant fructifier des placements (parabole des talents). Si l'homme travaille la terre, c'est un moyen de mettre en valeur ses talents en agriculture, et de même dans tous les domaines de l'activité humaine, dans l'industrie et le commerce par exemple. Mais le Nouveau Testament prévient aussi contre les tentations matérielles liées à l'accumulation et à l'utilisation superflue des richesses. Il insiste sur une répartition équitable des biens (Lazare).

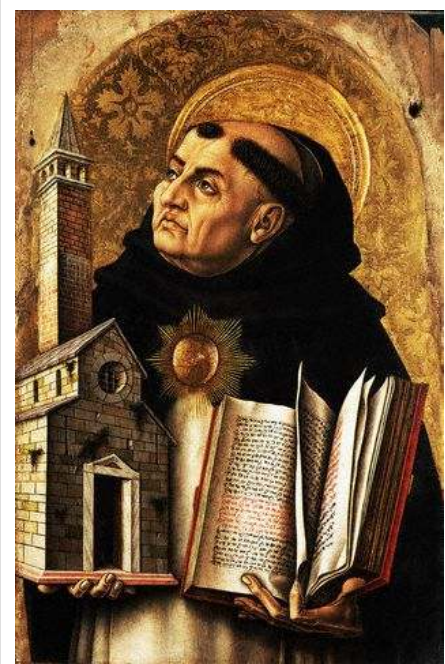
Au IV^e siècle se produisit une séparation nette entre le christianisme et le judaïsme sur les questions économiques : le judaïsme commença à élaborer une codification de l'économie (voir Intérêt de l'argent et religions monothéistes), tandis que le christianisme resta figé dans l'interdiction du prêt à intérêt. Cette situation eut des conséquences très importantes par la suite sur les relations entre les chrétiens et les juifs, ces derniers assurant souvent la fonction de banquier, interdite aux chrétiens. Cela fut sans doute une des causes majeures de l'antijudaïsme au Moyen Âge.

La pensée économique à l'époque médiévale

Les théologiens

Le Moyen Âge voit un renouveau des échanges commerciaux et une multiplication des opportunités de profit. Les théologiens de l'époque ne s'attachent pas alors à décrire des mécanismes économiques mais cherchent à définir leur moralité, leur caractère licite ou illicite selon la morale chrétienne.

Pour Saint Thomas d'Aquin (1225-1274), les marchands doivent pratiquer un « juste prix » découlant de la coutume et qui est censé les prévenir d'un enrichissement exagéré. L'activité commerciale doit être légitimée par un apport réel de richesse au produit *via* sa transformation, son transport ou à la limite par son caractère vital pour la survie du marchand et de sa famille. Il condamne par ailleurs le prêt à intérêt, car selon lui la reconnaissance de l'emprunteur ne doit pas se manifester par une récompense financière, mais par l'estime, la gratitude ou l'amitié. À ce sujet, Saint Thomas d'Aquin pressent bien le futur argument selon lequel « *time is money* », mais pour lui le temps ne peut être une marchandise : il n'appartient qu'à Dieu.



Saint Thomas d'Aquin

La pensée économique orientale

À l'époque médiévale, des penseurs arabes ont réfléchi aux problèmes économiques. Notamment Ibn Khaldun (1332 - 1406) a écrit une théorie économique et politique dans *Prolegomena* montrant par exemple, comment la densité de la population est liée à la division du travail qui conduit à la croissance économique. Cette dernière contribue à accroître la population, formant ainsi un cercle vertueux. Il apporte aussi des premières explications quant à la formation des prix.

La pensée économique de l'époque moderne

L'époque moderne n'apporta pas véritablement une théorie économique. La Renaissance fut une période de changement radical des mentalités et de vision du monde, dû à l'apparition de l'imprimerie et aux grandes découvertes. Le nouveau monde offrit brusquement des perspectives sur le plan économique.

Les besoins de réforme se faisaient sentir depuis le XIV^e siècle, justement sur ces questions. En effet, certains aspects économiques pervers de cette époque, comme le trafic des indulgences, étaient de plus en plus mal ressentis par la population, en particulier dans les pays du nord de l'Europe. Les grandes découvertes, qui permirent aux pays du sud de l'Europe de s'enrichir par le commerce transatlantique, ne fit qu'accentuer ce sentiment d'injustice. Le traité de Tordesillas excluait les pays du nord de l'Europe.

La Réforme protestante de Luther se construisit ainsi autour d'une réaction contre le système des indulgences.

Parmi les réformateurs protestants, Jean Calvin défendit le prêt à intérêt, en préconisant un taux modéré de 5%. Le crédit put ainsi se développer dans les villes protestantes.

La Réforme protestante se développa donc dans ce climat de changement de mentalité, dans lequel le travail prenait davantage de valeur par rapport au commerce pur. C'est la célèbre thèse de Max Weber (*L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905). Il explique qu'avec la Réforme, le travail devint une nouvelle vertu : auparavant destiné à la seule survie, il devint l'origine de la richesse et de son accumulation qui, selon la logique protestante de la prédestination, serait un signe d'« élection divine ». Le travail et la richesse qu'il produit concourent à la gloire de Dieu ; le temps est précieux et l'épargne devient une vertu. La pensée protestante transmettrait aussi selon lui

l'éthique du métier, mais assurerait surtout une rationalité plus grande que celle permise par la pensée catholique. Ce faisant, elle lève de nombreux obstacles moraux à l'activité économique.

En 1516, Thomas More fit une première critique des conséquences sociales de la naissance de ce nouveau système économique, que marquait le mouvement des enclosures^[2] en Angleterre en décrivant dans *Utopia* une société imaginaire où règnerait un régime de communautaire, sans aucune monnaie. Les échanges y étaient régis par un système de troc. Toutefois, on ne peut considérer *Utopia* comme un traité d'économie, et encore moins réduire la pensée de Thomas More à ce seul ouvrage : Thomas More n'était pas un économiste, mais plutôt un juriste, un homme politique, et un théologien (voir l'œuvre complet dans l'article Thomas More). Il est probable que, vu le peu de facilité dans l'impression, la traduction, et la diffusion des ouvrages à l'époque moderne, la postérité ait effectué un biais sur la pensée et l'œuvre de Thomas More, prenant *Utopia* comme argument pour la satire d'un système de privilèges aux limites, puis pour la construction de pensées uniformisantes, que nos contemporains assimilent vite, sans doute par un effet d'historicisme, au communisme.

Parallèlement, en Espagne, l'École de Salamanque, à partir de la théorie des droits naturels, propose une conception subjective de la valeur et justifie la propriété privée et la liberté des échanges. Ses auteurs principaux sont les jésuites Francisco de Vitoria (1483–1546), Martín de Azpilcueta (1493–1586), Domingo de Soto (1494–1560), et Luis de Molina (1535–1600). Cette tradition sera reprise par les classiques français et l'Ecole autrichienne.

Les guerres de religion à la suite de la Réforme ont fait émerger l'idée du libre-échange qui sera formulée plus tard par Hugo de Groot (Grotius).

La naissance de l'économie moderne

Origines

Les premiers précurseurs de l'économie moderne sont Pierre de Boisguilbert et l'économiste irlandais Richard Cantillon. Ce dernier vécut à Paris. Il définit pour la première fois les circuits économiques globaux, et inspira François Quesnay et les physiocrates. Adam Smith, dans son célèbre traité *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* publié en 1776, cite en référence Richard Cantillon (l'un des rares auteurs cités).

Le traité d'Adam Smith est souvent reconnu comme l'acte de fondation de l'économie moderne. L'économie est désormais une branche distincte de la philosophie et de la théologie. Les penseurs en économie ne sont plus issus de l'Église ni des milieux politiques.

Le mercantilisme et les idées physiocrates contribueront à l'autonomisation progressive de l'économie.

Le mercantilisme

Dans un contexte de capitalisme commercial, marqué par la multiplication des transports, les grandes découvertes et les monarchies absolues de France et d'Espagne se développe le courant mercantiliste, qui dominera la pensée économique européenne entre le XVI^e siècle et le milieu du XVIII^e siècle.

Au cours de cette période, une *littérature éclatée* apparaît, pendant laquelle les hypothèses ont évolué, rendant l'idée d'un courant unique assez vague. Il se répandra dans la plupart des nations européennes en s'adaptant aux spécificités nationales. On distingue parmi les écoles mercantilistes : le bullionisme (ou « mercantilisme espagnol ») qui préconise l'accumulation de métaux précieux ; le colbertisme (ou « mercantilisme français ») qui est tourné pour sa part vers l'industrialisation ; le commercialisme (ou « mercantilisme britannique ») qui voit dans le commerce extérieur la source de la richesse d'un pays et le chrysothéonisme (le fait de placer le bonheur au sein de l'or).



William Petty

Jusqu'au Moyen Âge, les questions économiques étaient traitées sous l'angle de la religion et les théologiens étaient les principaux penseurs des questions économiques. Cette rupture majeure sera réalisée par les conseillers des princes et des marchands. Cette rupture est marquée dès 1513 avec la parution du *Prince* de Machiavel où ce dernier va jusqu'à expliquer que « dans un gouvernement bien organisé, l'État doit être riche et les citoyens pauvres ». En 1615, Antoine de Montchrestien publie son *Traité d'économie politique* et utilise pour la première fois l'expression d'économie politique. Avec lui, les plus célèbres mercantilistes sont le français Jean Bodin, l'espagnol Luis de Ortiz et l'anglais William Petty.

La théorie élaborée par les mercantilistes fait de l'accumulation de métaux précieux (comme l'or et l'argent) la source de la richesse et prône un excédent commercial. D'autre part, elle prend pour objectif le renforcement de la puissance de l'État, représenté par le monarque absolu. Dans ce sens est prônée une « guerre commerciale », se basant sur le protectionnisme et l'interventionnisme. Les mercantilistes veulent une conquête des marchés extérieurs (ventes à l'extérieur des produits manufacturés) mais une préservation (ou une extension) du marché intérieur (restriction aux importations).

On leur doit par ailleurs (et notamment à William Petty) le développement et l'utilisation des statistiques et des méthodes empiriques en économie. Celles-ci dérivent de leur souci de surveiller la balance commerciale et les flux de métaux précieux, et parfois d'une sorte d'obsession du numéraire.

La théorie physiocratique

Par la suite, les physiocrates ou comme ils s'appelaient entre eux la secte des économistes, vont s'opposer aux idées des mercantilistes. Le terme de *physiocrate*, développé par Pierre Samuel du Pont de Nemours, signifie littéralement « gouvernement de la nature » (du grec *kratos* et *physio*). L'école des physiocrates est originaire de France et a eu son apogée au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Le plus célèbre d'entre eux est François Quesnay, qui publie en 1758 son fameux *Tableau économique*.

La théorie physiocratique voit dans la terre la source de toute richesse, et s'élève contre les politiques qui la délaissent au profit de l'industrie naissante. Au contraire des mercantilistes, les physiocrates s'opposent à l'intervention de l'État. Ils mettent en avant l'existence de lois économiques, comme il existe des lois en physique. Du fait de l'existence d'un ordre naturel gouverné par des lois qui lui sont propres, le seul rôle des économistes est de « révéler » ces lois de la nature.

Autres contributions

Bernard de Mandeville publie en 1714, *La Fable des abeilles* où il tend à opposer la vertu et la prospérité. Selon cet auteur, la richesse économique collective découle des « vices privés », en particulier de la consommation de biens de luxe condamné par les mercantilistes ou les physiocrates comme un gâchis. Cette tentative de séparer la morale de l'efficace montre la nécessité de rompre avec l'influence des valeurs et de refuser les *a priori* dangereux. En effet, la conclusion provocatrice de cet auteur est que les vices privés se révèlent en fait être profitables à la communauté et sont donc des « vertus collectives ». Son analyse qui tend à faire de la consommation une action tout aussi utile que l'épargne annonce les thèses futures de John Maynard Keynes. Par d'autres aspects, elle préfigure le libéralisme économique et, selon Friedrich Hayek, l'ordre spontané^[3].

Les philosophes des *Lumières* développent aussi des analyses économiques. Montesquieu est salué par Keynes pour avoir compris le premier le rôle des taux d'intérêt comme instrument de la création monétaire dans *De l'esprit des lois* (1748), même si, avant lui, Jean-François Melon et surtout, Nicolas Dutot, dans ses *Réflexions politiques sur les finances et le commerce* (1738), avaient en partie déjà fondé leurs analyses sur l'influence monétaire des taux d'intérêt. Dans cette œuvre, Montesquieu voit aussi le commerce comme source d'adoucissement des mœurs et de paix entre les nations au contraire des mercantilistes qui en faisaient le « nerf de la guerre ». Jean-Jacques Rousseau décrit quant à lui le processus social de l'appropriation des terres, fondement de l'inégalité parmi les hommes et origine du Droit et de la société civile. L'écossais David Hume apporte la première contribution majeure à la théorie du libre-échange en tentant de démontrer que les déséquilibres commerciaux sont naturellement corrigés par des mécanismes monétaires.

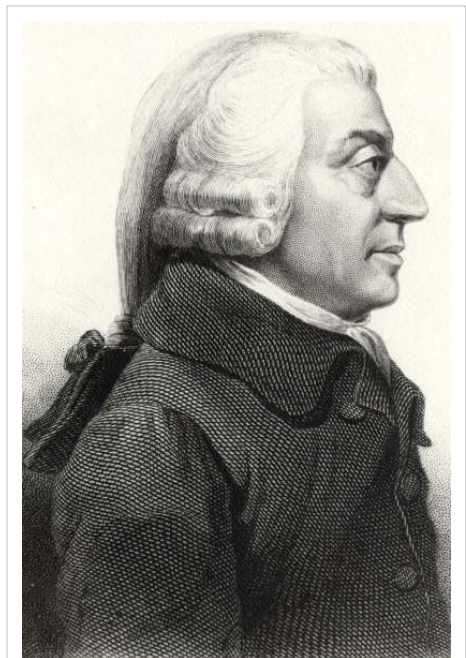
L'école classique et les réponses au classicisme

Les classiques

L'école classique marque vraiment l'avènement de l'économie moderne. La période classique commence avec le traité d'Adam Smith sur la *Richesse des Nations* en 1776 et se termine avec la publication en 1848 des *Principes* de John Stuart Mill. Cette pensée est historiquement développée en Grande-Bretagne et en France. C'est Karl Marx qui inventera le terme *classique* en opposant les économistes classiques aux économistes vulgaires. Les classiques étant ceux qui ont cherché à déterminer l'origine de la valeur. Keynes adopte une vision plus large lorsqu'il fait référence aux Classiques car il étend cette école jusqu'aux travaux de Pigou (1930). Pour lui, l'ensemble des économistes qui adhèrent à la loi de Say font partie de l'école Classique.

Trois générations d'auteurs vont se succéder :

- Adam Smith (1723 - 1790, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776)), Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781 *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1766))
- David Ricardo (1772 - 1823 *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817)), Thomas Malthus (1776 - 1834 *Essai sur le principe de population* (1798)), Jean-Baptiste Say (1767 - 1832 *Traité d'économie politique* (1803)),
- et John Stuart Mill (1806 - 1873 *Principes d'économie politique* (1848)).



Adam Smith

Les classiques s'intéressent principalement aux questions de production, de fixation des prix de répartition, et de consommation. Il existe entre ces auteurs une grande communauté de pensée. Libéraux, contemporains de la révolution industrielle en Grande-Bretagne, ils assistent à la naissance du capitalisme industriel et en sont les fervents défenseurs. Plusieurs principes et postulats sont au centre de la pensée de cette école.

Tout d'abord, il existe un ordre relativement naturel dont les lois conduisent à une relative harmonie des intérêts particuliers. Mais cet ordre est constamment menacé et il revient à la puissance publique de le protéger. Ainsi pour Jean-Baptiste Say, l'État se doit absolument de protéger la propriété privée qui ne va pas de soi. Pour Adam Smith, il doit empêcher les conspirations des entrepreneurs qui tentent par des ententes de faire monter les prix, ou encore prendre en charge l'éducation des ouvriers que la division du travail abrutit. Les libéraux ont repris à un physiocrate, Vincent de Gournay, la sentence « Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises ». Le marché concurrentiel remplace donc l'État comme régulateur de l'économie, mais l'État garde son pouvoir comme garant de l'existence du marché. Il doit limiter ses autres interventions à ses fonctions régaliennes, ainsi qu'à la fourniture de biens collectifs que l'initiative privée ne saurait fournir (routes, ponts, éducation...)



David Ricardo

Enfin, le moteur de l'activité économique est l'intérêt individuel : en ce sens, le libéralisme économique est un individualisme. Pour Adam Smith ou Turgot, l'intérêt de la collectivité est réalisé par la confrontation des intérêts individuels. « Ainsi [...], les motifs égoïstes de l'homme mènent le jeu de leur interaction au plus inattendu des résultats : l'harmonie sociale »^[4] (phénomène que Smith désigne sous le terme de « main invisible »^[5]).

La différence essentielle entre les classiques anglais et les classiques français est dans leur conception de la valeur. Pour l'école anglaise, le travail est la seule source de la valeur (théorie de la valeur travail^[6]). Pour l'école française, la valeur est l'expression du désir que les hommes éprouvent pour les choses (théorie de la valeur-utilité chez Say). On trouve un autre clivage important dans l'école classique entre « le monde merveilleux d'Adam Smith »^[7] et les « funestes pressentiments du pasteur Malthus et de David Ricardo »^[8]. Ainsi une partie des classiques décrivent un monde autorégulé par la « main invisible » où les crises durables sont impossibles (selon la loi dite « de Say ») tandis que d'autres craignent de voir la surnatalité provoquer la famine, dû à la croissance économique qui entraîne un enrichissement de la population et donc un taux de mortalité décroissant (chez Malthus et Ricardo), ou que l'évolution logique de la répartition des richesses en faveur des rentiers entraîne l'économie vers la stagnation (chez Ricardo).

Prémices du socialisme

Les classiques et leurs analyses ont été rapidement critiqués. En 1818, Jean de Sismondi publie ses *Nouveaux principes d'économie politique* où il critique les conséquences sociales de l'industrialisation visibles dans l'Angleterre de son époque : chômage, inégalité, paupérisation... dénonçant un libéralisme qui ne se fait qu'à sens unique, procurant des droits aux entrepreneurs et imposant des obligations aux ouvriers. Il cherche aussi à développer une théorie économique montrant la possibilité de déséquilibres globaux dans l'économie, notamment des crises majeures de surproduction. Pour ce faire, il introduit la notion de délai entre la production et la consommation (un an dans le cas de l'agriculture par exemple) pour réfuter la loi de Say selon laquelle « les produits s'échangent contre des produits ». À titre d'exemple l'introduction du progrès technique n'accroît pas simultanément l'offre et la demande, car son premier effet est de permettre le licenciement des ouvriers qui ne seront réembauchés qu'à moyen terme, à condition que d'ici là les déséquilibres de court terme ne provoquent une crise de surproduction.

Cette époque est aussi celle de l'émergence de la pensée socialiste. Certains socialistes utopiques comme Charles Fourier dénoncent l'anarchie industrielle. Ce dernier rêve de mettre en place des phalanstères, communauté de 1620 personnes sélectionnées pour leurs caractères et leurs aptitudes complémentaires afin que la communauté soit au mieux organisée et puisse prospérer. De nombreux phalanstères furent par exemple créés aux États-Unis. Certains industriels philanthropes comme Robert Owen théorisent et mettent en pratique des usines modèles ou se développent les cours du soir, la hausse de la productivité par la réduction du temps de travail, où les familles sont prises en charges et jouissent de nombreux agréments : écoles, jardins d'enfants, etc. À l'image de Fourier, il rêve de mettre en place des « villages de coopération ».

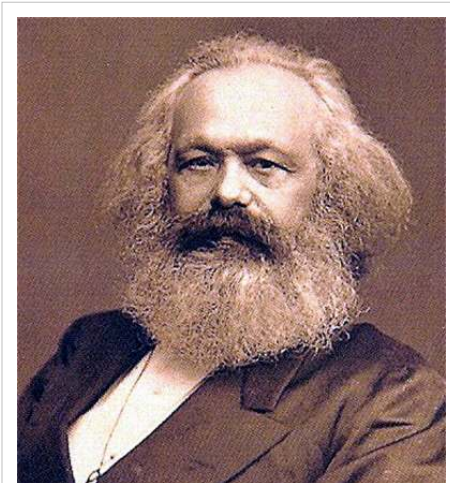
En France, Claude Henri de Saint-Simon développe le progressisme industriel et souhaite mettre en place une intervention technocratique de l'État basée sur la planification industrielle et dont l'objectif serait l'amélioration des conditions de la classe laborieuse. Autour de lui se forme une véritable « secte économique », le saint-simonisme. De son côté, Charles Brook Dupont-White développe une critique radicale du capitalisme qui annonce celle du marxisme, et propose l'intervention de l'État comme régulateur du système.

Enfin, en Grande-Bretagne, le dernier des classiques anglais, John Stuart Mill prône que le libéralisme est la meilleure façon de produire des richesses mais indique qu'il n'est pas pour autant la meilleure façon de les répartir...

Le marxisme

Au début des années 1840, des universitaires de gauche se revendiquant d'une analyse critique de Hegel, appelés « *hégéliens de gauche* », critiquent les économistes classiques. Les plus célèbres penseurs issus de ce groupe sont Karl Marx et Friedrich Engels, qui ont écrit ensemble ou séparément de nombreux ouvrages économiques, le plus célèbre étant *Le Capital*.

Le marxisme repose sur une vision philosophique du monde, à laquelle l'économie est intimement liée. L'économie de Marx repose sur des concepts existants (le travail, la propriété, la consommation, la production, le capital, l'argent...) que Marx a complétés et surtout redéfinis. Il a notamment développé la théorie de la valeur et la valeur-travail, qu'il a repris aux classiques anglais (en particulier Ricardo).



Karl Marx

Le marxisme est resté une théorie hétérodoxe féconde surtout dans les domaines de la philosophie et de la sociologie, ainsi que de l'économie où notamment Rosa Luxemburg avec *L'Accumulation du capital*^[9] (1913), ou plus récemment Paul Baran ou Paul Sweezy (**en**) ont continué les travaux des marxistes.

L'école historique

L'école historique apparaît dans les années 1840 en réaction à l'universalisme des classiques. Elle rejette l'idée de « lois » économiques dissociées de leur contexte historique, social et institutionnel. Wilhelm Roscher déclare que la recherche économique doit être pluridisciplinaire, incorporant des méthodes d'historiens et de sociologues en plus d'économistes.

L'Allemagne est le pays où la pensée historiciste s'est le plus développée et a eu le plus d'influence, allant même jusqu'à rendre ce pays plus ou moins imperméable aux influences exercées par le courant marginaliste en Europe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle.

L'école historique allemande s'est formée dans les années 1840 avec les écrits de Bruno Hildenbrand (1812-1878), Karl Knies (1821-1898) et surtout de Wilhelm Roscher (**en**) (1817-1894). Par la suite, Gustav von Schmoller,

Friedrich List et Max Weber entre autres contribueront à cette école.

L'école historique anglaise s'est développée parallèlement et indépendamment de sa consœur germanique. Bien que s'appuyant sur une importante tradition empiriste et inductiviste héritée de Bacon et de Hume, elle n'aura pas la même aura que cette dernière. Il faut néanmoins remarquer que durant la période de transition séparant la domination de l'économie classique ricardienne et l'émergence du marginalisme dans les années 1870, l'école historique anglaise constituera pour un temps l'orthodoxie de l'économie politique britannique. Ainsi, W.S. Jevons aura toutes les peines du monde à s'imposer dans le milieu académique.

Très influencée par les auteurs allemands, la version française de l'historicisme n'aura qu'une portée limitée et une unité contestable. Le principal élément fédérateur sera un rejet de l'école de Lausanne de Léon Walras. Ses principaux auteurs seront Charles Gide (1847-1932) et François Simiand (1873-1935).

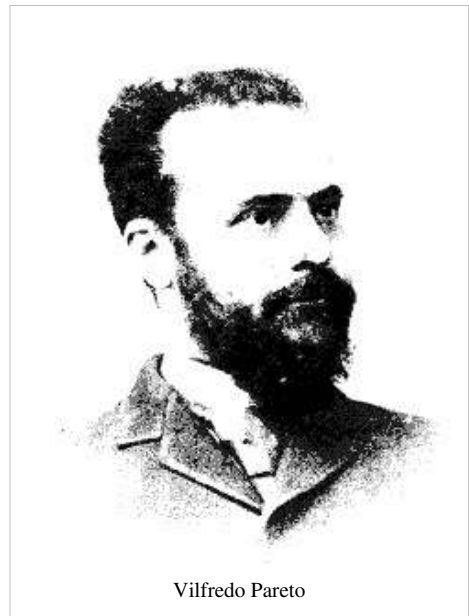
Voir École des Annales : Fernand Braudel

L'école néoclassique et les réponses au néoclassicisme

L'école néoclassique et ses héritiers

L'École néoclassique naît de la « révolution marginaliste » dans les années 1870. Elle forme avec le keynésianisme l'essentiel de l'économie « orthodoxe » qui domine l'enseignement et la pratique universitaire de la discipline économique depuis le début du XX^e siècle.

Le terme marginalisme vient du fait que cette école a été la première à utiliser l'utilité marginale comme déterminant de la valeur des biens et le calcul différentiel comme instrument principal de raisonnement. Elle se caractérise en particulier par une extrême mathématisation. Cette école s'est constituée à partir des travaux de Stanley Jevons (1835-1882), Carl Menger (1840-1921) et Léon Walras (1834-1910). On peut distinguer trois écoles issues du marginalisme : l'École de Lausanne, avec Léon Walras et Vilfredo Pareto; l'École de Vienne, avec Carl Menger (voir ci-dessous) et l'École de Cambridge, avec William Jevons.



Vilfredo Pareto

L'école autrichienne, d'abord assimilée à l'école néoclassique, a toujours soutenu des positions très différentes de celles de Walras et Jevons et est maintenant considérée comme hétérodoxe.

Plusieurs courants néoclassiques contemporains se réclament des néoclassiques : les Néo-walrasiens (Kenneth Arrow, Gérard Debreu), l'École des choix publics (James M Buchanan, Gordon Tullock), les Nouveaux classiques (Robert Lucas Jr, Paul Romer), l'École de Chicago (Frank Knight, Jacob Viner, George Stigler, Gary Becker) ou encore les monétaristes (Milton Friedman).

L'École autrichienne

L'École autrichienne d'économie, issue de Carl Menger en 1871, se distingue de l'École néoclassique en rejetant l'application à l'économie des méthodes employées par les sciences naturelles, et en s'intéressant aux relations causales entre les événements et non aux équilibres. Outre Carl Menger, ses représentants les plus connus sont Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek. Elle défend le libéralisme en matière économique et plus généralement d'organisation de la société.

La tradition autrichienne se rattache aux scolastiques espagnols du XVI^e siècle (École de Salamanque), via les économistes classiques français.

L'École autrichienne s'est opposée à l'École historique allemande (suite à la *Methodenstreit*), puis à Léon Walras et aux néoclassiques, à la conception objective de la valeur et donc à Karl Marx et au socialisme, et enfin à Keynes et aux macroéconomistes. Ces controverses sont encore vivaces et mettent la tradition autrichienne en conflit avec presque toutes les autres écoles de la pensée économique contemporaine.

L'institutionnalisme

Thorstein Veblen publie en 1899 *Why is Economics not an Evolutionary Science?*, le document fondateur de l'École institutionnaliste. Il rejette de nombreux postulats de l'école néoclassique, comme l'hédonisme individuel justifiant la notion d'utilité marginale, ou l'existence d'un équilibre stable vers lequel l'économie converge naturellement. L'École institutionnaliste comprend des héritages de l'École historique allemande ; elle se développe principalement aux États-Unis.

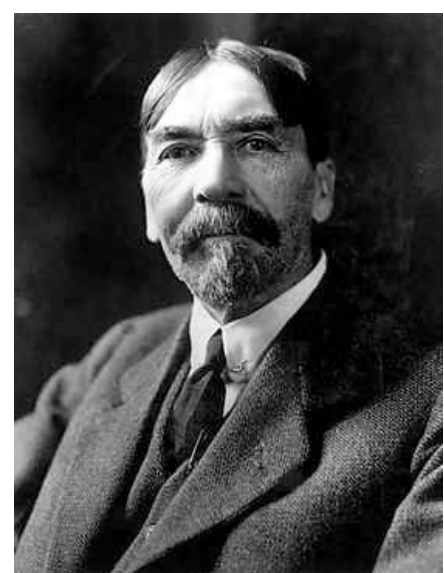
Représentants : Arthur R Burns, Simon Kuznets, Robert Heilbroner, Gunnar Myrdal, John Kenneth Galbraith.

La théorie des cycles

La croissance économique ne se fait pas de façon continue. Elle passe par des **phases** de croissance rapide et de croissance plus faible, voire de décroissance momentanée ou même de crise économique.

L'évolution de l'activité économique sur des périodes courtes (typiquement sur quelques années) est dénommée la **conjoncture économique**. Cette notion permet de distinguer ces hauts et bas relativement rapprochés des périodes d'évolutions plus longues de développement, stagnation, voire déclin économique pouvant s'étaler sur des générations.

Observant une certaine régularité dans ces fluctuations de la croissance, des auteurs ont bâti la « **théorie des cycles** » afin de rendre compte des successions de phases, et ainsi d'envisager une prévision des crises et des reprises de l'économie.

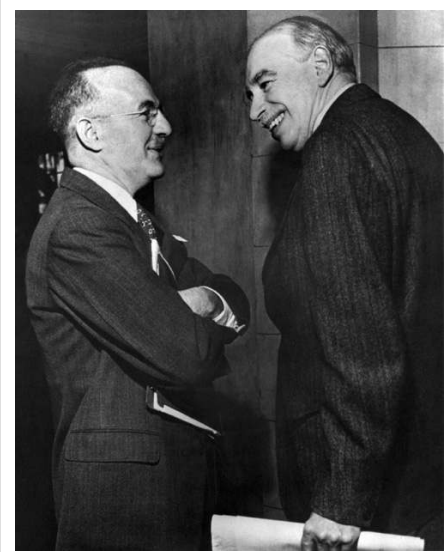


Thorstein Veblen

Le keynésianisme

L'analyse de Keynes

La crise de 1929 met en exergue la portée limitée des enseignements de la théorie néoclassique : ce courant ne peut en effet appréhender et analyser l'existence dans les années 1930 d'un phénomène de chômage massif. Les théoriciens orthodoxes ne peuvent expliquer que la présence d'un chômage volontaire (au taux de salaire fixé par le marché du travail, certains agents économiques ne préfèrent pas travailler). John Maynard Keynes développe au contraire une « théorie générale » car elle rend compte non seulement des situations d'équilibre de sous-emploi, mais aussi de plein emploi de toutes les forces de travail et de capital, alors que l'existence d'au moins un équilibre général est l'unique résultat démontré par la théorie néoclassique (encore aujourd'hui). Son approche théorique est considérée comme la première théorie macroéconomique, qui remet en question plusieurs des principes néoclassiques : la monnaie n'est pas un voile des échanges, le montant de l'épargne n'est pas déterminé sur le marché des capitaux, la détermination du taux d'intérêt est monétaire et non réelle.



Harry White saluant John Maynard Keynes (à droite, 1946)

Keynes montre qu'une économie de marché parvient le plus souvent à un « équilibre de sous-emploi » durable des forces de travail et de capital. Il rompt ainsi avec l'analyse néoclassique qui analysait le chômage comme « frictionnel » ou « volontaire », afin de montrer que l'économie peut durablement souffrir d'un chômage de masse que les mécanismes du marché seuls ne peuvent résoudre. Ainsi Keynes décrit une dynamique qui empêche toute reprise spontanée de l'économie. Une offre excédentaire initiale provoque des licenciements. Keynes nie de la sorte qu'il occurrera un ajustement par les salaires permettant en retour selon les néoclassiques un réajustement des profits et un retour de l'investissement, de la croissance et en fin de l'emploi. La montée du chômage signifie au contraire la disparition des débouchés. Et cette baisse de la demande effective provoque le scepticisme des entrepreneurs qui n'investissent plus induisant une aggravation de la crise. Il importe de ne pas oublier une autre partie de l'analyse : les taux d'intérêt monétaire déterminent principalement le niveau de l'activité économique (chapitre 17 de la théorie Générale).

Pour sortir de cette situation non optimale, il est essentiel de stimuler la demande, ce qui permettra de redonner confiance aux investisseurs. Pour ce faire, l'État dispose de plusieurs moyens. Il peut tout d'abord redistribuer les revenus des plus riches (qui ont une plus forte propension à épargner) aux plus pauvres (qui eux ont une forte propension à consommer). L'État peut aussi stimuler la création monétaire via une baisse des taux d'intérêt qui encouragera les gens à emprunter pour consommer et surtout rendra rentable des projets d'investissement dont l'Efficacité Marginale du Capital était inférieure au niveau du taux d'intérêt monétaire. Enfin l'État peut accroître ses dépenses publiques induisant une augmentation de la demande globale en lançant des programmes de grands travaux par exemple. Pour ce faire, il peut même recourir au déficit budgétaire dont il peut espérer qu'il sera à moyen terme comblé par la reprise économique. Le financement de cette politique interventionniste s'opère soit par des prélèvements obligatoires supplémentaires, soit une émission de titres sur les marchés des capitaux. Les méthodes de Keynes qui s'appuient sur l'étude des agrégats économiques (entreprises, ménages, État...) et se distinguent de l'étude néoclassique des comportements individualistes, fondent la macroéconomie ^[10].

L'État-providence Beveridgien

Alors que la Seconde Guerre mondiale a finalement succédé à la crise, un économiste et parlementaire britannique, William Beveridge, fait de nombreuses propositions visant à redéfinir le rôle de l'État d'après-guerre. En 1942, il préconise dans le rapport *Social Insurance and Allied Services* un régime de sécurité sociale visant à « libérer l'homme du besoin » en garantissant la sécurité du revenu, sans cesse menacée par les aléas de la vie : maternité, maladie, décès, chômage, accident du travail... Pour ce faire, il propose la mise en place d'un système totalement généralisé, uniforme et centralisé. Il s'intéresse plus spécifiquement au problème du chômage qu'il considère comme le risque majeur dans nos sociétés (*Full Employment in a Free Society*, 1944), et comme l'aboutissement définitif de tous les autres risques (maladie, maternité...). Il assimile le devoir de l'État de garantir le plein emploi aux fonctions régaliennes : « *Ce doit être une fonction de l'État que de protéger ses citoyens contre le chômage de masse, aussi définitivement que c'est maintenant la fonction de l'État que de protéger ses citoyens contre les attaques du dehors et contre les vols et les violences du dedans.* » Depuis, le rôle de l'État dans l'économie a été profondément modifié.

Les débats contemporains

Les keynésiens

Les keynésiens vont sortir l'analyse de Keynes de son contexte original, celui d'une crise économique, pour en faire une méthode de régulation permanente des marchés.

Les prolongements de l'école keynésienne sont :

- le keynésianisme ou macroéconomie traditionnelle
- la théorie du déséquilibre : Edmond Malinvaud
- le courant post-keynesien : Michal Kalecki, Nicholas Kaldor, Joan Robinson, Roy Forbes Harrod, Evsey Domar (**en**)...
- la nouvelle économie keynésienne : George Akerlof, Joseph Stiglitz, Janet Yellen (**en**), Stanley Fischer...
- l'école de la régulation : Michel Aglietta, Robert Boyer, Alain Lipietz...

Les néo-keynésiens

Le courant néo-keynésien (appelé aussi « équilibres à prix fixes » ou « école du déséquilibre ») est une synthèse des théories keynésiennes et néoclassiques. Les économistes de cette école s'intéressent aux fondements microéconomiques de la macroéconomie. Sur certains points, tel la rationalité, les néokeynésiens sont plus proches des conceptions de Friedman que de celles de Keynes. Mais ils conservent le caractère non volontaire du chômage en intégrant les systèmes de marché des néoclassiques auxquels ils ajoutent des imperfections du marché du travail comme cause de non-réalisation du plein emploi (asymétrie d'information, aléa moral, Théorie des insiders-outsiders...). Ce courant a été initié par John Hicks dans les années 1930, qui a présenté un modèle succinct de la *Théorie générale* en termes néoclassiques, le modèle IS/LM. Ses représentants comportent : Franco Modigliani, Paul Samuelson, Robert Mundell, Robert Solow ou encore Edmond Malinvaud en France.

Il convient de ne pas confondre ce courant avec celui des nouveaux keynésiens et les post-keynésiens.



Paul Samuelson

Les monétaristes

Au début des années 1960, plusieurs économistes menés par Milton Friedman (chef de file de l'école de Chicago) tentent de relancer la théorie quantitative de la monnaie mise à mal par les analyses keynésiennes. Étudiant le cas américain (M. Friedman et Anna Schwartz, *Une histoire monétaire des États-Unis*) il remarque que toute évolution brutale de la masse monétaire (aussi bien son augmentation préconisée par les keynésiens dans le cadre des politiques interventionnistes, que sa diminution dans le cadre de politique de rigueur) est synonyme de déséquilibres économiques. Renouant avec la théorie quantitative de la monnaie, ils recommandent une politique monétaire restrictive où l'émission de monnaie serait limitée à une proportion fixe de la croissance du PIB, assurant une expansion parallèle à celle de l'activité. Les monétaristes prouvent également la mise en place d'un change flottant permettant le rééquilibrage automatique de la balance extérieure. Ces conclusions remettent en cause la base des politiques keynésiennes et suscitent de nombreux débats depuis.

École des choix publics

La **théorie des choix publics** s'est imposée comme une discipline de l'économie qui décrit le rôle de l'État et le comportement des électeurs, hommes politiques et fonctionnaires. Elle entend ainsi appliquer la théorie économique à la science politique. Le texte fondateur de ce courant est *The Calculus of Consent* publié en 1962 par James M. Buchanan (« Prix Nobel » d'économie 1986) et Gordon Tullock.

La politique y est expliquée à l'aide des outils développés par la microéconomie. Les hommes politiques et fonctionnaires se conduisent comme le feraient les consommateurs et producteurs de la théorie économique, dans un contexte institutionnel différent : entre autres différences, l'argent en cause n'est généralement pas le leur (Cf. le problème principal-agent). La motivation du personnel politique est de maximiser son propre intérêt, ce qui inclut l'intérêt collectif (du moins, tel qu'ils peuvent le concevoir), mais pas seulement. Ainsi, les hommes politiques souhaitent maximiser leurs chances d'être élus ou réélus, et les fonctionnaires souhaitent maximiser leur utilité (revenu, pouvoir, etc.)

Théorie de l'Offre

La théorie de l'offre ou *supply-side*, est un courant développé à partir des années 1970 aux États-Unis qui vise à démontrer que la déréglementation ainsi que la diminution de la fiscalité agissent sur l'offre favorablement et permettent d'agir en profondeur sur l'économie. Ce courant, basé en particulier sur la courbe de Laffer, a eu une influence certaine sur la politique économique de Ronald Reagan, les *reaganeconomics* ainsi que sur celle de Margaret Thatcher. L'école des choix publics est relativement proche de ce courant, les principaux représentants en sont Arthur Laffer, Robert Mundell, sans en faire partie s'inscrit par certains aspects dans ce mouvement.

Théorie du capital humain

La théorie du capital humain est une théorie/concept économique introduit par Theodore W. Schultz, puis précisé par Gary Becker -dans *Human Capital*, 1964- visant à rendre compte des conséquences économiques de l'**accumulation de connaissances et d'aptitudes** par un individu ou une société. Il comprend donc non seulement le savoir, l'expérience et les talents (capital-savoir), mais aussi sa santé physique ou sa résistance aux maladies.

Théorie des contrats implicites

La théorie des contrats implicites cherche à expliquer la défaillance du marché suivante : les salaires ne varient pas en fonction de la productivité marginale des travailleurs. Les observations empiriques montrent une progression constante des salaires au cours de la carrière. Cela s'explique par l'aversion au risque des travailleurs et par la peur de manquer de personnel de la part des employeurs. Cela conduit à l'établissement d'un contrat implicite passé entre ces deux agents où le salarié accepte un salaire inférieur au marché en période de plein-emploi/haute conjoncture et un maintien de son salaire en période de sous-emploi/basse conjoncture (Azariadis, *Implicit contracts and*

unemployment equilibria, 1975).

Selon Bernard Salanié, « *l'objet de la théorie des contrats est d'appréhender les relations d'échange entre des parties en tenant compte des contraintes institutionnelles et informationnelles dans lesquelles elles évoluent.* »

Nouvelle économie classique

La **Nouvelle économie classique** ou **Nouvelle macroéconomie classique** est un courant de pensée économique qui s'est développé à partir des années 1970. Elle rejette le keynésianisme et se fonde entièrement sur des principes néoclassiques. Sa particularité est de reposer sur des fondations micro-économiques rigoureuses, et de déduire des modèles macroéconomiques à partir des actions des agents eux-mêmes modélisés par la micro-économie.

Les nouveaux classiques comprennent Robert Lucas Jr, Finn E. Kydland, Edward C. Prescott, Robert Barro, Neil Wallace (**en**), Thomas Sargent

Nouvelle économie keynésienne

École de pensée économique se réclamant de la pensée keynésienne pour quelques idées seulement et s'opposant à l'intervention trop rigoureuse de l'État chaque fois que le marché est incapable d'assurer une situation efficace.

Cette nouvelle école n'est pas un courant de pensée unifié, mais ses principaux participants, - George Akerlof, Joseph Eugene Stiglitz, Gregory Mankiw, Stanley Fischer, Bruce Greenwald, Janet Yellen et Paul Romer, sont d'accord sur deux points fondamentaux: la monnaie n'est pas neutre et les imperfections des marchés expliquent les fluctuations économiques^[11].

Diversification actuelle de la pensée économique

Depuis les apports de John Maynard Keynes (macroéconomie) dans les années 1930, on note une grande diversification des courants de pensée économiques de nos jours, notamment par l'application de nouvelles approches techniques :

- économie quantitative, l'un des supports de l'économétrie, utilisant des techniques de modélisation dérivées des sciences physiques,
- économie expérimentale appliquée notamment à la microéconomie,
- économie comportementale, née notamment de l'étude des anomalies des marchés financiers,
- neuroéconomie étude du processus mental de décision économique,
- théorie des jeux, liée aux problèmes de coordination des agents économiques.

Par ailleurs, l'essor des sciences de gestion (management, marketing, organisation, relations humaines, technologies de l'information) a perfusé en économie, aboutissant en particulier à la reconnaissance du savoir, de la compétence et de l'information comme facteur essentiel (économie de la connaissance) de production et de développement, en plus des trois « classiques » : ressources naturelles, travail et capital.



Joseph Eugene Stiglitz en 2002

Notes et références

- [1] G.Lelarge, Dictionnaire thématique de citations économiques et sociales, Hachette Éducation, Paris, 1993, pp.115
- [2] imposition de la propriété privée des terres
- [3] Friedrich Hayek, "Lecture on a Master Mind : Dr. Bernard Mandeville", *Proceedings of the British Academy*, 1966, vol. 52, p. 125-141
- [4] Robert L. Heilbroner, *Les grands économistes*, Points Seuil, p.55
- [5] cette référence est souvent abusive : l'expression n'apparaît qu'une seule fois dans l'immense ouvrage que constitue *La Richesse des Nations* et ne sert à décrire que les activités du petit artisanat
- [6] Chez Smith, c'est la valeur travail commandé alors que Ricardo opte pour la valeur travail incorporé
- [7] R. Heilbroner, *Les grands économistes*, p. 41
- [8] R. Heilbroner, *Les grands économistes*, p. 75
- [9] Rosa Luxembourg : R. Luxemburg : L'accumulation du capital (<http://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm>)
- [10] on peut toutefois noter que Ricardo avait déjà fait des études sur l'influence de la répartition des revenus entre classes sociales
- [11] Marc Montoussé (1999), *Théories économiques*, Paris, Bréal, p.242

Annexes

Bibliographie

- Joseph Alois Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, Traduit de l'anglais sous la direction de Jean-Claude Casanova, préface de Raymond Barre, trois tomes, Gallimard, 1983, collection Tel 2004 (1600 p. au total, une véritable mine, un monument d'érudition et d'intelligence de la connaissance économique).
- Maurice Baslé, *Histoire des pensées économiques*, Sirey, Paris, 1997.
- Ghislain Deleplace, *Histoire de la pensée économique*, Sirey, Paris, Dunod, 1999, ISBN 2-10-004233-5
- Françoise Dubœuf, *Introduction aux théories économiques*, Repères, La Découverte, 1999, ISBN 2707129577
- Philippe Steiner, *Sociologie de la connaissance économique. Essai sur les rationalisations de la connaissance économique (1750-1850)*, PUF, 1998.
- Karl Pribram, *Les fondements de la pensée économique*, Economica, 1986

Articles connexes

- Histoire économique
- Économie
- Théorie économique
- Chronologie de la pensée économique
- Orthodoxie et hétérodoxie en économie
- Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel
- Chronologie des faits économiques

Liens externes

- **(en)** History of Economic Thought Website (<http://cepa.newschool.edu/het/>)
- Histoire des faits et des idées économiques (VIII^{ème}-XX^{èmes} siècles), Cours de l'Université de Bretagne Occidentale (<http://www.univ-lille1.fr/bustl-grisemine/pdf/cours-td/G2002-37.pdf>)

Pensée économique orientale :

- « Islam and Science: Ibn Khaldun » (<http://web.archive.org/web/20000920053801/http://www.bath.ac.uk/~mamjr/ibnkhaldun.htm>)
- « Ibn Jaldun: El Primer Sociplogo de la Historia » par R.H. Shamsuddin Elia, Instituto Argentino de Cultura Islamica (<http://web.archive.org/web/20030608172026/http://www.ryerson.ca/~lovewell/khaldun.html>)
- The Sharia'h economic framework (<http://www.financialislam.com/islamic-economics--finance.html>)

Pensée scolastique:

- « Le "juste prix" dans la Scolastique », Jean-Pierre Potier (<http://ses.ens-lsh.fr/potier/index.php?arc=ht1a>)

Chrématisitique

La **chrématisitique** (de *chrēmatistikos*, qui concerne la gestion *ou* la négociation des affaires et plus particulièrement les affaires d'argent ; *ta chrēmata*, les richesses ou deniers) est une notion créée par Aristote pour décrire la pratique visant à l'accumulation de moyens d'acquisition en général, plus particulièrement de celui qui accumule la monnaie pour elle-même et non en vue d'une fin autre que son plaisir personnel^[1]. Aristote condamne cette attitude.

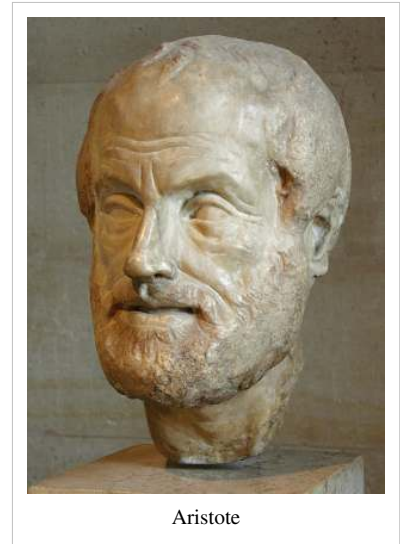
Une notion aristotélicienne

Aristote (vers 384 – 322 av. J.-C.) montre dans de nombreux textes dont l'*Éthique à Nicomaque* la différence fondamentale entre l'économie et la chrématisitique. La chrématisitique est l'art de s'enrichir, d'acquérir des richesses. Elle s'oppose à la notion d'économie (de *oïkos*, la maison donc la communauté au sens élargi, et *nomia*, la règle, la norme) qui désigne, elle, *la norme de conduite du bien-être de la communauté*, ou maison au sens très élargi du terme.

Aristote introduit deux formes possibles de chrématisitique.

La "chrématisitique naturelle" ou "nécessaire"

La première est liée à la nécessité de l'approvisionnement de l'oïkos, c'est-à-dire de *la famille élargie au sens de communauté*. On ne peut pas la dénigrer, car elle est nécessaire à la survie. On distingue dans cette chrématisitique naturelle l'art naturel au sens propre - celui relié à la prise de possession directe ou à l'utilisation du travail des esclaves pour s'autosuffire - de l'art naturel par l'échange nécessaire. Ce dernier est indispensable puisque l'autosuffisance reste difficile à maintenir. Aristote admet le troc et l'échange pratiqué par la monnaie comme important, mais insiste sur le fait que cette dernière ne doit pas être accumulée, qu'elle ne doit être utilisée que pour réaliser l'échange.



Aristote

La "chrématisitique" proprement dite ou "commerciale"

La seconde forme de chrématisitique est radicalement différente et est liée au fait de "placer la richesse dans la possession de monnaie en abondance". C'est l'accumulation de la monnaie pour la monnaie (la chrématisitique dite "commerciale") qui, selon Aristote, est une activité "contre nature" et qui déshumanise ceux qui s'y livrent : en effet, toujours selon Aristote, l'homme est par nature un "*zoon politikon*" animal politique (*politikos*, citoyen, homme public). Et dans de nombreux textes, Aristote précise bien qu'il est "fait pour vivre ensemble" ou encore "en état de communauté". C'est de ce point de vue qu'Aristote se place lorsqu'il déclare que la politique consiste avant tout à "organiser et maintenir l'état d'amitié entre les citoyens". Ainsi, suivant l'exemple de Platon, il condamne le goût du profit et l'accumulation de richesses. En effet, la chrématisitique commerciale substitue l'argent aux biens ; l'usure crée de l'argent à partir de l'argent ; le marchand ne produit rien : en l'absence de règles strictes visant leurs activités et d'un contrôle de la communauté dans son ensemble, tous sont condamnables d'un point de vue politique, éthique et philosophique.

Bien qu'Aristote traite la chrématisitique comme un ensemble de ruses et de stratégies d'acquisition des richesses pour permettre un accroissement du pouvoir politique, il la condamnera toujours en tant que telle et donnera une place beaucoup plus importante à l'économie : il s'agit de ce point de vue d'un auteur fondamental dans l'Antiquité, et qui aura une très grande influence durant toute la période médiévale.

Une reprise du concept par la chrétienté médiévale

L'Église catholique tout au long du Moyen Âge reprend la critique aristotélicienne contre cette pratique économique et la déclare contraire à la religion. Thomas d'Aquin, dans sa Somme Théologique, affirme ainsi: « *Le négoce consiste à échanger des biens. Or Aristote distingue deux sortes d'échanges. L'une est comme naturelle et nécessaire, et consiste à échanger [...] pour les nécessités de la vie.* » L'autre forme, au contraire, « *consiste à échanger [...] non plus pour subvenir aux nécessités de la vie, mais pour le gain.[...] Voilà pourquoi le négoce, envisagé en lui-même, a quelque chose de honteux, car il ne se rapporte pas, de soi, à une fin honnête et nécessaire.* »

Cependant, Thomas d'Aquin relève ensuite qu'il est possible que le gain dans l'échange puisse être toléré, dès lors qu'entre l'achat et la revente, « *soit que l'on ait amélioré cet objet, soit que les prix aient variés selon l'époque [...], soit en raison des risques auxquels on s'expose en transportant cet objet [...].* » Dans ce cas, le négoce avec un gain est licite. De même « *quand un homme se propose d'employer le gain modéré qu'il demande au négoce, à soutenir sa famille ou à secourir les indigents, ou encore quand il s'adonne au négoce pour l'utilité sociale [...]* »^[2], il n'est pas illicite de réaliser un gain dans l'échange. C'est donc le mobile du négoce qui est condamnable ou licite pour Thomas d'Aquin.

De nombreux auteurs estiment que la mise en œuvre de cette doctrine de l'Église fut un obstacle au développement économique.

Condamnation de la chrématistique commerciale par l'économie politique

La critique aristotélicienne de la chrématistique est reprise par de grands auteurs, notamment avec les analyses de l'école classique. Ainsi, Karl Marx, dans des pages fameuses du Capital reprend l'analyse des conséquences sur les personnes de ce qu'il nomme, après Virgile (*Énéide*, III, 57), *auri sacra fames* (maudite soif de l'or) du nom latin donné à cette passion dévorante de l'argent pour l'argent, c'est-à-dire de la chrématistique commerciale instaurée par ceux qu'il appelle « les économistes ». En élaborant une analyse de la "métamorphose" du capital, Marx montre que le capitalisme est un système permettant avant tout de faire de l'argent pour de l'argent. Pour lui, la marchandise n'est plus qu'un moyen d'accroître le capital, ce qu'il représente par ce circuit: $A - M - A'$, où une somme d'argent de départ (A) permet, grâce à la production de marchandise (M), de créer une somme d'argent supérieure (A'), qui elle même pourra générer encore plus d'argent grâce à une nouvelle production de marchandises.

Par la suite, John Maynard Keynes n'aura de cesse de critiquer « *l'amour de l'argent* » et de condamner l'appât du gain^[3]. Keynes cherchera à comprendre quels sont les mécanismes psychologiques poussant chacun à accumuler la monnaie pour elle-même, en reprenant les analyses freudiennes à ce sujet. L'incertitude quant à l'avenir, et plus généralement la peur de la mort en sont les principaux moteurs ; la possession de monnaie et l'accumulation sont alors là pour rassurer l'individu. On peut citer Keynes pour montrer sa condamnation ferme de ce que l'on peut clairement apparenter à la chrématistique :

« L'amour de l'argent comme objet de possession - distinct de l'amour de l'argent comme moyen de goûter aux plaisirs et aux réalités de la vie - sera reconnu pour ce qu'il est, une passion morbide plutôt répugnante, une de ces inclinations à moitié criminelles, à moitié pathologiques, dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales^[4]. »

Critiques contemporaines

Plus récemment d'autres auteurs ont considéré que la pratique chrématistique a usurpé le nom d'économie pour agir sous couvert de recherche du bien-être général et pour bénéficier d'une aura de scientificité, l'économie étant devenue une science.

Les économistes néoclassiques, avec la théorie du management telle qu'elle est enseignée aujourd'hui dans les écoles de gestion, auraient procédé à une véritable *trahison chrématistique*, selon l'expression d'Omar Aktouf^[5].

En 2010, l'économiste américain Joseph Eugene Stiglitz publie son livre *Le triomphe de la cupidité*.

Références

- [1] Les mercantilistes feront plus tard allusion à la thésaurisation et à l'accumulation des richesses, notamment de la monnaie métallique.
- [2] *Thomas d'Aquin, Somme Théologique*, éditions du Cerf, lien (<http://bibliotheque.editionsducerf.fr/par/page/1411/TM.htm>)
- [3] **Keynes et ses combats**, G. Dostaler, Albin Michel, 2009. *Dostaler affirme dans son ouvrage que Keynes a lu Aristote et tombe d'accords avec lui sur la condamnation de la chrématistique commerciale. Keynes aurait ainsi affirmé, à propos de l'Ethique à Nicomaque: "on n'a jamais parlé en si bon sens - avant ou après.*
- [4] *Perspectives économiques pour nos petits enfants* in **Essais de Persuasion**, J. M. Keynes, 1930, Les Classiques des Sciences Sociales, lien (<http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.kej.ess>)
- [5] in **La Stratégie de l'Autruche**, Omar Aktouf, 2002

Mercantilisme

Le **mercantilisme** est un courant de la pensée économique, contemporain de la colonisation du Nouveau Monde et du triomphe de la monarchie absolue (depuis le XVI^e siècle jusqu'au milieu du XVIII^e siècle en Europe).

Il considère que "*le prince, dont la puissance repose sur l'or et sa collecte par l'impôt, doit s'appuyer sur la classe des marchands et favoriser l'essor industriel et commercial de la Nation afin qu'un excédent commercial permette l'entrée des métaux précieux*"^[1].

Cette croyance va se généraliser et plaider en faveur d'une **vision dynamique de la politique** de l'économie nationale. Les tenants du mercantilisme prônent le développement économique par l'enrichissement des nations au moyen d'un commerce extérieur convenablement organisé en vue de dégager un excédent de la balance commerciale.

Résultat qui est obtenu par un investissement raisonné et volontaire dans des activités économiques à rendement croissant, comme l'avait identifié l'économiste italien Antonio Serra dès 1613. Pour ce faire l'État se trouve investi de la responsabilité de développer la richesse nationale, en adoptant des politiques pertinentes de nature **défensive** (protectionnisme) mais aussi **offensive** (Exportation et Industrialisation).

De nos jours, la discussion de la pertinence et de la validité des idées mercantilistes refait surface, notamment dans le débat très contemporain sur la **mondialisation**.

Se reporter ci dessous au chapitre final, en prenant garde à ne pas réduire ce mouvement à ses seuls aspects défensifs (protectionnisme).



Le Lorrain, *Port de mer avec la villa Médicis*,
1638

Origines

Le terme vient du latin *mercari*, «faire du commerce», et de la racine *merx*, «la marchandise». Le marquis de Mirabeau est le premier à employer ce terme en 1763, popularisé à partir de 1776 par Adam Smith ^[2].

Certains auteurs font valoir que le mercantilisme n'est pas un courant de pensée en tant que tel ^[3], d'autres comme **Georges Lefranc** ^[4] sont d'un avis tout à fait contraire.

Pour ces derniers, nous sommes en présence d'une rupture remarquable. Jusqu'au XVI^e siècle en effet, la théorie économique tient peu de place. Mais, avec le «mercantilisme», celle-ci va commencer à apparaître dans le débat public. Et cette doctrine prend corps dans un contexte doublement favorable et porteur : D'une part au lendemain des découvertes maritimes, d'autre part à l'époque de l'émergence des États-Nations. Du XVI^e au XVIII^e, le **mercantilisme** se constitue progressivement en formalisant et en unifiant les "usages et bonnes pratiques" de la théorie mercantile. Par suite les formulations deviennent plus élaborées et plus volontaristes, comme celle promue et systématisée en France par Jean-Baptiste Colbert (le Colbertisme).

Au cours de cette période une *littérature diversifiée* se répand dans la plupart des nations européennes en s'adaptant aux spécificités nationales :

Le bullionisme - influent en Espagne - préconise l'accumulation de métaux précieux ;

Le colbertisme - mis en œuvre en France - fait de l'État un promoteur actif dans la sphère du Commerce, mais aussi de l'Industrie ;

Le commercialisme - mis en œuvre en Hollande ou en Angleterre - voit dans le commerce extérieur la source de la richesse d'un pays.

Conséquence de cette rupture : les questions économiques échappent aux théologiens, certains d'entre eux devenant eux-aussi théoriciens du mercantilisme comme Giovanni Botero. L'autonomisation naissante de l'économie est réalisée par les conseillers des princes et des marchands : Cornelius Houtman est le fondateur en Hollande de la Compagnie des Pays lointains (1592), Montchrestien (1576-1621) est conseiller du prince, Jean Bodin (1530-1596) et Charles de Montesquieu sont des magistrats, Jean-Baptiste Colbert et Jacques Necker des ministres des Finances, Thomas Mun et Josiah Child sont dirigeants de la Compagnie anglaise des Indes orientales, William Petty (1623-1687) un homme d'affaires, John Law et Richard Cantillon financiers. (Etner 2005, p.3012).

Progrès des savoirs, des techniques et des modes de vie

Le mercantilisme se développe en pleine transition de l'économie européenne :

progrès techniques dans la navigation (gouvernail d'étambot qui permet de piloter des navires d'une charge utile plus importante)

développement des centres urbains qui provoque une forte demande de consommation et favorise une croissance rapide du commerce local et/ou international ^[5]

introduction du principe de la comptabilité en partie double et de la comptabilité moderne. Cette comptabilité permet de présenter d'une façon claire les flux de commerce, et contribue à l'étude attentive de la balance commerciale ^[6]

création de sociétés par actions **permanentes** (alors qu'autrefois elles ne vivaient que la durée d'une expédition) où les associés n'ont qu'une **responsabilité limitée** (les commanditaires des systèmes précédents étaient engagés de manière illimitée) ^[7]

Autonomisation de l'activité économique

Jusqu'au XVI^es, la réflexion économique en Europe est principalement l'œuvre des théoriciens scolastiques. L'objectif est de trouver un système économique compatible avec les doctrines chrétiennes de piété et justice. Les réflexions portent principalement sur les échanges au niveau local entre individus. Inspirées d'Aristote et Platon, et fortement influencées par l'Église, les conceptions économiques d'alors dénoncent la chrématistique, l'accumulation des richesses et le prêt à intérêt. L'activité économique est considérée comme un jeu plutôt statique, à somme nulle, dans lequel ce qui est gagné par l'un, est obtenu aux dépens de l'autre.

Les idées mercantilistes marquent la fin de ces représentations. Le mercantilisme apparaît dans un contexte intellectuel où l'homme, avec Copernic et Galilée, passe « du monde clos à l'univers infini »^[8]. L'esprit de la Renaissance entend libérer la créativité humaine de l'ordre cosmique prédéterminé. La nouvelle « mentalité mercantiliste » coïncide avec cet objectif et met en avant la problématique de l'enrichissement à partir d'activités ayant un rendement croissant (fabriquer et vendre des produits manufacturés plutôt que de vendre des produits bruts).

Si la vision mercantiliste justifie les réflexes défensifs (protectionnisme) il serait injuste de ne pas voir que certains de ses courants promeuvent l'idée plus positive et offensive selon laquelle certaines activités économiques sont préférables à d'autres (effets de rendements croissants ou comme dit à l'époque « plus que proportionnels »). Dès 1485, la formule d'Henri VII "exporter des biens manufacturés et importer des produits bruts" résume l'essentiel de ce que sera la politique industrielle anglaise et sa future prospérité.

Essor des États-nations

Alors que les anciens pouvoirs féodaux cèdent la place à des États-nations centralisés, le mercantilisme a su correspondre avec les besoins de l'époque : Il recherche activement les meilleures conditions pour que les nouveaux États soient en mesure d'assurer leurs nouvelles responsabilités, notamment par le biais d'un commerce raisonné et bénéfique.

L'émergence d'idées mercantilistes coïncide avec la montée en puissance d'États-nations face à, d'un côté l'universalisme du pouvoir de l'Église, et, de l'autre, le localisme des structures du pouvoir féodal^[9]. La période voit la naissance d'un « art du politique », orienté vers l'efficacité pratique, (cf. Nicolas Machiavel 1513 -1520) puis l'apparition de la primauté de la « raison d'État » dont Giovanni Botero (1589) est le premier théoricien - dans les relations internationales. Mais c'est surtout Jean Bodin, qui, dans *Les Six Livres de la République* (1576) associe théorie de la souveraineté de l'État aux idées mercantilistes.

- Ces réflexions se traduisent rapidement par la promulgation de règlements et de législations mercantilistes : ainsi, en Angleterre, les lois sur la navigation (Navigation Act, 1651) mises en place par le gouvernement d'Oliver Cromwell^[10] grâce auxquelles la puissance de la Royal Navy, assurera la prééminence de ce pays sur le commerce international. (Après élimination du rival Hollandais par les quatre guerres anglo-hollandaises du XVIII^e siècle).
- Les idées mercantilistes alimentent des conflits armés tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles. Alors que le stock de richesses est considéré comme relativement fixe, la seule façon d'accroître la richesse d'un pays ne peut se faire qu'au détriment d'un autre. De nombreuses guerres, dont les guerres anglo-hollandaise, franco-hollandaise, et franco-anglaise se déclenchent sur la base d'un "nationalisme économique".
- Le mercantilisme contribue également au développement de relations économiques plus ou moins forcées et/ou inégales (Apparitions de l'impérialisme et du colonialisme): toute nation réputée forte doit chercher à s'emparer de territoires pour obtenir un accès aux matières premières et/ou un débouché à ses activités. Au cours de la période, le pouvoir des nations européennes s'étend tout autour du globe. À l'instar de l'économie intérieure, cette expansion fut souvent le fait de monopoles, tels que les Compagnie des Indes ou la Compagnie de la Baie d'Hudson.

Montée de l'esprit individualiste

Cette vision pessimiste de la nature humaine, (intégrée par exemple aux travaux de Thomas Hobbes) selon laquelle chaque agent essaye de trouver son avantage, fut-ce aux dépens des autres, se retrouve également dans la vision puritaine du monde. Pour les membres des nouvelles classes sociales et des nouveaux métiers, la réussite se révèle être une affaire d'action, d'initiative et de volonté largement personnelle. Le "salut individuel" apparaît de plus en plus conditionné **par les œuvres**, et moins par le statut ou le discours.

Politiques mercantilistes

Elles sont l'illustration de la diffusion et de l'adaptation des idées mercantilistes dans toute l'Europe au début de la période moderne, avec cependant des destins divers^[11] :

Echec en Espagne

Le mercantilisme se résume à un "bullionisme" (idée selon laquelle la possession de métaux précieux fait la richesse et la puissance des nations). Selon CJ Gignoux cité par G Lefranc (op cit) : *"la mentalité qui l'inspire n'est pas celle d'un commerçant, mais d'un propriétaire soucieux de ne rien laisser sortir de son domaine et qui d'ailleurs au terme de ce régime s'épuisera dans une lente et progressive anémie"*. La décadence politique et économique de l'Espagne est consacrée en 1588, suite à la déroute de l'"Invincible Armada". Lors de la crise économique qui la touche au XVII^e siècle, l'Espagne met en place de nombreuses politiques économiques sans trop de cohérence, mais l'adoption par Philippe V d'Espagne des mesures inspirées du "mercantilisme à la française" connaît un succès relatif.

Brève hégémonie hollandaise

De 1588 jusqu'à vers 1650, les Pays Bas du Nord sont des précurseurs: une bonne partie de l'empire portugais tombe entre leurs mains. Ils fondent les premières compagnies maritimes et augmentent la charge utile des navires : Vers 1650, on estime qu'ils disposent de 16.000 bâtiments (contre 4.000 anglais et 500 français) qu'ils n'hésitent pas à rentabiliser tant à l'export qu'à l'import.

L'activité commerciale est accompagnée par une activité industrielle orientée à l'exportation. Simultanément, les premières sociétés par actions permanentes et à responsabilité limitée sont créées. La place d'Amsterdam remplace celle d'Anvers, et la Banque d'Amsterdam est créée en 1609. En 1611, est créée la première "Bourse" réunissant les négociants en un lieu déterminé et à heures fixes. Sur le plan du Droit, leur juriste Grotius (1609) formule le principe de la "liberté des mers" et conteste toute idée de "partage du monde".

Résultat de cette politique ? : *" l'opulence parfois un peu vaniteuse des riches bourgeois hollandais frappe les contemporains. Huet, Evêque d'Avranches admire qu'une poignée de marchands réfugiés dans ce petit pays qui ne produit pas à beaucoup près de quoi nourrir ses habitants, aient abattu la puissance énorme de la monarchie d'Espagne et aient fondé un État puissant qui fait équilibre entre toutes les autres puissances"*^[12] "

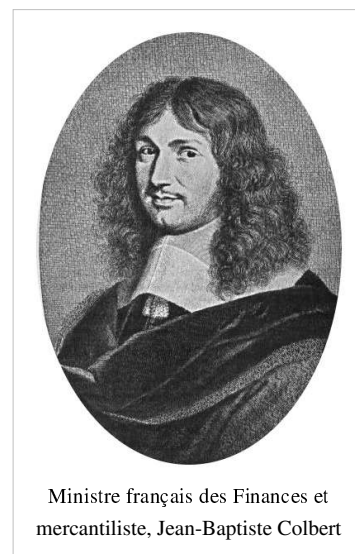
Le Colbertisme

En France, le mercantilisme aurait vu le jour au début du XVI^e siècle, peu de temps après l'affermissement de la monarchie. En 1539, un décret royal interdit l'importation de marchandises à base de laine d'Espagne et d'une partie de la Flandre. L'année suivante, des restrictions sont imposées à l'exportation d'or^[13]. Des mesures protectionnistes se sont multipliées tout au long du siècle. Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), contrôleur général des finances pendant dix-huit ans (1665-1683), est le principal instigateur des idées mercantilistes en France, ce qui conduit certains à parler de colbertisme en désignant le mercantilisme français.

Sous Colbert, le gouvernement français s'implique de façon importante dans l'économie afin d'accroître les exportations. Des Manufactures, voire des «villages-usines» sont créés. Ainsi par exemple la « ville nouvelle » de **Villeneuve** (dans l'Hérault, Voir site présentation :^[14]) qui est construite pour fabriquer des draps adaptés aux débouchés orientaux de la méditerranée :

«Nous avons approuvé l'établissement qui a été fait sous notre bon plaisir d'une Manufacture de draps à Villeneuve-lez-Clermont, diocèse de Lodève en notre province de Languedoc.»^[15]

Colbert intervient également pour abaisser les obstacles au commerce en réduisant les droits de douane intérieurs et en construisant un important réseau de routes et canaux. Les politiques menées par Colbert sont dans l'ensemble efficaces, et permettent à l'industrie et à l'économie françaises de croître considérablement durant cette période, faisant de la France une des plus grandes puissances européennes. Malgré ces politiques efficaces, l'Angleterre et la Hollande devancent toujours la France^[16].



Ministre français des Finances et mercantiliste, Jean-Baptiste Colbert

L'Angleterre puissance commerciale



William Petty

En Angleterre, le mercantilisme atteint son apogée durant la période dite du *Long Parliament* (1640–1660). Les politiques mercantilistes ont aussi été appliquées durant les périodes Tudor et Stuart, avec notamment Robert Walpole comme principal partisan. Le contrôle du gouvernement sur l'économie domestique était moins important que dans le reste du continent, en raison de la tradition de la *Common law* et le pouvoir croissant du parlement^[17].

Les monopoles contrôlés par l'État n'étaient pas rares, notamment avant la première révolution anglaise. Mais leur existence fait l'objet de débats : Les auteurs mercantilistes anglais sont partagés sur la nécessité d'un contrôle de l'économie intérieure. Le mercantilisme anglais s'intéresse surtout au contrôle du commerce international. Une large gamme de régulations encourage les exportations et décourage les importations. Des droits de douane sont instaurés sur les importations et des subventions à l'exportation ont été mises en place.

L'exportation de certaines matières premières est interdite. Les *Navigation Acts* interdisent aux marchands étrangers de faire du commerce intérieur en Angleterre.

Lorsque l'Angleterre étend ses colonies et les fait passer sous son contrôle, des règles y sont édictées les autorisant à produire seulement des matières premières et à faire du commerce uniquement avec l'Angleterre. Cela conduit à des tensions croissantes avec les habitants de ces colonies. Difficultés qui seront par exemple une des causes majeures de la guerre d'indépendance des États-Unis. (cf l'épisode fameux de la Boston Tea Party)

Ces politiques ont grandement contribué à ce que l'Angleterre devienne le plus important commerçant au monde, et une puissance économique internationale s'appuyant sur sa flotte de guerre, la Royal Navy, constituée grâce à la puissance fiscale de l'État, comme le montre Patrick O'Brien. Sur le plan intérieur, la conversion des terres non cultivées en terres agricoles a eu un effet durable. Les mercantilistes pensaient que pour maximiser le pouvoir d'une nation, toutes les terres et les ressources devaient être utilisées au maximum, ce qui conduisit à lancer des projets majeurs comme le drainage de la région des Fens^[18].

Dans d'autres pays

Les autres nations ont épousé les thèses mercantilistes à des degrés divers.

- En Europe centrale et en Scandinavie après la Guerre de Trente Ans (1618–1648), où Christine de Suède et Christian IV de Danemark deviennent de notables partisans du mercantilisme. Les empereurs d'Autriche-Hongrie Habsbourg ont longtemps été intéressés par les idées mercantilistes, mais l'étendue et la relative décentralisation de cet empire rendaient l'application de telles mesures difficiles. Certains États de l'empire ont embrassé les thèses mercantilistes, notamment la Prusse, qui sous Frédéric le Grand a peut-être connu l'économie la plus rigide d'Europe. L'Allemagne allait ainsi donner, sur cette base doctrinale, naissance à une école dite des « caméralistes » qui allait garder une influence jusqu'au XIX^e siècle.
- En Russie, où Pierre I^{er} de Russie (Pierre le Grand) tente de le mettre en œuvre sans trop de succès à cause de l'absence d'une classe significative de commerçants ou d'une base industrielle.

Théorie mercantiliste

Le mercantilisme n'est au départ certainement pas un courant de pensée homogène, et pas davantage une théorie économique unifiée. Il renvoie à des pratiques et à des politiques diverses d'États naissants à la recherche de légitimité dans des contextes différents : Espagne, Hollande, Angleterre, France ...

Si tous les économistes européens qui ont écrit entre 1500 et 1750 sont, de nos jours, étiquetés comme mercantilistes, aucun d'eux ne se situe sur le plan de la théorie économique: En revanche tous s'efforcent de dégager les meilleures pratiques relatives à un domaine particulier de l'économie^[19].

Un certain degré de formalisation viendra par la suite, et de façon pragmatique, sous la conduite de personnalités fortes comme Jean Baptiste Colbert qui, pour forger la doctrine du Colbertisme, bénéficiera d'un champ d'action étendu, d'une longue durée aux affaires, et d'un pouvoir quasi sans limite (comme ministre d'État du "Roi-Soleil")

Ce n'est que bien plus tard (au XX^es) que des chercheurs s'efforcent - avec plus ou moins de succès- de regrouper ces diverses pratiques dans un corpus théorique. Eli F. Heckscher^[20] voit dans les écrits de l'époque à la fois un système de pouvoir politique, un système de réglementation de l'activité économique, un système protectionniste et aussi un système monétaire avec la théorie de la balance du commerce. Toutefois d'autres auteurs rejettent l'idée d'un système mercantiliste pour la raison qu'il est fondé sur une unité fictive de concepts disparates^[21] L'historien de la pensée économique, Mark Blaug, allant même jusqu'à qualifier le mercantilisme de « valise encombrante », de « diversion d'historiographie », et de « baudruche théorique géante^[22] ».

Toutefois, on peut trouver des paramètres communs chez les différents auteurs:

- **Le commerce comme enjeu de puissance** : Certains mercantilistes conçoivent le système économique comme un jeu à somme nulle, où le gain réalisé par un agent se traduit par la perte d'un autre agent . Comme le dit à



La bataille de Scheveningen, 10 août 1653 par Jan Abrahamsz Beerstraaten, dessiné c. 1654, représente la bataille finale de la première guerre anglo-hollandaise

l'époque Jean Bodin « il n'y a personne qui gagne qu'un autre n'y perde » (Les Six livres de la République). De ce fait, toute politique économique bénéficiant à un groupe d'individus, étant par définition néfaste à un autre, l'économie intérieure n'a que très peu d'effet sur l'augmentation du bien-être social général^[23]. Et puisque le commerce intérieur n'augmente pas ou peu la richesse nationale, il est donc justifié et souhaitable de donner la priorité au commerce extérieur pour répondre à cet impératif.

- Au début du XVIII^e siècle, la **thèse de l'avantage mutuel** est plus généralement acceptée : Elle assure que chaque pays qui prend part au commerce international peut prétendre y trouver avantage et profit^[24]. Mais il semble que les écrits mercantilistes sont généralement produits pour justifier *a posteriori* des choix politiques, plutôt que d'en évaluer l'impact *a priori*, en vue de déterminer la meilleure option à mettre en œuvre^[25].
- **La recherche de la richesse** : Les premières théories mercantilistes développées au début du XVI^e siècle sont marquées par le bullionisme (de l'anglais *bullion* : or en lingots).

« La double fonction que remplit l'Argent, comme instrument de commerce et comme mesure des valeurs, a naturellement livré cette idée populaire que l'Argent fait la richesse, ou que la richesse consiste dans l'abondance de l'or et de l'argent [...]. On raisonne de la même manière à l'égard d'un pays. Un pays riche est celui qui abonde en argent, et le moyen le plus simple d'enrichir le sien, c'est d'y entasser l'or et l'argent [...]. Du fait du succès croissant de ces idées, les différentes nations d'Europe se sont appliquées, quoique sans beaucoup de succès, à chercher tous les moyens possibles d'accumuler l'or et l'argent. L'Espagne et le Portugal, possesseurs des principales mines qui fournissent ces métaux à l'Europe, en ont prohibé l'exportation sous les peines les plus graves, ou l'ont assujettie à des droits énormes. Cette même prohibition a fait longtemps partie de la politique de la plupart des nations de l'Europe. On la trouve même là où l'on devrait le moins s'y attendre, dans quelques anciens actes du parlement d'Écosse, qui défendent, sous de fortes peines, de transporter l'or et l'argent hors du royaume. La même politique a aussi été mise en place en France et en Angleterre »

— *Richesse des nations*, Adam Smith, livre IV, chapitre I



Thomas Gresham, marchand et financier anglais

- **Le rôle croissant des États-Nations** : Durant cette période, d'importantes quantités d'or et d'argent affluent des colonies espagnoles du Nouveau Monde vers l'Europe. Pour les écrivains bullionistes, tels que Jean Bodin ou Thomas Gresham, la richesse et le pouvoir de l'État sont mesurés par la quantité d'or qu'il possède. Chaque nation doit donc accroître ses réserves d'or aux dépens des autres nations pour accroître son pouvoir. La prospérité d'un État est censée être mesurée par la richesse accumulée par le gouvernement, sans référence au revenu national. Cet intérêt pour les réserves d'or et d'argent s'explique en partie par l'importance de ces matières premières en temps de guerre. Les armées comprennent nombre de mercenaires qui sont payés en or. Sauf pour les quelques pays européens qui contrôlent les mines d'or et d'argent, le commerce international reste la principale méthode d'acquisition de ces matières premières. Ainsi l'État qui exporte davantage qu'il n'importe,

enregistre une « balance du commerce » (ce qui correspond, de nos jours, à la balance commerciale) excédentaire. Ce qui se traduit par une entrée nette d'argent. Les mercantilistes considèrent donc l'excédent commercial comme objectif économique majeur et proscrirent l'exportation d'or. Les « bullionistes » prescrivaient en outre la mise en place de taux d'intérêt élevés pour encourager les investisseurs à investir leur argent dans le pays.

Au XVII^e siècle se développe une version plus élaborée des idées mercantilistes, qui rejette la vision simpliste du bullionisme. Les auteurs, tel Thomas Mun, élargissent la définition de l'objectif principal : Certes l'or demeure la principale richesse, mais l'accroissement de la richesse peut aussi résulter de l'accumulation d'autres sources, telles que les marchandises par exemple.

« (...) ce n'est pas la grande quantité d'or et d'argent qui font les grandes et véritables richesses d'un État, puisqu'il y a de très grands Païs dans le monde qui abondent en or et en argent, et qui n'en sont pas plus à leur aise, ni plus heureux [...]. La vraie richesse d'un Royaume consiste dans l'abondance des Denrées, dont l'usage est si nécessaire au soutien de la vie des hommes, qu'ils ne sçauraient s'en passer ; »

— Sébastien Le Prestre de Vauban, *Projet d'une dixme royale*, 1707, p. 77-78

- **L'objectif d'une balance commerciale excédentaire** est toujours recherché mais il peut être profitable d'importer des marchandises d'Asie, en contrepartie d'or, pour ensuite les revendre sur le marché européen en faisant d'importants profits. Pour Antonio Serra (1613), l'excédent de la balance commerciale n'est qu'un "indicateur" de la richesse d'un pays et non une finalité. Vue que partageront des auteurs comme Mun et Montchrestien.

« Et pour rendre la chose encore plus claire, quand nous disons [...] que 100000 livres exportées en espèces peuvent faire importer l'équivalent d'environ 500000 livres sterling en marchandises des Indes Orientales, il faut comprendre que la partie de cette somme qui peut proprement s'appeler notre importation, étant consommée dans le royaume, est d'une valeur d'environ 120000 livres sterling par an. De sorte que le reste, soit 380000 livres, est matière exportée à l'étranger sous la forme de nos draps, de notre plomb, de notre étain, ou de tout autre produit de notre pays, au grand accroissement du patrimoine du royaume et ce en trésor, si bien qu'on est en droit de conclure que le commerce des Indes Orientales pourvoit à cette fin. »

— Thomas Mun, *A Discourse of Trade from England unto the East-Indies*, 1621

Cette nouvelle vision rejette dorénavant l'exportation de matières premières, qui une fois transformées en biens finaux peuvent constituer une importante source de richesse. Alors que le bullionisme avait soutenu l'exportation en masse de laine de Grande-Bretagne, la nouvelle génération de mercantilistes soutient l'interdiction totale de l'exportation de matières premières en vue de favoriser le développement d'industries manufacturières domestiques. D'autre part, comme les industries nécessitent d'importants capitaux, le XVII^e siècle connaît un allègement général des restrictions mises en place contre l'usure. Comme l'a fort bien démontré William Petty, le taux d'intérêt est vu comme une compensation pour la gêne occasionnée au prêteur lorsqu'il se démunir de sa liquidité. A partir de 1651, les *Navigation Acts* donnent aux navires anglais l'exclusivité des relations entre la mère patrie et ses colonies, et interdisent aux bateaux étrangers transportant d'autres marchandises qu'anglaises d'entrer dans les ports anglais. Le but premier étant de restreindre l'expansion des Pays-Bas en interdisant aux Hollandais l'accès à certains ports.

- **Les conséquences en matière de politique intérieure** des théories mercantilistes étaient beaucoup plus fragmentées que leurs aspects de politique commerciale. Alors qu'Adam Smith - et surtout ses interprètes postérieurs, comme Nassau Senior - a décrit le mercantilisme comme appelant des contrôles très stricts de l'économie, les mercantilistes n'étaient pas d'accord entre eux.

Certains soutenaient la création de monopoles et autres lettres patentes.

Mais d'autres critiquaient le risque de corruption et de l'inefficacité de tels systèmes. De nombreux mercantilistes ont également reconnu que la mise en place de quotas et du plafonnement des prix était source de marchés noirs.

En revanche, la plupart des théoriciens mercantilistes recommande un bas niveau de rémunération des travailleurs et des agriculteurs, lesquels sont censés pouvoir vivre d'un revenu proche du niveau de subsistance, afin de maximiser la production. Un revenu, du temps libre supplémentaire ou une meilleure éducation de ces populations ne pouvant que créer de la paresse et nuirait à l'économie^[26].

Fénelon illustre bien cette tendance en imaginant la cité idéale :

« Les lois que nous venons d'établir pour l'agriculture rendront leur vie laborieuse ; et, dans leur abondance, ils n'auront que le nécessaire, parce que nous retrancherons tous les arts qui fournissent le superflu. Cette abondance même sera diminuée par la facilité des mariages et par la grande multiplication des familles. Chaque famille, étant nombreuse et ayant peu de terre, aura besoin de la cultiver par un travail sans relâche.

C'est la mollesse et l'oisiveté qui rendent les peuples insolents et rebelles. [...] il ne faut permettre à chaque famille, dans chaque classe, de pouvoir posséder que l'étendue de terre absolument nécessaire pour nourrir le nombre de personnes dont elle sera composée. [...] tous auront des terres, mais chacun en aura fort peu, et sera excité par là à la bien cultiver. »

— Fénelon, *Les aventures de Télémaque*, Livre X, 1699

Ces penseurs voient un double avantage dans le fait de disposer d'une main-d'œuvre abondante : les industries qui se développent à cette période nécessitent une importante main d'œuvre et par ailleurs, cela renforce le potentiel militaire du pays. Les salaires sont donc maintenus à un niveau bas pour *inciter à travailler*. Les lois sur les pauvres (*Poor Laws*) en Angleterre pourchassent les vagabonds et rendent le travail obligatoire. En France, Le ministre Colbert fera travailler des enfants âgés de six ans dans les manufactures d'État.

Les historiens du mercantilisme insistent sur la place centrale de l'état dans le choix mercantiliste. Selon Eli Heckscher^[27] « un des traits majeurs de l'économie politique [mercantiliste] sinon le plus important de tous [était] ce qui est appelé en France « fiscalisme »... L'État, par ses interventions, voulait créer de fortes sources de revenu pour lui-même (...), [et] exploitait à ses propres fins les avantages monopolistiques que les guildes avaient garantis à leurs membres et que les propriétaires privés de moyens de production avaient reçus pour eux-mêmes ». Pour Ekelund et Tollison, des économistes de l'école des choix publics, le principal souci de Colbert était, d'abord et avant tout, de faire rentrer des impôts. C'est parce qu'il ne put réformer la « taille réelle », tant cette réforme était impopulaire, qu'il se lança dans la création et la vente de droits de monopole^[28]. Les théories mercantilistes ne sont pas seulement économique mais ont aussi une importante dimension politique qui ont eu des conséquences historiques importantes. Max Weber dans son ouvrage^[29] souligne combien les puritains anglais étaient opposés, à la même période, à la vente de monopoles par les Stuarts. En effet cela les aurait tenus à l'écart de secteurs où ils pouvaient développer au mieux les dons et la capacité que Dieu leur avait donnés. Weber insiste également sur l'influence de cette opposition dans les révolutions anglaises du XVII^e siècle.

Plus tard Cette nouvelle discipline en devenir deviendra véritablement une science économique avec la physiocratie. Adam Smith, qui en fait une critique forte dans le livre IV de *La Richesse des Nations*, qualifie le mercantilisme d'« économie au service du Prince ». Il est le premier à faire une description systématique du « système mercantile^[30] », terme qui apparaît dans la « philosophie rurale » du marquis de Mirabeau en 1763, à propos de la politique économique menée à cette époque. Certains, représentés par Jacob Viner, considèrent que les idées mercantilistes qui semblaient de bon sens eurent une place importante et ont duré uniquement parce qu'à l'époque les chercheurs ne disposaient pas des outils analytiques leur permettant de mettre en cause ces théories. Une seconde école, comptant notamment Robert Ekelund, soutient que le mercantilisme n'est pas une erreur historique, mais plutôt le meilleur système que les théoriciens étaient capables d'élaborer à l'époque. Cette école avance l'idée que les politiques mercantilistes ont été développées et mises en œuvre par des marchands et des hauts fonctionnaires à la recherche de rentes. Les marchands ont grandement bénéficié des monopoles, des interdictions de la concurrence étrangère et du maintien délibéré au seuil de subsistance des travailleurs. Les gouvernements ont bénéficié des droits de douane élevés et des achats réalisés par les marchands. Si les idées économiques ultérieures ont été développées par des chercheurs et des philosophes, pratiquement tous les auteurs mercantilistes étaient des marchands ou des fonctionnaires^[31].

Critiques , évolution et disparition

L'importance accordée à l'or fait l'objet de critiques, même si de nombreux mercantilistes ont pris leurs distances avec le bullionisme (accumulation de métaux précieux). Adam Smith montre que l'or était une marchandise comme les autres, et ne mérite donc pas un traitement spécial ; l'or n'est rien d'autre qu'un métal jaune qui a une valeur élevée uniquement du fait de sa rareté.

De nombreux économistes ou philosophes, comme John Locke ou David Hume, font valoir que le commerce n'est pas un jeu à somme nulle, mais comme un jeu à somme positive.

David Ricardo qui développe la notion d'avantage comparatif contribue à faire mieux comprendre les effets de la spécialisation internationale: Ainsi le Portugal est un producteur beaucoup plus efficace de vin que l'Angleterre, alors que cette dernière est relativement plus efficace dans la production de vêtements. Ainsi, si le Portugal se spécialise dans le vin et l'Angleterre dans l'habillement, les deux pays sont gagnants dans le cadre des échanges du commerce international.

De ce point de vue, la mise en place de restrictions aux importations et de droits de douane, doit être conduite avec le plus grand discernement sous peine de contribuer à un appauvrissement des pays.

La critique de la "théorie mercantile" vient en France de L'école des physiocrates et en Angleterre d'Adam Smith (*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* 1776) qui dénonce dans de nombreuses pages ce qu'il appelle le « système mercantile ». Cependant les arguments des physiocrates reposent sur une incompréhension et la présentation faite par Smith des idées mercantilistes s'avère souvent simpliste^[31].

Alors que le mercantilisme est assimilé pour beaucoup de ses contemporains à la défense d'intérêts particuliers, l'évolution survient à la faveur d'un important changement de pouvoir. En Grande-Bretagne, le mercantilisme changea de nature après la Révolution qui vit la venue au pouvoir d'une classe moyenne très agressive, désireuse d'en découdre avec la suprématie hollandaise. Le Parlement obtint le pouvoir de subventionner non plus des monopoles pour des individus - comme les Merchant adventurers (en) - pouvoir jusqu'alors réservé au monarque^[32], mais des activités économiques. Ainsi se mit en place une politique globale de protection des intérêts commerciaux de la Grande-Bretagne au sein de laquelle une compétition pouvait s'engager entre entreprises nationales^[33].

Les lois mercantilistes ont été supprimées tout au long du XVIII^e siècle en Grande Bretagne, au fur et à mesure que s'affirmait son hégémonie, notamment après l'élimination de la suprématie hollandaise sur le commerce maritime contre laquelle elles avaient été conçues. Au cours du XIX^e siècle le gouvernement britannique choisit le libre-échange et le « laissez-faire » en matière économique, attribués par le Premier ministre William Pitt aux travaux d'Adam Smith. Sur le continent, le processus fut différent. En France, le contrôle économique demeura entre les mains du pouvoir royal et le mercantilisme continua jusqu'au traité de commerce franco-anglais, dit Traité d'Eden, de 1786^[34]. En Allemagne, le mercantilisme demeura une idéologie importante au cours du XIX^e siècle notamment du fait des travaux de l'économiste Friedrich List jusqu'au début du XX^e siècle, période durant laquelle l'École historique allemande bénéficia d'une place importante^[35]. Mais dans les faits, des historiens comme Patrick O'Brien ont montré que les droits de douane anglais étaient bien plus élevés en Angleterre qu'en France. Il faudra attendre le traité franco anglais de 1860, négocié par le saint simonien Michel Chevalier, pour aller vers une égalisation progressive des droits de douane anglais et français, avant un retour au protectionnisme avec la récession de la fin du XIX^e siècle.

Une semi-réhabilitation

Les chercheurs restent divisés sur la place et la portée réelle des idées mercantilistes^[36].

Les mercantilistes, qui sont généralement des praticiens, comme William Petty, rassemblent un nombre considérable de données et les utilisent pour leur recherche. A ce titre Petty est généralement crédité d'avoir été le premier à utiliser des analyses empiriques pour étudier l'économie. . Adam Smith au contraire rejette la méthode, prétextant que les raisonnements déductifs à partir des principes de base sont la méthode adéquate pour mettre à jour des vérités économiques.

On reconnaît par ailleurs que des politiques d'inspiration mercantiliste ont eu un impact positif sur les États. Adam Smith loue les Actes de Navigation pour leur contribution à l'expansion de la flotte de commerce britannique, ce qui joua un rôle majeur dans la transformation de l'Angleterre en la superpuissance navale et économique qu'elle va devenir pour plus de deux siècles.

Aujourd'hui, les historiens de la pensée économique s'éloignent d'une remise en cause totale des idées mercantilistes, notamment en replaçant ces théories dans leur contexte historique.

Pour Schumpeter, Adam Smith a développé une « critique inintelligente » du mercantilisme, dans lequel il voit les prémices de la politique industrielle.

Au XX^e siècle, John Maynard Keynes soutient certains principes mercantilistes et dénonce la vision d'Adam Smith qui ne voit les véritables causes de la prospérité que dans les marchandises, la population et les institutions. Keynes rappelle combien l'offre de monnaie, la balance commerciale et les taux d'intérêt jouent un rôle majeur dans une économie :

« Nous sommes tentés de voir dans la monnaie un élixir qui stimule l'activité du système. »

— John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, chap. 13, III, 1936

« En un temps où elles [les autorités] ne pouvaient agir directement sur le taux de l'intérêt intérieur ou sur les autres motifs qui incitent à l'investissement domestique, les mesures propres à améliorer la balance commerciale étaient leurs seuls moyens directs d'augmenter l'investissement extérieur ; et l'effet d'une balance commerciale favorable sur les entrées de métaux précieux était en même temps leur seul moyen indirect de réduire le taux de l'intérêt intérieur, c'est-à-dire d'accroître l'incitation à l'investissement domestique »

— John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, chap. 23, trad. fr. P. B. Payot, p. 332

Mercantilisme éclairé ou néo-mercantilisme ?

Les efforts de Keynes pour réhabiliter les idées mercantilistes n'ont cependant pas suffi à redresser la tendance: Le Mercantilisme reste associé à un mouvement historique ancien, avec une connotation péjorative, en ce sens qu'il est souvent associé au seul volet défensif de ses préconisations (à savoir la promotion exclusive de mesures protectionnistes).

A y regarder de plus près, la postérité du mercantilisme reste sans doute plus grande dans la pratique politique que dans la théorie économique.

Si la pensée économique du XIX^e siècle est dominée par les écoles classique puis néoclassique, plutôt favorables au libre-échange, la pratique politique reste largement influencée par les idées mercantilistes.

Comme le note l'historien Paul Bairoch, bien que « *les hommes commencèrent à plus raisonner en termes de niveau de développement à atteindre plus ou moins rapidement qu'en termes d'appropriation d'une plus grande part de richesse* », en 1815 comme en 1913, **le monde occidental est « un océan de protectionnisme cernant quelques îlots libéraux**^[37] ».

- Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a assisté à une libéralisation continue du commerce mondial sous l'impulsion des grandes institutions libre-échangistes telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI). Pourtant certains économistes comme Paul Krugman ont décrit ces institutions comme guidées par un « **mercantilisme éclairé** », qui ne cherche pas à promouvoir les principes du libre-échange, mais à favoriser les concessions commerciales mutuellement avantageuses^[38]. D'autres économistes radicaux vont jusqu'à affirmer que ces organisations, sous le prétexte du libre-échangisme, imposent la forme de commerce international souhaitée par les grandes puissances économiques qui les contrôlent.

Selon Daniel Cohen, les récents échecs des négociations au sein de l'OMC sont révélateurs de ce « mercantilisme éclairé ». Si les négociations des *rounds* antérieurs avaient pu aboutir, c'est grâce à des compromis, à des concessions réciproques et équitables. Les pays riches acceptaient par exemple de libéraliser le secteur textile en échange d'avantages en matière de services financiers concédés par les pays en voie de développement. Au contraire, lors du sommet de Cancun en 2003, les négociations entre pays riches et pauvres ont changé de nature. Les débats se sont focalisés sur la question agricole où les opportunités d'un échange mutuellement profitable ont paru inexistantes. Loin d'être un « jeu à somme positive », le commerce international est dès lors apparu comme un « jeu à somme nulle », l'enjeu du sommet étant devenu : « nos agriculteurs ou les vôtres », comme si les gains d'une nation signifiaient des pertes pour une autre^[39].

- Le terme **néo-mercantilisme** sert à désigner, le plus souvent de manière péjorative, les politiques contemporaines rappelant certaines des mercantilistes du XVIII^e siècle: Avec leur volet défensif (mesures protectionnistes) et/ou leur volet offensif (politiques commerciales agressives où l'État s'implique afin d'accroître la compétitivité des entreprises nationales).

Dans le contexte de la mondialisation, le néo-mercantilisme invoque le concept de « compétition mondiale », voire de « guerre économique » entre les nations. Selon lui, la protection des entreprises nationales et le soutien à leur compétitivité sur les marchés mondiaux est nécessaire parce que profitable à l'économie nationale. Peuvent être taxées de néo-mercantilistes :

-les soutiens à l'industrie nationale par des subventions ou des commandes d'État,

-l'imposition de quotas, de taxes ou de normes à l'importation, afin de protéger leur marché intérieur.

Exemple: Le conflit Boeing-Airbus, lié aux subventions attribuées à chacune de ses entreprises par les gouvernements américain (sous la forme de commandes) et européens, est une illustration de néo-mercantilisme.

-Le concept de « guerre économique » vient alimenter les campagnes politiques des grandes puissances économiques : il faut « faire l'Europe pour faire le poids » disait une affiche du Parti socialiste français, présentant l'Europe face à un sumo japonais et un obèse américain lors de la campagne électorale précédant le référendum sur le traité de Maastricht en 1992. Selon certains, de telles politiques viennent contrebalancer les effets présumés négatifs de la globalisation économique sur la justice sociale, tandis que les économistes libre-échangistes pensent qu'elles viennent favoriser les intérêts particuliers de quelques industries en nuisant à l'intérêt général. Cependant, le concept de préférence communautaire n'est pas une réalité juridique ou même économique. S'il fut consacré par la Cour de justice des Communautés européennes le 13 mars 1968 en matière de politique agricole commune (en fonction d'un droit de douane sur les produits provenant de pays tiers), il s'est rapidement heurté aux objectifs du GATT. À l'heure actuelle subsiste un tarif extérieur commun suscitant souvent d'âpres discussions entre les pays membres de l'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce.

-Une minorité d'économistes, tels que Jean-Luc Gréau ou Jacques Sapir en France, prônent la mise en place d'un protectionnisme éducateur « à la Friedrich List » au niveau européen et national pour assurer la croissance de l'économie continentale de la déferlante de produits bon marché en provenance d'Asie, prenant comme contre-exemple les conséquences socioéconomiques liées à la fin des accords

multifibres pour le textile européen. À défaut, ils prévoient l'entrée dans un processus de « latinaméricanisation » de l'Europe, selon l'expression d'Erik Reinert, pour qui le principe ricardien de spécialisation dans des avantages comparatifs naturels enferme les pays dans des activités à rendements décroissants^[40].

Notes et références

- [1] Dictionnaires d'Économie et des Sciences Sociales, C. Echaudemaison, Nathan 1993
- [2] Jürg Niehans. *A History of Economic Theory* p. 6
- [3] Pour plusieurs historiens de la pensée économiques comme Joseph Schumpeter et Lars Magnusson Lars Magnusson, *The Tradition of Free Trade*, Routledge, 2004, le mercantilisme comme système a été inventé au XIX^e siècle pour justifier la naissance de la théorie classique fondée sur le libre échange, les rendements décroissants et l'équilibre général : pour justifier la naissance d'un système théorique complet, il fallait qu'il s'inscrive en opposition à une pensée supposée tout aussi systématique
- [4] Histoire du Commerce, PUF Paris 1965
- [5] Landreth et Colander. p. 43
- [6] Charles Wilson, *Mercantilism*, p. 10.
- [7] Histoire du Commerce de G Lefranc, PUF 1965
- [8] selon l'expression d'Alexandre Koyré
- [9] Alesandro Roncaglia, *The Wealth of Ideas*, Cambridge, 2006
- [10] Landreth et Colander, p. 53
- [11] Histoire du Commerce, G Lefranc, Puf Paris 1965
- [12] Histoire du Commerce, G lefranc, Puf paris 1965
- [13] Hermann Kellenbenz, *The Rise of the European Economy*, p. 29
- [14] <http://pat.hernandez.pagesperso-orange.fr/villeneuvevisite.htm>
- [15] Louis XIV, Edit du 20 juillet 1677
- [16] .E.N. Williams, *The Ancien Regime in Europe*, p. 177-83.
- [17] E. Damsgaard Hansen. *European Economic History*. p. 65
- [18] Wilson, p. 15.
- [19] Harry Landreth et David C. Colander *History of Economic Thought*. p. 44
- [20] Eli F. Heckscher, *Mercantilism*, trad. anglaise 1935, vol. I, p. 19
- [21] Robert B. Ekelund et Robert D. Tollison. *Mercantilism as a Rent-Seeking Society*, p. 9.
- [22] Mark Blaug, 4^e édition, p. 11.
- [23] Landreth et Colander. p. 48
- [24] Wiles, R., 1986, *The Development of Mercantilist Thought*, in Lowry Ed., p. 147-73
- [25] David S. Landes *The Unbound Prometheus.*, p. 31
- [26] Robert B. Ekelund et Robert F. Hébert, *A History of Economic Theory and Method* p. 46.
- [27] *Mercantilism*, George Allen and Unwin Ltd, London, 1934 cité in Robert B. Ekelund, Jr., and Robert D.Tollison *A Rent-Seeking Theory of French Mercantilism*, in J.M Buchanan, Gordon Tullock, (eds) *The Theory of Public Choice II*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1984, p.243
- [28] **(en)** Robert B. Ekelund, Jr., and Robert D.Tollison, *A Rent-Seeking Theory of French Mercantilism*, Texas a & M Univ Pr; 1st edition, ibid, 1982, p.206-223
- [29] *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* Weber 1985, p. 222
- [30] A. Samuelson, *Les Grands Courants économiques*, PUF, p. 22
- [31] Niehans. p. 19
- [32] Ekelund et Tollison
- [33] Findlay & O'Rourke *Power and Plenty*, 2007, Princeton University Press, p. 240
- [34] François Crouzet, *La Guerre économique franco-anglaise du XVIII^e siècle*, Fayard, 2008
- [35] Wilson p. 6
- [36] Ekelund and Hébert, p. 61.
- [37] Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 1994
- [38] P. R. Krugman, « Does the New Trade Theory Require a New Trade Policy ? », *The World Economy*, vol 15, n° 4, juillet 1992, pp. 423 – 441, pp. 429 – 431.
- [39] Daniel Cohen, « L'OMC est morte », *Le Monde*, 9 octobre 2003
- [40] Erik Reinert, *The Qualitative Shift in European Integration: Towards a permanent wage pressure and a latinamericanisation of Europe* (http://www.praxis.ee/data/WP_17_20042.pdf)

Annexes

Bibliographie

- (fr) François Crouzet, *La guerre économique franco-anglaise du XVIII^e siècle*, Fayard, 2008
- (en) Robert B. Ekelund et Robert D. Tollison, *Mercantilism as a Rent-Seeking Society: Economic Regulation in Historical Perspective*, College Station, Texas A&M University Press, 1981.
- (en) Robert B. Ekelund et Robert F. Hébert, *A History of Economic Theory and Method*. New York McGraw-Hill, 1997.
- (fr) François Etner, *Mercantilisme*, Encyclopédie thématique Universalis, 2005
- (en) Power and Plenty: Trade, War, and the World Economy in the Second Millennium, Ronald Findlay & Kevin H. O'Rourke (<http://press.princeton.edu/titles/8493.html>)
- (en) Eli F. Heckscher. *Mercantilism*. translation by Mendel Shapiro. Londres, Allen & Unwin. 1935.
- (en) John Maynard Keynes, *Notes on Mercantilism, the Usury Laws, Stamped Money and the Theories of Under-Consumption* (http://etext.library.adelaide.edu.au/k/keynes/john_maynard/k44g/chapter23.html). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.
- (en) Harry Landreth et David C. Colander. *History of Economic Thought*. Boston, Houghton Mifflin, 2002.
- (en) Eli Heckscher and Mercantilism An Introduction Lars Magnusson (http://www.diva-portal.org/diva/getDocument?urn_nbn_se_uu_diva-2338-1__fulltext.pdf)
- (en) Mercantilism, the Enlightenment, and the Industrial Revolution (<http://faculty.wcas.northwestern.edu/~jmokyr/stockholm.PDF>) Joël Mokyr,
- (en) Jürg Niehans, *A History of Economic Theory: Classic Contributions, 1720-1980*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1990.
- (en) John V.C Nye, War, Wine, and Taxes: The Political Economy of Anglo-French Trade, 1689-1900e (<http://press.princeton.edu/titles/8444.html>)
- (fr) Jean-Pierre Potier, *Histoire de la pensée économique*
- (en) How Rich Nations Got Rich, ... and Why Poor Nations Stay Poor (http://www.othercanon.org/uploads/How_rich_countries_got_rich_and_why_poor_countries_stay_poor.html) de Erik Reinert
- (en) Gianni Vaggi et Peter Groenewegen, *A Concise History of Economic Thought: From Mercantilism to Monetarism*. New York, Palgrave Macmillan, 2003.
- (en) Charles Wilson, *Mercantilism*. Londres, Historical Association, 1966

Articles connexes

- Étatisme
- Protectionnisme
- Colbertisme
- Bullionisme
- Caméralisme
- Arbitrisme
- Histoire de la pensée économique
- Histoire économique
- Monnaie d'Ancien Régime (à propos du mercantilisme monétaire)



La version du 17 mars 2006 de cet article a été reconnue comme « **article de qualité** », c'est-à-dire qu'elle répond à des critères de qualité concernant le style, la clarté, la pertinence, la citation des sources et l'illustration.

Physiocratie

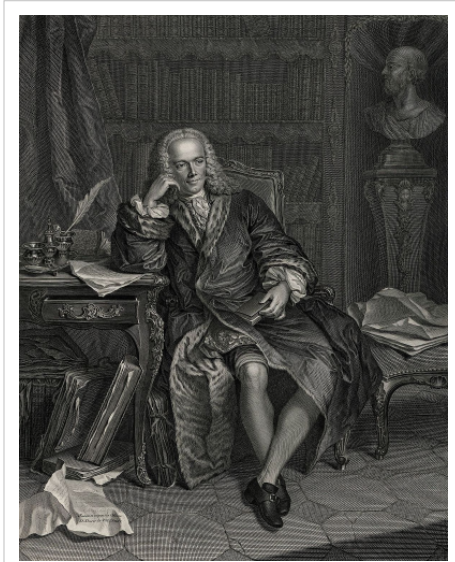
La **physiocratie** (étymologiquement : gouvernement par la nature en ancien grec) est une école de pensée économique et politique née en France vers 1750, qui a connu son apogée au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, et qui est à l'origine de la conception moderne de l'économie.

Historique

On s'accorde à penser que le fondateur de cette école est François Quesnay, qui en deviendra le chef de file incontesté après la publication du *Tableau économique* en 1758, où il représente la circulation des richesses dans l'économie.

Les Physiocrates s'appelaient entre eux « Les Économistes ». Le terme de physiocrate, signifiant littéralement « gouvernement » (du grec « kratein ») par la nature (du grec « phusis ») a été forgé par l'un d'entre eux, Pierre Samuel du Pont de Nemours.

Le « Tableau économique » de Quesnay s'inspire de la théorie des cycles de François Véron Duverger de Forbonnais et du « zig-zag^[1] » élaboré sous la direction de Vincent de Gournay et Richard Cantillon. Ces travaux révolutionnaires pour l'époque anticipent ceux d'Adam Smith en s'intéressant à la création de la richesse, mais aussi et surtout à sa répartition via des diagrammes de flux et de stocks représentant de manière très élaborée le fonctionnement de l'économie. Le but de ce groupe de marchands et de grands commis de l'État est de mettre en place les outils qui permettront au Roi de France de mieux mesurer la création de richesse et ainsi pouvoir faire de meilleures lois permettant d'éviter les disettes via une production et une répartition optimisées des richesses. Cependant, en prenant pour hypothèse que le travail est la source de toute création de richesse, cette analyse va heurter de plein front les intérêts de l'aristocratie française, pour laquelle le simple fait de travailler était synonyme de dérogeance; si un Noble travaillait et que cela venait à se savoir, il en perdait sa noblesse, et seule une lettre de réhabilitation du Roi pouvait la lui rendre.



François Quesnay

François de Quesnay en habile politique va dans le « Tableau économique » faire reposer la source de la richesse non plus sur le travail, mais sur la capacité « miraculeuse » de la terre à produire de la nourriture à chaque printemps. Il arrivera ainsi à se concilier les bonnes grâces des rentiers terriens tout en proposant un nouveau système prenant en compte autant que se peut les idées nouvelles et permettant de dépasser le mercantilisme (et le colbertisme) sans révolutionner la société. Les physiocrates font émerger des principes foncièrement anti-chrétiens pour leur temps, notamment l'idée selon laquelle les progrès de l'agriculture permettraient à Adam de se laver du péché originel en n'ayant plus à travailler à la sueur de son front pour assumer sa subsistance. Ils expriment ainsi des idées, très souterraines au XVIII^e siècle -et pas uniquement françaises-, selon lesquelles l'homme individuel aurait accès à l'intégralité du bonheur suprême en tant que créature limitée, et qu'il n'aurait donc nul besoin de transcendance.^[réf. nécessaire] C'est Turgot, célèbre physiocrate, qui est l'auteur du texte d'une gravure sur bois à l'effigie de Benjamin Franklin : « *Eripuit coelo fulmen sceptrumque tyrannis* » (il arrache le feu des cieux et le sceptre de la tyrannie), phrase dont certains^[Qui ?] ont noté le caractère particulièrement « luciférien » pour l'époque.

Turgot, Catherine II la Grande, le roi Stanislas II font aussi partie de cette école de pensée.

Les principes de l'école physiocratique

La richesse

En opposition aux idées mercantilistes, les physiocrates considèrent que la richesse d'un pays consiste en la richesse de tous ses habitants et non seulement celle de l'État. Cette richesse est formée de tous les biens qui satisfont un besoin et non de métaux précieux qu'il faudrait thésauriser. La richesse doit être produite par le travail.

Pour les physiocrates, la seule activité réellement productive est l'agriculture. La terre multiplie les biens : une graine semée produit plusieurs graines. Au final, la terre laisse un produit net ou surplus. L'industrie et le commerce sont considérés comme des activités stériles car elles se contentent de transformer les matières premières produites par l'agriculture.

La Physiocratie distingue trois classes d'agents économiques :

1. La classe des paysans, qui est la seule productive (producteurs terriens),
2. la deuxième classe est appelée stérile et est composée des marchands et "industriels".
3. la troisième classe est celle des propriétaires.

Cette vision de l'économie est naturelle à une époque où l'immense majorité de la population est formée d'agriculteurs qui produisent tout juste de quoi assurer leur propre survie. La thèse selon laquelle la terre est la seule source de richesse, qui distingue les Physiocrates de leurs successeurs classiques, est néanmoins secondaire par rapport aux autres apports par lesquels les Physiocrates se distinguent de leurs prédécesseurs, qui ont été repris par les classiques et qui fondent l'économie moderne.

Vincent de Gournay et Turgot, souvent assimilés à l'école physiocratique, pensent au contraire que les manufactures et le commerce sont générateurs de richesses. Ils ne doivent donc pas être comptés parmi les physiocrates même si ces derniers leur ont fait beaucoup d'emprunts.

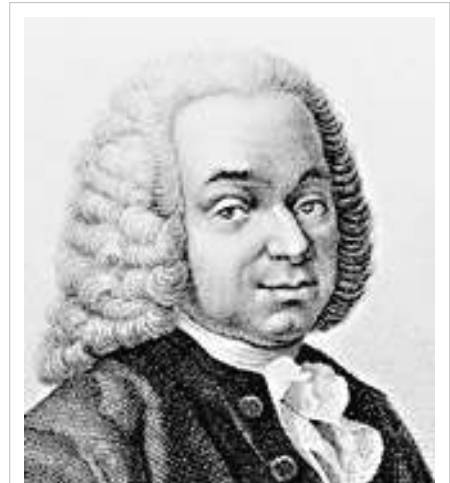
<i>DEPENSES PRODUCTIVES.</i>	<i>DEPENSES DU REVENU, l'impôt prélevé, le paragent aux Dépenses productives & aux Dépenses stériles.</i>	<i>DEPENSES STÉRILES.</i>
<i>Avances annuelles.</i>	<i>Revenu.</i>	<i>Avances annuelles.</i>
<i>it</i>	<i>it</i>	<i>it</i>
600 produisent.....	600	300
<i>Productions.</i>		<i>Ouvrages, &c.</i>
300 reproduisent net.....	300	300
150 reproduisent net.....	150	150
75 reproduisent net.....	75	75
37.10 reproduisent net.....	37.10	37.10
18.15 reproduisent net.....	18.15	18.15
9.7.6 reproduisent net.....	9.7.6	9.7.6
4.13.9 reproduisent net.....	4.13.9	4.13.9
2.6.10 reproduisent net.....	2.6.10	2.6.10
1.3.5 reproduisent net.....	1.3.5	1.3.5
0.11.8 reproduisent net.....	0.11.8	0.11.8
0.5.10 reproduisent net.....	0.5.10	0.5.10
0.2.11 reproduisent net.....	0.2.11	0.2.11
0.1.5 reproduisent net.....	0.1.5	0.1.5

Tableau économique de Quesnay

Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises

Dans la controverse sur le commerce des grains qui marque le milieu du XVIII^e siècle, les Physiocrates prennent parti contre les restrictions gouvernementales au commerce des blés (qui sont à l'époque la base de l'alimentation). Plus généralement, ils affirment que la meilleure façon de maximiser la richesse de tous est de laisser chacun agir à sa guise selon ses moyens et mettent ainsi au premier plan la liberté du commerce comme principe de politique économique^[2].

Vincent de Gournay a popularisé la fameuse phrase « Laissez faire les hommes, laissez passer les marchandises », probablement due au Marquis d'Argenson, et qui passera à la postérité. Ce programme résumé en une phrase connaîtra un renouveau particulier avec la mise en avant des idées libérales dans le dernier quart du XX^e siècle, les partisans du libre-échange reconnaissant les physiocrates comme des précurseurs du libéralisme économique^[3].



Portrait de Vincent de Gournay

Ordre naturel

Selon les physiocrates, il existe un ordre naturel gouverné par des lois qui lui sont propres, et qui repose sur le droit naturel. Par exemple, chaque homme a droit à ce qu'il acquiert librement par le travail et l'échange. Le rôle des économistes est de révéler ces lois de la nature. La liberté et la propriété sont des droits naturels que le souverain doit respecter et protéger en les consacrant dans le droit positif. Le rôle du pouvoir est de garantir l'application du droit naturel.

Les physiocrates ne remettent pas en question la monarchie, mais veulent que le souverain, loin de se comporter en monarque absolu ou en despote arbitraire, se soumette au droit naturel et le fasse respecter. En revanche, pour faire respecter ce droit naturel qui s'impose à tous, il doit user de toute son autorité. C'est le sens de l'expression « despotisme légal » utilisée par Lemercier de la Rivière, qui s'apparente plus au concept libéral d'État minimum qu'à l'acception courante du mot despotisme.

Citations

« La doctrine des physiocrates est un mélange de libéralisme économique et de despotisme éclairé [...] la pensée des physiocrates s'ordonne autour de quatre grands thèmes : la nature, la liberté, la terre, le « despotisme légal » [...] L'État doit être gouverné par des propriétaires fonciers ; eux seuls ont une patrie ; patrie et patrimoine sont joints. [...] Les physiocrates sont donc hostiles à toute réglementation. Leur formule est « laissez faire, laissez passer » [...] Les physiocrates sont partisans de la monarchie absolue. » Histoire des idées politiques, Tome2, Du XVIII^e siècle à nos jours, Jean Touchard, PUF, 1958.

Liste (non exhaustive) de physiocrates

- Louis Paul Abeille
- Nicolas Baudeau
- Richard Cantillon
- Marquis de Casaux - Alexandre Cazeau de Roumillac
- Joseph-Michel Dutens
- Ange Goudar
- Vincent de Gournay
- François Quesnay
- Lemercier de la Rivière
- Victor Riqueti de Mirabeau
- l'abbé Roubaud
- Pierre Samuel du Pont de Nemours
- Gaspar Melchor de Jovellanos (Espagne)
- Le Trosne
- Jean-François Melon
- André Morellet
- Anne Robert Jacques Turgot

Notes et références

- [1] Simone Meysonnier, *La Balance et l'horloge, La genèse de la pensée libérale en France au XVIII^{ème} siècle*, ed. Les éditions de la passion.
- [2] *Les physiocrates sont les premiers libéraux ; ils considèrent que l'État ne doit pas intervenir dans l'économie et qu'il doit respecter les lois physiques qui la guident. Les intérêts individuels, et surtout ceux des agriculteurs, sont conformes à l'intérêt général. Il faut respecter l'ordre naturel de l'économie et respecter la propriété privée.* Marc Montoussé, **Théories économiques**, Paris, Bréal, 1999, p. 11
- [3] Idem

École classique

L'**École classique** en économie regroupe des économistes du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle. Ses membres les plus importants sont, en Grande-Bretagne, Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Thomas Malthus (1766-1834), John Stuart Mill (1806-1873), et en France, Étienne Bonnot de Condillac (1715-1780), Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781), Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Frédéric Bastiat (1801-1850). Le terme a été employé pour la première fois par Marx dans *Le Capital*^[1].

Il est impossible de fixer à cette école de pensée des contours précis, que ce soit en termes de dates, d'auteurs ou de thèses. Les auteurs postérieurs en ont donné des définitions différentes, incluant ou excluant certains auteurs et privilégiant certaines thèses, selon qu'ils souhaitaient présenter leurs propres positions comme en rupture avec les positions présumées « classiques » ou au contraire cohérentes avec elles.

Par exemple, Marx définit l'école classique par l'adhésion au concept de la valeur travail. Il en exclut donc Say qu'il critique sévèrement, et Bastiat. En se réclamant de Smith et surtout de Ricardo, Karl Marx est considéré par certains historiens de la pensée économique comme le dernier des classiques.

Carl Menger caractérise lui aussi l'école classique par la notion de valeur travail, mais c'est pour s'en séparer et proposer une théorie subjective de la valeur qui est justement celle des classiques français qu'il semble ignorer.

Keynes définit l'école classique par l'adhésion à la « loi des débouchés » ou loi de Say dans la version popularisée par James Mill.

Joseph Schumpeter, en la définissant comme la période 1790-1870, en exclut Turgot et Smith mais y inclut Marx^[2].

En réalité, on ne peut pas caractériser l'école classique par un ensemble cohérent de thèses partagées par tous les auteurs de cette période. Plutôt que d'une école de pensée à proprement parler, il s'agit plutôt d'une période d'intense réflexion économique qui a donné lieu à une diversité de positions, et à des controverses sur certaines.

La démarche des économistes classiques

La pensée économique classique se développe en même temps que naissent la société industrielle et le capitalisme moderne. Ces penseurs sont principalement des philosophes (Condillac, Smith) ou des praticiens (Cantillon, Say, Turgot, Ricardo). Ils cherchent avant tout à expliquer les phénomènes de croissance, de développement et de répartition des richesses entre les différentes classes sociales.

Les économistes classiques voient tous les phénomènes économiques comme interdépendants et veulent proposer une théorie générale intégrant tous les phénomènes économiques. À la suite des Physiocrates, ils croient à l'existence de lois valables à toutes les époques et dans toutes les régions du monde et cherchent à les identifier.

Leur analyse est dynamique. Ils s'intéressent aux processus de production, d'échange, de formation des prix, de formation des revenus, et non à d'hypothétiques états d'équilibre. Ils utilisent pour cela l'observation et le raisonnement logique, et ne recourent que très exceptionnellement aux mathématiques.

Cette conception de la discipline économique est commune à tous les classiques et les distingue de la plupart des écoles de pensée apparues à partir de la fin du XIX^e siècle, notamment des néoclassiques qui constituent aujourd'hui la tendance dominante.

Les deux conceptions de la valeur

Avant l'école classique, les Physiocrates cherchent à donner un fondement objectif à la **valeur des choses**, qu'ils placent d'abord dans la terre (Cantillon, Quesnay).

Puis les économistes classiques placeront la valeur dans le travail (Adam Smith, David Ricardo et plus tard Karl Marx). Pour ces derniers, la valeur des marchandises doit être la valeur d'échange (faculté d'une marchandise à être échangée contre une autre marchandise), dont la mesure va être le coût du travail (plus le coût du travail sera important, plus la valeur d'échange augmentera).

Après Condillac et Turgot, les classiques français se séparent sur ce point des classiques anglais en adoptant une conception subjective de la valeur, qui repose sur l'utilité espérée des biens (« le degré d'estime que l'homme attache aux différents objets de ses désirs » (Turgot)). Ils renoncent ainsi à la notion de « prix naturel » ou « juste prix » et annoncent la position des économistes marginalistes de la fin du XIX^e siècle.

La monnaie

Pour les Classiques, la monnaie est fondamentalement un instrument d'échange. Ses autres fonctions d'expression de la valeur et de réserve de valeur sont des aspects particuliers de sa fonction primaire. In fine les produits s'échangent toujours contre des produits (définition de Jean Baptiste Say, loi des débouchés).

La quantité de monnaie en circulation n'a pas d'importance : les prix s'ajustent à la quantité de monnaie disponible. Créer de la monnaie n'augmente pas la masse des richesses réelles disponibles. En ce sens, la monnaie n'est qu'un 'voile'.

Il est néanmoins inexact de dire que les classiques considèrent que la monnaie est neutre. L'économie peut fonctionner avec une quantité quelconque de monnaie, mais les variations de cette quantité, ou celles de la valeur de la monnaie, ne sont pas neutres. En effet, la monnaie nouvellement créée se répand dans la société à partir de points précis et de façon progressive, ce qui entraîne des effets différenciés sur les prix et donc sur les comportements des agents économiques. C'est ce qu'on appelle l'effet Cantillon.

Le rôle central de l'offre

La problématique des classiques est principalement celle de la formation des richesses. Leur analyse est donc centrée sur la production et l'offre. De plus, puisque leur époque est encore dominée par la pénurie, ils postulent implicitement que tout produit répond à un besoin.

Jean Baptiste Say pose en principe que tout produit terminé crée des débouchés pour d'autres produits. En d'autres termes, chaque fois qu'un producteur augmente son activité il crée en même temps de nouveaux débouchés pour ses fournisseurs, il crée de nouveaux salaires pour ses employés, il crée un surcroît d'activité pour ses distributeurs.

Cette « loi de Say » ne veut toutefois pas dire que tout produit trouve nécessairement une demande, ou comme l'a interprété Keynes que « l'offre crée sa propre demande. » Il peut y avoir à chaque instant une surproduction de tel ou tel bien, mais il ne peut pas y avoir de crises de surproduction générales et durables. Si un produit ne trouve pas preneur, ses producteurs cesseront de le produire et s'orienteront vers d'autres productions.

Il ne peut y avoir que des engorgements sectoriels et momentanés, résultant d'une mauvaise prévision du marché par les entrepreneurs. Dans cette vision de l'économie, les crises ne peuvent être endogènes au système économique, mais sont le fruit de chocs exogènes comme les guerres ou les sécheresses.

Cette opinion émise par Say a été soutenue par Ricardo et Mill, mais contestée par Malthus et Sismondi.

La place de l'épargne

Un objectif important des économistes classiques est d'expliquer les mécanismes du progrès. Celui-ci ne peut résulter que de progrès dans la division du travail et l'utilisation d'outils de plus en plus perfectionnés. Ils confèrent donc un rôle essentiel à l'investissement (augmentation du stock de capital), qui nécessite l'épargne. Pour Adam Smith, « l'industrie de la société ne peut augmenter qu'autant que son capital augmente et ce capital ne peut augmenter qu'à proportion de ce qui peut être épargné ».

En d'autres termes, l'épargne, comprise à la fois comme l'épargne des ménages et comme l'épargne des entreprises, est un préalable nécessaire à l'investissement et au progrès.

Le rôle de l'État

Les économistes classiques sont généralement libéraux. D'après eux, les actions et interactions économiques aboutissent à la formation d'un ordre spontané, que Smith illustre par la métaphore de la « main invisible », et l'intervention de l'État dans le fonctionnement de l'économie doit être minimale sinon nulle. Il assure tout de même les fonctions régaliennes (armée, justice, diplomatie) et prend en charge la production des services indispensables à la collectivité, et qui ne serait pas rentable pour la sphère privée. Cet ordre spontané se caractérise par la division du travail, ou spécialisation. Chaque individu, au lieu de fabriquer un objet entièrement, se spécialise dans une tâche particulière de sa fabrication, ce qui permet une augmentation de la production.

Bibliographie

- Samuel Hollander *Classical Economics* (Oxford: Blackwell, 1987)
- Evelyn L. Forget, Sandra Peart (eds) 2000, *Reflections on the Classical Canon in Economics: Essays in Honor of Samuel Hollander*, Roudledge.
- Daniel Villey, *Petite histoire des grandes doctrines économiques*, Première édition 1944.

Liens externes

- Classical economics ^[3], Encyclopædia Britannica
- École Classique ^[4], Encyclopédie du CEPA Newschool

Références

[1] « Je fais remarquer une fois pour toutes que j'entends par économie politique classique toute économie qui, à partir de William Petty cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise, par opposition à l'économie vulgaire qui se contente des apparences...et se borne à ériger pédantesquement en système et à proclamer comme vérités éternelles les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles. » A. Samuelson, *Les grands courants de la pensée économique*, éd. PUG, 1990, p. 46

[2] Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, 1954

[3] <http://www.britannica.com/eb/article-9024233/classical-economics>

[4] <http://cepa.newschool.edu/het/schools/ricardian.htm>

Marxisme économique

Le marxisme économique est l'économie politique proposée dans les travaux de Karl Marx, et par extension les théories qui s'en sont inspirées.

À proprement parler, au sein du marxisme économique, il faut faire la distinction entre l'économie marxienne dont les représentants se revendiquent directement de la pensée de Marx, l'économie marxiste, qui appuie sa réflexion sur le marxisme, et enfin les écrits économiques de Marx.

Pour désigner le marxisme économique, on parle alors suivant les cas de l'économie marxienne, de l'économie marxiste, de l'économie politique marxiste, de la science économique marxiste, de la théorie économique de Marx, des écrits économiques de Marx, de l'économie politique de Marx, etc.

Présentation des écrits économiques de Marx

Conception matérialiste de l'histoire

La conception matérialiste de l'histoire, inspirée du matérialisme de Ludwig Feuerbach (parfois désignée par l'expression « matérialisme historique », et initialement appelée par Marx « nouveau matérialisme »), s'applique à l'étude de la vie sociale, à l'étude de la société, à l'étude de l'histoire de la société. Les principaux points sont les suivants.

Les hommes font leur propre histoire, mais sur la base de conditions données, héritées du passé. Parmi celles-ci, les conditions de la reproduction matérielle de la société sont déterminantes.

D'autre part, l'histoire humaine ne suit pas comme dans le positivisme comtien un déroulement linéaire vers le progrès. Marx s'inspire de Hegel, qui considère que le devenir de toute réalité se comprend dans la triade suivante : l'affirmation (la thèse), la négation (l'antithèse), et la négation de la négation (la synthèse). Toutefois, si pour Hegel cette évolution se déduit de la nature de l'Esprit, pour Marx elle s'inscrit dans l'évolution de l'activité humaine. Aussi est-il amené à penser que les conditions économiques et matérielles déterminent l'anatomie d'une société. Et ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, mais c'est la réalité sociale qui détermine leur conscience.

Nous retrouvons donc l'idée d'Auguste Comte selon laquelle l'Esprit est déterminé par des conditions historiques et sociales. Mais, là où Marx se démarque de Comte, c'est qu'il essaie de faire reposer cette idée sur une base scientifique et matérielle. Il rattache en effet la conscience à un mode de production, ensemble composé d'une infrastructure (nature des forces productives comme les outils et le travail, et rapports techniques et sociaux de travail) et de la superstructure (religion, Droit, morale, idéologies, science,...)

Pour Marx, l'évolution de la pensée et de la société humaine, suit donc une course dialectique. Plusieurs modes de productions (féodalisme, esclavagisme, capitalisme...) se succèdent. Chaque mode se heurtant à un moment donné aux contradictions entre les institutions et les forces productives, qui trouvent leur résolution dans le mode qui leur succède.

À terme, ces contradictions doivent, par l'action consciente de l'Humanité (et du prolétariat en particulier), se réconcilier dans une synthèse : le communisme.

Racines du marxisme économique

Marx effectue une synthèse entre quatre grands courants économiques.

- *La pensée socialiste française.* À la manière de Comte, Marx pense qu'il faut découvrir des lois socio-économiques historiques. De même, comme Saint-Simon qui considérait qu'il existe un clivage entre la classe des producteurs et la classe des oisifs (bourgeois, militaires, juristes, ...) au fondement historique de tous les antagonismes de classe (antinomie qu'il voulait résoudre en soumettant la société à l'intérêt des producteurs, ce qui n'exclurait pas la « dictature du prolétariat »), Marx observe que la société est divisée en plusieurs classes sociales, les deux principales étant la bourgeoisie et le prolétariat. Bien sûr, il y a de nombreuses nuances entre la philosophie marxiste et la philosophie sociale de Saint-Simon. Mais dans tous les cas, le communisme vers lequel doit tendre la société est pour une grande part inspiré des penseurs utopistes français. Marx pense que la société doit se diriger vers l'abolition de la propriété privée et l'appropriation des moyens de production par les travailleurs.
- *L'économie politique Classique*, avec la théorie économique de la valeur-travail de David Ricardo.
- *La théorie du circuit* qu'il emprunte aux physiocrates.
- *La théorie de la plus-value* et de l'exploitation qu'il emprunte à Pierre-Joseph Proudhon.

Principe de l'exploitation

Étudiant le mode de production capitaliste, Marx considère qu'il révèle une opposition entre deux classes sociales (bien qu'il puisse y avoir d'autres classes) : la classe bourgeoise qui détient le capital, et la classe prolétarienne, qui ne dispose que de sa force de travail. S'inspirant de l'idée d'exploitation des travailleurs lancée par Proudhon, ainsi que de la pensée ricardienne qui ramène la valeur économique à la valeur-travail, Marx pense que le capitaliste exploite le travailleur en lui subtilisant une plus-value (c'est le « sur-travail »). En effet le capitaliste ne paye que la valeur de la force de travail. Or la valeur de la force de travail et la valeur que cette force produit sont deux choses différentes. Ce que coûte un ouvrier pour pouvoir travailler et le coût réel de son produit diffèrent énormément. Un travailleur produit plus de valeur qu'il ne lui en coûte pour travailler et vivre lui et sa famille. Le capitaliste tire son profit de cette différence, qui est la plus-value.

Dans la valeur du produit il y a ainsi :

- la valeur des moyens de production consommés dans la fabrication du produit ;
- la valeur du travail payé (constitué par la valeur de la force de travail utilisée, donc le montant des salaires) ;
- et une autre partie du travail fourni par l'ouvrier qui n'est pas payée et qui constitue la plus value empochée par le propriétaire des moyens de production qui devient par ce mécanisme un capitaliste.

Il tire de ces fondamentaux une théorie selon laquelle les tendances internes du système capitaliste recèlent des contradictions indépassables qui vont déclencher systématiquement et de manière récurrente, des crises économiques.

Le mécanisme économique qu'il décrit est le suivant^[1].

Circuit économique

Marx emprunte certains éléments de réflexion à Ricardo. Il distingue tout d'abord, les biens qui sont produits et consommés par le producteur direct (et la communauté dans laquelle il vit) et les "marchandises qui sont produites pour l'échange direct ou le commerce. Ensuite, Marx utilise la distinction entre valeur d'usage d'une marchandise (subjective et variable d'un agent à un autre et qui change aussi avec le développement technique) et valeur d'échange (acceptable par tous les agents, ceci pour permettre justement l'échange). Enfin, Marx suppose que "la valeur" d'une marchandise est une donnée objective, fixée par la quantité de travail incorporée en elle, c'est le temps socialement nécessaire pour la produire. Elle prend forme ou se réalise grâce à l'échange et apparaît comme "valeur d'échange".

Ce qui intéresse Marx, c'est de comprendre la logique qui amène dans un premier temps la circulation simple des marchandises et celle du capital ensuite. Si la circulation simple de marchandises M-A-M (échange marchandise-argent et ensuite échange argent-marchandise) où l'argent intervient comme moyen de circulation (moyen d'achat) et fonctionne comme équivalent général, le troc M-M (échange marchandise contre marchandise) est caractérisé par un échange direct de valeurs où l'argent n'est pas nécessaire. La circulation M-A-M aboutit à échanger un produit contre un autre par l'intermédiaire de l'argent. Le but final de l'échangiste, qui après avoir vendu quelque chose dont il n'a pas besoin, achète la marchandise qu'il désire, c'est de consommer mieux et plus. En revanche la circulation du capital A-M-A renferme en elle un objectif tout autre qui est celui d'acheter des marchandises pour les vendre plus cher. Là le but final n'est pas la consommation mais l'enrichissement, faire avec l'argent plus d'argent, c'est faire du capital. Le capital est le résultat d'un long processus de développement social et n'apparaît que là où la circulation simple des marchandises est déjà très développée. Enfin au stade plus évolué le capital s'assujettit la production proprement dite pour la transformer en mode de production capitaliste c'est-à-dire produire non seulement des objets d'utilité sociale, des valeurs d'usage mais surtout des marchandises, des valeurs et par dessus tout de la plus value. Produire de la plus value est le but ultime du mode de production capitaliste. C'est sa raison d'être. Il ne stimule la production que là où il y a de la plus value.

Exploitation du travailleur et principe de la plus-value

Marx considère que les capitaux engagés **A** se décomposent en deux parts : le capital constant **c** (les machines, les matières premières et les matières auxiliaires) et le capital variable **v** (les salaires). La valeur de **A** est donc **A = c + v**.

Il suppose de plus que le capital constant ne fournit aucun surplus au capitaliste, ce n'est que le capital variable qui est source de valeur, et cette valeur est proportionnée au *temps de travail social nécessaire* à la production de la marchandise. Celui-ci comprend le travail indirect et le travail direct.

L'exploitation des capitalistes s'exprime alors dans le fait que la force de travail utilisée n'est pas payée par le capitaliste au prorata de sa valeur. Le travailleur est payé, dans la logique de l'économie classique, au minimum vital qui permet sa subsistance. Sous la pression d'un chômage permanent, les salaires seront toujours ramenés à long terme vers le salaire minimum. Le capitaliste récupère donc une différence : la plus-value, notée **pl**. On a donc : **A' = c + v + pl**. On peut dès lors définir :

- le taux de plus value : **pl/v** qui exprime le niveau d'exploitation du travailleur.
- le taux de profit : **pl/(c+v)**, qui mesure le gain du capitaliste sur le capital engagé.

La valeur produite se répartit alors dans :

- Les salaires qui tendent vers le minimum vital.
- Les profits, donnés par la somme des plus-values, différence entre le travail total mis en œuvre et le travail nécessaire.
- Les intérêts et les rentes. Ils sont considérés par Marx comme une répartition de second degré prélevés sur les profits. Ils dépendent de facteurs monétaires ou financiers.

Trois possibilités s'offrent aux capitalistes pour accroître la plus value :

- Augmenter la durée du travail (c'est la *plus-value absolue*).
- Diminuer le temps de travail pour produire l'équivalent du minimum de subsistance (c'est la *plus-value relative*), en pesant par exemple sur la production agricole, en améliorant le progrès technique ou en important de l'étranger - ce qui expliquerait l'impérialisme.
- Produire une quantité de produit plus importante pour un même temps de travail en découvrant une innovation technologique (c'est la *plus-value différentielle*). Seulement, lorsque cette innovation est généralisée, du fait de la concurrence, la plus-value relative disparaît, le prix de vente rejoint le *prix de production*.

Baisse tendancielle du taux de profit

Marx explique donc la répartition du capital et l'exploitation des travailleurs, mais il lui reste à expliquer la contradiction fondamentale du capitalisme qui conduit à l'apparition récurrente de crises.

Il l'explique par le concept de baisse tendancielle du taux de profit. Marx considère que les capitalistes sont tentés d'accroître leurs capacités de production par des innovations technologiques pour obtenir un avantage temporaire sur leurs concurrents, appelé plus-value relative. Il s'ensuit qu'ils substituent des machines à la main d'œuvre, autrement dit ils substituent du capital constant c à du capital variable v , ce qui a pour conséquence d'augmenter l'intensité capitaliste de la composition organique du capital (proportion de c et v dans le capital). Comme la plus-value est donnée par l'utilisation de travail direct, et que le taux de profit est $pl / (c + v)$, il vient une baisse tendancielle du taux de profit qui provoque des crises.

Cependant, Marx dit qu'il existe des contre-tendances à cette baisse. Les capitalistes tentent de la compenser en accroissant leur débouchés (impérialisme), ou en augmentant le taux de plus-value (qui est le taux d'exploitation pl / v , donc en baissant les salaires par exemple), et on pourrait envisager un *état stationnaire*, mais le problème est que la substitution du travail par le capital engendre de plus en plus de chômage, une *armée de réserve de travailleurs*, ce qui conduit inexorablement la société vers des conflits sociaux.

À terme donc, le capitalisme croule sous le poids de ses contradictions, c'est l'état de crise permanent, qui ne peut être évité que temporairement par l'expansion économique à des marchés vierges, ou par l'emballement de la croissance technologique.

Le marxisme économique après Marx

Le marxisme économique a eu une grande influence sur la pensée économique du 19^e et du 20^e siècle. Celle-ci s'est exercée de différentes manières.

Courants en prolongation directe de l'économie politique de Marx

On distingue généralement les marxien des marxistes (on introduit aussi parfois le terme de marxologue pour désigner les chercheurs qui étudient l'œuvre de Marx). La délimitation est cependant assez floue.

Écoles marxiennes On englobe dans l'expression écoles marxiennes des théories directement inspirées des travaux de Marx, mais qui s'en démarquent de différentes manières. Les auteurs marxien reviennent aux travaux économiques de Marx tout en laissant le plus souvent de côté l'aspect idéologique ou métaphysique des écrits de Marx. L'école de la régulation s'inscrit dans cette lignée.

Écoles marxistes Généralement, le marxisme renvoie à une doctrine et un ensemble de propositions fondamentales qui ont été tirés de l'exégèse des travaux de Marx. On pourrait inclure dans le courant marxiste les travaux de Rosa Luxemburg, de Lénine, de Karl Kautsky, de Louis Althusser, et de nombreux autres penseurs. Ces travaux sont fortement teintés de l'idéologie communiste qui n'est pourtant qu'une partie de l'œuvre de Marx.

Différents courants de pensée semblent aujourd'hui développer des approches qui s'appuient sur un marxisme économique rénové. C'est le cas notamment de certains courants de pensée proches de l'altermondialisme. On peut penser par exemple à l'apport récent de Michael Hardt et Antonio Negri.

Courants qui s'inspirent du marxisme économique

Le marxisme économique a inspiré les travaux de nombreux économistes. Les concepts introduits par Marx se sont retrouvés dans des travaux aux origines très diverses. Il est donc devenu presque impossible de décrire exhaustivement l'influence de son œuvre. Voici quelques exemples de théories qui s'en sont inspirées :

- *École historique allemande*. L'économie politique de Marx a fortement influencé l'école historique allemande. Les travaux de Joseph Schumpeter traduisent ainsi un intérêt marqué pour les écrits de Marx.
- *École du circuit*. L'école du circuit est un courant en partie d'inspiration marxiste qui insiste essentiellement sur les travaux de Marx qui sont relatifs à sa conception du circuit économique. Un des principaux représentants de ce courant est l'économiste Frédéric Poulon.
- *Post-marxisme*.

Synthèses entre le marxisme et d'autres courants

Les travaux d'Oskar Lange ou Michio Morishima, dans la lignée de ceux de John von Neumann sur l'équilibre général, ouvre des passerelles entre la pensée de Marx et celle de Walras, jugées jusque-là antagonistes.

Le marxisme a donné lieu à des synthèses avec les travaux des keynésiens. Par exemple, Michał Kalecki introduira des concepts marxistes dans ses théories.

Dans les pays anglo-saxons se profile un courant marxiste assez particulier, le marxisme analytique. Les marxistes analytiques réinterprètent les propositions fondamentales de Marx en les éclairant à la lumière des théories individualistes (rationalité, intérêt ...), de la microéconomie et de la philosophie analytique. Gerald Cohen, John Roemer, Philippe Van Parijs, Jon Elster ont fait partie, à des degrés divers, de ce mouvement (Elster s'en étant distancé dans les années 1990 et Van Parijs ayant participé aux travaux du groupe de Septembre sans pour autant se proclamer marxiste). Le marxisme analytique prend place parmi les débats ouverts par la *Théorie de la justice* (1971) de John Rawls et sa critique libertarienne par Robert Nozick dans *Anarchie, État et utopie* (1974).

Critiques du marxisme économique

Critiques par les marxistes. La séparation du marxisme en différentes branches (marxisme économique, politique et sociologique) n'est pas considérée comme pertinente par tous les marxistes. Karl Korsch la conteste par exemple vigoureusement.

Critiques externes. Le marxisme économique a fait l'objet des interrogations suivantes :

- la théorie de la valeur travail garde-t-elle un sens dans l'optique marginaliste utilisée depuis la fin du XIX^e siècle ?
- la notion de lutte des classes garde-t-elle une pertinence ? (voir Raymond Aron) ;
- la baisse tendancielle du taux de profit dans une technologie reste-t-elle aussi importante avec les renouvellements incessants de technologie ?
- les "prévisions" de Marx telles que la paupérisation de la population et l'écroulement du système capitaliste ne s'étant pas réalisées, cela ne suggère-t-il pas l'oubli de facteurs dans son analyse, comme les notions de culture libre et de biens communs (voir Lawrence Lessig) ?
- Marx ne confère-t-il pas une intention collective à une classe bourgeoise moins homogène et soudée qu'il ne le prétend ? (voir cependant l'article Émergence)

Notes et références

[1] Pour cette partie, voir Delfaud, 1997.

Historicisme

L'**historicisme** est une doctrine philosophique qui affirme que les connaissances, les courants de pensée ou les valeurs d'une société sont liées à une situation historique contextuelle. Ses tenants privilégient l'étude du développement de ces connaissances, pensées ou valeurs, « plutôt que celle de leur nature propre »^[1]. C'est une notion présente dans les débats nés des discussions autour de la philosophie de l'histoire. L'historien Dilthey et les philosophes Edmund Husserl, Ernst Troeltsch, Martin Heidegger^[2] et Karl Popper comptent parmi ses principaux critiques.

Définition

Le terme « historicisme » recouvre plusieurs acceptions.

L'historicisme (*Historismus* ou *Historizismus*) désigne d'abord une période de l'historiographie allemande incarnée par Ranke, Droysen ou Meinecke^[3], mais aussi par les économistes List, Hildenbrand, Knies ou Schmoller, et dominante dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Désireux d'ériger l'histoire au rang de science rigoureuse, ces auteurs défendent plusieurs principes communs : l'historien doit établir les faits tels qu'ils se sont produits et saisir le passé dans sa singularité par rapport aux autres époques, sans chercher à émettre un jugement de valeur; toute entreprise de systématisation doit être rejetée au profit d'une recherche des causes immédiates des événements. S'inspirant de la pensée de Herder, ils appellent à considérer chaque époque en elle-même et rejettent toute philosophie téléologique de l'histoire. Cet historicisme applique à la méthode historique les concepts du positivisme^[4]. Par ailleurs, rejetant l'universalisme de l'école classique, ils considèrent que chaque cas national doit être étudié à part, pour parvenir à la connaissance^[5].

De son côté, Ernst Troeltsch définit, en 1922, dans *Der Historismus und seine Probleme*, l'historicisme comme « l'historicisation fondamentale de toute notre pensée sur l'homme, sa culture et ses valeurs. » Selon lui, ce n'est pas l'esprit humain qui, en façonnant ses pensées et ses valeurs, oriente l'histoire, mais le contexte historique qui les détermine^[6].

C'est cette seconde acception de l'historicisme que la plupart des penseurs du XX^e siècle ont retenu. Ainsi, Raymond Aron en parle comme de « la doctrine qui proclame la relativité des valeurs et des philosophies aussi bien que de la connaissance historique »^[7]. Pour sa part, Leo Strauss critique le relativisme de cet historicisme, dont il fait remonter l'origine à l'école historique allemande du XIX^e siècle^[8].

En revanche, Louis Althusser vise la conception hégélienne de l'histoire quand il parle d'historicisme^[9] .^[10].

Quant à Karl Popper, mettant sous ce vocable les pensées de Platon, Hegel et Marx^[11], il donne cette définition de l'historicisme dans *Misère de l'historicisme* (1944)^[12]:

« Qu'il me suffise de dire que j'entends par [historicisme] une théorie, touchant toutes les sciences sociales, qui fait de la *prédiction historique* leur principal but, et qui enseigne que ce but peut être atteint si l'on découvre les « rythmes » ou les « motifs » (*patterns*), les « lois », ou les « tendances générales » qui sous-tendent les développements historiques. »

Il s'agit donc d'envisager l'histoire comme le développement d'un processus identifié et déterminé, que l'on devine à l'aide du passé, et qui permet de déterminer le futur. Selon Karl Popper, le marxisme est l'historicisme le plus abouti, qui fait explicitement de la lutte des classes le moteur de l'histoire.

Pour Christophe Bouton, « Popper sème la confusion en définissant l'historicisme comme une doctrine qui affirme la prédictibilité de l'histoire à partir de lois générales, ce que nient tant l'historicisme épistémologique que l'historicisme

relativiste^[13]. »

Pour sa part, George W. Stocking reprend la définition de l'historicisme épistémologique dans son article « On the limits of "presentism" and "historicism" in the historiography of the behavioral sciences » (1965), où il met en garde les historiens contre l'abus des récurrences et des anachronismes propres au point de vue des vainqueurs et leur oppose l'historicisme méthodologique, qui permet d'appréhender une « raisonnable » et des modalités du savoir distinctes^[14].

De même, en 1998, Laurent Mucchielli considère qu'« être historiciste ou tout simplement historien, c'est comprendre que les textes ont des contextes, que les discours ont été pensés et prononcés à l'intention d'un auditoire, que les articles et les livres ont été pensés et écrits à l'intention d'un lectorat, que les grands hommes quels qu'ils furent ont eu des professeurs et n'ont pas tout inventé, qu'ils ont reproduit comme les autres les préjugés et les stéréotypes culturels les plus généraux de leur époque, qu'ils ont eu les mêmes faiblesses narcissiques (bien souvent plus que les autres...), bref qu'ils furent simplement des hommes et surtout des hommes de leur temps^[15] .^[16] ».

Discussion

Certains auteurs font le lien entre le développement de l'historicisme et du positivisme et les égarements des idéologies modernes de l'autonomisation de la volonté du Sujet. Un Voegelin, un Karl Löwith ou un Leo Strauss n'hésitent pas à voir dans la pensée moderne l'expression d'un historicisme, réalisé par Hegel et Comte.

Les critiques de l'historicisme

La notion

La critique porte sur le fait que la représentation d'un tel développement de la Raison dans l'Histoire, non seulement est contradictoire en soi (si chaque époque révèle un particularisme qui doit être dépassé, la modernité est une telle époque), mais aboutit aussi à rendre relatives les figures historiques dans lesquelles la raison s'est montrée.

Le relativisme propre à l'historicisme tend à déconsidérer comme *choses du passé* les philosophies antérieures, pour ne privilégier que ce qui arrive *en dernier*. Non seulement l'historicisme est aliéné à la conscience historique, mais tend à faire le lit de l'idée selon laquelle les Modernes comprennent mieux les auteurs du passé, que ceux-ci ne se comprenaient eux-mêmes. Cette appréhension surplombante du passé, en tant qu'elle réinterprète l'histoire à la faveur des opinions du présent et sous le mode du relativisme, préfigure le nihilisme, et par sa distinction entre faits et valeurs, l'éclatement de la philosophie en sciences humaines.

Selon l'encyclique *Fides et ratio*, pour comprendre correctement une doctrine du passé, il est nécessaire que celle-ci soit replacée dans son contexte historique et culturel. Toutefois, l'encyclique dit aussi que la connaissance historique ne peut pas aboutir à la négation des vérités immuables et éternelles.

Les critiques libérales

La critique de l'historicisme, proche de la critique du scientisme est un thème récurrent de la pensée libérale contemporaine, Friedrich Hayek, en plus de Popper et Mises, s'en est fait l'écho.

L'économiste libéral Ludwig von Mises présente en 1957^[17] l'historicisme comme une doctrine épistémologique par essence hostile à l'économie. D'après lui, l'historicisme rejette toutes sources de connaissance - hormis les sciences naturelles, la logique et les mathématiques - qui ne seraient pas fondées sur l'étude de l'histoire, au premier rang desquelles l'économie. L'historiciste estime que l'erreur fondamentale de l'économie est de croire que l'homme recherche exclusivement son bien-être matériel. Mises conteste que l'économie prêche une telle croyance : toute action humaine s'expliquerait par un jugement de valeur des individus. Ainsi le coût, qui pour les historicistes est un élément propre aux sociétés capitalistes, serait en réalité « un élément de tout type d'action humaine, quelles que soient les caractéristiques du cas particulier. Le coût est la valeur des choses auxquelles l'acteur renonce afin de

parvenir à ce qu'il veut : c'est la valeur qu'il attache à la satisfaction désirée de façon la plus pressante parmi les satisfactions qu'ils ne peut avoir parce qu'il en a préféré une autre. C'est le prix payé pour une chose ».

Mises postule ainsi que, croyant pouvoir appliquer les méthodes des sciences naturelles à l'histoire, l'historiciste recherche les lois qui gouverneraient l'histoire. S'étant fixé un objectif impossible, les lois que l'historiciste énonce ne sont dès lors que le produit de son intuition, peu importe que « l'auteur de l'Apocalypse, Hegel et, par dessus tout, Marx se considéraient comme parfaitement informés des lois de l'évolution historique. »

Historicisme (architecture)

L'historicisme en architecture, appelé aussi *éclectisme* désigne la tendance apparue au XIXe siècle de retrouver les racines nationales des différents style européens, surtout allemand, bavarois, russe, scandinave, par opposition au style néoclassique et de manière plus large que le néogothique ou le romantisme en vogue. Il se décline en périodes historiques et en style régionaux.

Notes et références

- [1] *Dictionnaire actuel de la langue française*, Paris, Éditions Flammarion, 1985, p. 552.
- [2] Pierre Gisel, *Vérité et histoire: La théologie dans la modernité*, Ernst Käsemann, Éditions Beauchesne, 1977, p. 62 (http://books.google.fr/books?id=7Nu3vQf1NUkC&pg=PA62&dq=historicisme+dÃ©finition&hl=fr&ei=Wx7ATOikD9KBswad3eidCA&sa=X&oi=book_result&ct=result&resnum=2&ved=0CDAQ6AEwAQ#v=onepage&q=historicisme+dÃ©finition&f=false).
- [3] Friedrich Meinecke, *Die Entstehung des Historismus*, 1936.
- [4] Christophe Bouton, *Le procès de l'histoire, fondements et postérité de l'idéalisme historique*, 2004, p. 254.
- [5] Mokhtar Lakehal, *Dictionnaire de science politique. Les 1500 termes politiques et diplomatiques*, Pairs, L'Harmattan, 2005, 430 pages, p. 206 (ISBN 2747587630).
- [6] Christophe Bouton, *Le procès de l'histoire, fondements et postérité de l'idéalisme historique*, 2004, p. 254-255.
- [7] Raymond Aron, *La Philosophie critique de l'histoire*, 1938
- [8] Christophe Bouton, *Le procès de l'histoire, fondements et postérité de l'idéalisme historique*, 2004, p. 255.
- [9] Louis Althusser, « Le marxisme n'est pas historicisme », *Lire le Capital*, tome 1, 1968.
- [10] Christophe Bouton, *Op. cit.*, p. 255-256.
- [11] Mokhtar Lakehal, *Op. cit.*, 2005, p. 206.
- [12] Karl Popper, *Misère de l'historicisme*, Plon, 1955.
- [13] Christophe Bouton, *Op. cit.*, p. 255, note 2.
- [14] Claude Blanckaert (dir.), *L'Histoire des sciences de l'Homme. Trajectoire, enjeux et questions vives*, Paris, L'Harmattan, 1999, 308 pages, p. 13 (ISBN 2738483216).
- [15] Laurent Mucchielli, *La découverte du social: naissance de la sociologie en France, 1870-1914*, Paris, La Découverte, 1998.
- [16] Claude Blanckaert (dir.), *Op. cit.*, 1999, p. 13-14.
- [17] dans son livre *Théorie et histoire : une interprétation de l'évolution économique et sociale* publié en 1957, consultable en ligne : site de Hervé de Quengo (<http://herve.dequengo.free.fr/Mises/TH/TH10.htm>)

Bibliographie

- Karl Popper : *Misère de l'historicisme* et *La société ouverte et ses ennemis*
- Ludwig von Mises : *Théorie et Histoire* (Chapitre 10 de la troisième partie, *L'historicisme*), traduction en français par Hervé de Quengo (<http://herve.dequengo.free.fr/Mises/TH/TH10.htm>)
- Jean-François Malherbe, *La philosophie de Karl Popper et le positivisme logique*, Presses universitaires de Namur, 1976, 313 p. (ISBN 2870370016)
- Christophe Bouton, *Le procès de l'histoire, fondements et postérité de l'idéalisme historique*, Vrin, 2004, 319 p. (ISBN 271161655X)
- Adrien Barrot, « La Critique de l'historicisme », in Laurent Jaffro, *Leo Strauss, art d'écrire, politique, philosophie : texte de 1941 et études*, Vrin, 2001, 322 p. (ISBN 2711614697)
- Jean-Paul II : *Fides et Ratio* - encyclique publiée le 14 septembre 1998 sur la façon d'interpréter l'Histoire, comportant une critique de l'historicisme.

Liens internes

- *Notions induites*
 - millénarisme
 - nihilisme
 - positivisme
- *Biographies concernées*
 - Jean-Baptiste Vico
 - Joachim de Flore
 - Hegel
 - Nietzsche
 - Heidegger
 - Karl Löwith
 - Eric Voegelin
 - Leo Strauss
 - Auguste Comte
 - Michel Villey
 - Benedetto Croce
- *Art connexe*
 - Peinture historique

Keynésianisme

Le **keynésianisme** est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique John Maynard Keynes. Pour les keynésiens, les marchés laissés à eux-mêmes ne conduisent pas forcément à l'optimum économique. En outre, l'État a un rôle à jouer dans le domaine économique notamment dans le cadre de politique de relance. Toutefois l'importance de ce rôle varie avec les courants keynésiens et avec les traditions étatiques des différents pays. Les courants dominants actuels sont la synthèse néo-classique nommée aussi néo-keynésianisme et la nouvelle économie keynésienne. L'influence du post-keynésianisme est plus limitée mais non négligeable dans certains pays, notamment en France. Cette école se place en opposition radicale aux principaux courants actuels et veut conserver les aspects les plus contestataires et hétérodoxes du keynésianisme.

Pour Alan Blinder^[1] le keynésianisme s'articule autour de six principaux traits dont trois concernent le fonctionnement de l'économie et trois les politiques économiques. Les trois principes sur le fonctionnement de l'économie sont : (1) la demande agrégée est erratique ; (2) les inflexions de la demande ont une plus grande influence sur la production et l'emploi que sur les prix ; (3) les prix et spécialement les salaires réagissent lentement au changement de l'offre et de la demande. À partir de là, les keynésiens avancent trois principes de politique économique : (1) le niveau usuel de l'emploi n'est pas idéal car il est sujet à la fois aux caprices de la demande et à des ajustements des prix trop lents, (2) d'où pour certains keynésiens la nécessité de politiques de stabilisation et (3), de façon encore moins unanime qu'au point précédent, les keynésiens préfèrent les politiques visant à soutenir l'emploi à celles visant à lutter contre l'inflation.

Les grands traits du keynésianisme

À la suite de Keynes, les keynésiens raisonnent d'emblée au niveau macro-économique et considèrent que la « théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi^[2] ». Or, écrivant durant la période de crise de l'entre-deux guerres, ce qui l'intéresse, c'est ce qui se passe en période de sous-emploi. De cela découlent deux points clés : l'offre ne crée pas comme chez Jean-Baptiste Say sa propre demande mais dépend de la demande effective ; à la différence des classiques la monnaie n'est pas un « voile » mais influe sur l'économie réelle.

Demande effective et loi de Say

La demande effective est la demande anticipée par les entrepreneurs. Ces derniers calculent la production qu'ils doivent réaliser afin d'offrir la quantité optimale de biens et de services demandée par les agents économiques. Le sous-emploi des facteurs de production est selon Keynes dû au fait que les entrepreneurs ont des anticipations pessimistes et sous-estiment la demande effective. Keynes à la différence de Jean-Baptiste Say et des néo-classiques ne raisonne pas dans le cadre d'une « parfaite rationalité des agents et... d'une information parfaite sur la situation présente et future^[3] » aussi la demande effective dépend de prévisions d'agents qui peuvent ne pas conduire au plein emploi.

Demande effective et marché du travail

Pour Keynes, le salaire n'est pas seulement un coût, c'est aussi un déterminant important de la demande. Par ailleurs, pour Keynes, le mécanisme des prix sur le marché du travail n'aboutit pas usuellement au plein emploi d'où l'introduction de la notion de chômage involontaire.

- Pour les classiques, l'offre de travail par les salariés dépend du salaire réel w/p . S'il y a du chômage c'est que le salaire réel w/p (w salaire nominal et p indice des prix) est supérieur à la productivité marginale du travail appelée « PmL ». Le chômage ne peut être que volontaire c'est-à-dire venant du refus de travailler au nouveau salaire d'équilibre. Pour Keynes au contraire le refus des salariés de voir leur salaire baisser est finalement une bonne chose car elle évite une spirale déflationniste^[4].
- Pour Keynes, les salaires nominaux w ne peuvent pas baisser pour plusieurs raisons :
 - il y a une viscosité des salaires nominaux liés à la négociation des contrats^[4] ;
 - une baisse des salaires nominaux entraînerait une contraction de la demande qui provoquerait à son tour une baisse de la production. Alors que pour Jean-Baptiste Say l'offre crée sa propre demande^[5]. Pour Keynes, une demande effective insuffisante va déterminer une offre qui ne correspondra pas à une situation de plein emploi. « le seul fait qu'il existe une insuffisance de la demande effective peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum »^[6]. De sorte que pour lui le chômage peut être involontaire.

Toutefois Keynes ne récuse pas totalement la théorie classique^[7]. En effet, s'il ne croit, ni possible, ni souhaitable une baisse du salaire nominal w , la baisse du salaire réel w/p suite à une montée de l'inflation symbolisée par une hausse de p est pour lui possible^[8]. Cela conduira le courant de la synthèse néo-classique à utiliser la courbe de Phillips dans le cadre d'arbitrages entre inflation et chômage.

Les composantes de la demande effective

En économie fermée^[9] la demande effective D est égale à la somme de la consommation (C) et de l'investissement (I).

Consommation et épargne

- La fonction de Consommation (C) : $C = cY + b$

C : consommation

c : propension marginale à consommer. « La loi psychologique fondamentale, à laquelle nous pouvons faire toute confiance, à la fois *a priori* en raison de notre connaissance de la nature humaine et *a posteriori* en raison des enseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu »^[10]. Aussi pour Keynes^[11] si C est la consommation et Y le revenu alors dC/dY , c'est-à-dire la propension marginale à consommer, est positive et inférieure à un.

Y : revenu

b : consommation incompressible ou revenu désépargné.

- La fonction d'Épargne (S) : $I = S$

S = épargne

I = Investissement

$$Y = C + I$$

$$\text{et } Y = C + S$$

$$\text{donc } C + I = C + S \text{ ou } I = S$$

Alors que chez les classiques l'épargne dépend du taux d'intérêt (i) chez Keynes, elle dépend du revenu Y . Le lien investissement-épargne a donné lieu à un débat entre John Maynard Keynes et les disciples de Knut Wicksell dont Dennis Robertson^[12].

L'investissement

Pour Keynes, l'investissement (I) dépend du taux d'intérêt et de l'efficacité marginale du capital qu'il définit comme « le taux d'escompte qui, appliqué à la série d'annuités constituée par les rendements escomptés de ce capital pendant son existence entière, rend la valeur actuelle des annuités égale au prix d'offre de ce capital^[13] ». Si l'efficacité marginale est supérieure au taux d'intérêt, l'entreprise investira sinon il vaudra mieux placer l'argent. Aussi plus le taux d'intérêt est faible et plus les entreprises auront tendance à investir.

La propension marginale à consommer et le multiplicateur

Le multiplicateur de l'investissement I dans le cas le plus simple est égal $1/(1-c)$

C'est-à-dire que si nous investissons 100 € et si c la propension marginale à consommer est de 0,8 alors la demande effective sera augmentée de $100 \times 1/(1 - 0,8) = 100 \times 5 = 500$ €

Keynes a repris l'idée de multiplicateur à l'économiste R. F. Kahn^[14].

La monnaie

Pour Keynes, nous désirons de la monnaie pour trois raisons :

- motif de transaction « i.e. le besoin de monnaie pour la réalisation courante des échanges personnels et professionnels »^[15]. D'où une distinction entre motif de revenu (ménages) et motif d'entreprise (firmes)^[réf. nécessaire].

- motif de précaution « i.e. le désir de sécurité en ce qui concerne l'équivalent futur en argent d'une certaine proportion de ses ressources totales »^[15]
- motif de spéculation « i.e. le désir de profiter d'une connaissance meilleure que celle du marché de ce que réserve l'avenir »^[15]

La demande de monnaie $L1$ (L pour *Liquidity*) pour motif de précaution ou de transaction dépend du revenu Y

$$L1 = uY \text{ avec } u > 0$$

La demande de monnaie pour motif de spéculation $L2$ « dépend principalement de la relation entre le taux d'intérêt courant et l'état de la prévision »^[16]

$$L2 = vi + L0 \text{ avec } v < 0 \text{ pour deux raisons :}$$

- plus le taux d'intérêt est faible et moins nous avons intérêt à placer l'argent.
- plus le taux d'intérêt baisse « plus la probabilité que son mouvement se retourne à la hausse augmente, ce qui incite à détenir son épargne sous forme d'encaisses monétaires plutôt que de prendre le risque croissant d'essuyer des moins-values sur les obligations, dont les cours sont en train d'atteindre les sommets... »^[17]

Pour Keynes l'offre de monnaie Mo est exogène et dépend de la politique monétaire menée. L'équilibre sur ce marché s'écrit

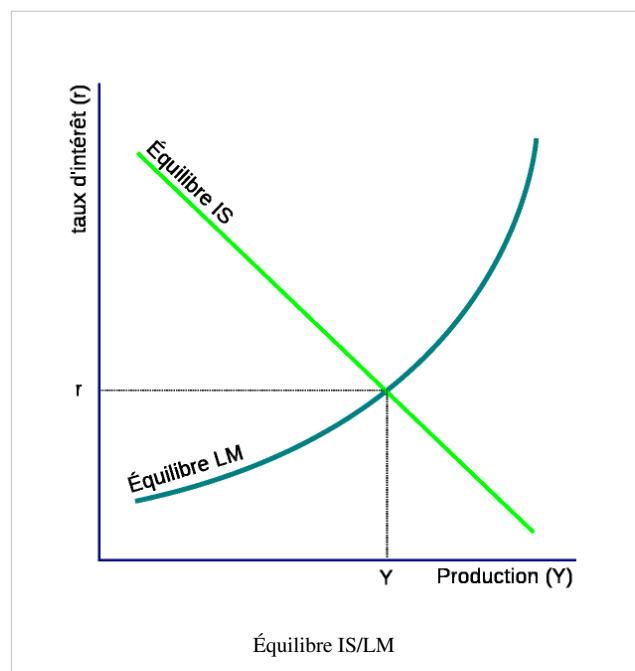
$$Mo = L1(Y) + L2(i)$$

Le modèle IS-LM

Le **modèle IS/LM** est un modèle économique proposé par John Hicks en 1937^[18] et aménagé par Alvin Hansen (d'où son autre nom de **modèle Hicks-Hansen**), pour transcrire de façon formalisée la *Théorie générale* de **John Maynard Keynes**. Il est devenu le « modèle standard » en macroéconomie. Il appartient au courant dit de la synthèse néo-classique. En dépit de sa relative simplicité, et malgré les contestations dont il a été l'objet notamment à la fin des années 1970, il reste le plus couramment enseigné.

Ce modèle se compose de deux courbes

- Une courbe IS représentant tous les couples de valeurs d'équilibre (i, Y) sur le marché des biens et services, (*investments and savings*, d'où **IS**),
- Une courbe LM représentant tous les couples (i, Y) d'équilibre sur le marché monétaire (*liquidity preference and money supply*, d'où **LM**).



Les deux courbes IS et LM sont réunies sur un même graphe, qui est donc l'interface entre la vision « réelle » et la vision « monétaire » de l'économie. L'intersection des deux courbes représente le point (unique) d'équilibre sur le marché des biens et services et de la monnaie. Il permet de déterminer le taux d'intérêt d'équilibre et le PIB d'équilibre. Mais dans la théorie keynésienne cet équilibre peut s'établir à un niveau inférieur au PIB potentiel de plein emploi de l'économie. Aussi dans ce cas des politiques budgétaires et monétaires seront mises en œuvre afin d'atteindre ce niveau qui correspond d'une certaine manière à l'équilibre général des néo-classiques qui n'est dans ce cas pas atteint automatiquement par le simple jeu des marchés.

La révolution keynésienne et les politiques économiques

L'expression de « révolution keynésienne » est due au titre d'un livre de Lawrence Klein paru en 1947. Révolutionnaire, la théorie keynésienne l'est sur bien des aspects par rapport à la théorie classique. Toutefois deux faits sont particulièrement saillants :

D'une part, dans le domaine de l'économie, pour Michel Beaud et Gilles Dostaler, la révolution keynésienne en masque une autre : la mathématisation des sciences économiques^[19].

D'autre part, la mise en œuvre de la théorie keynésienne intervient à un moment où, de façon indépendante, les juristes et les politiques développent, en suivant des voies différentes selon les pays, de nouvelles approches du gouvernement, et plus largement de l'État. De cette rencontre naît ce qu'on appelle le keynésianisme dont le contenu peut différer selon l'approche qu'en ont les gouvernements nationaux^[20].

Justification générale des politiques économiques conjoncturelles

Keynes, nous l'avons vu, récuse la loi de Say, convaincu que le marché laissé à lui-même a peu de chance d'atteindre un optimum économique. Pour Don Patinkin^[21], le manque de confiance de Keynes dans le processus d'équilibrage du marché dans un contexte macroéconomique ne date pas de la *Théorie générale* mais est également présent dans *The Economic Consequences of Mr Churchill* de 1925. Quoi qu'il en soit, dans un tel contexte, le gouvernement doit fournir un ensemble d'incitations au marché à travers des politiques économiques budgétaires et monétaires afin d'arriver au meilleur état possible. Contre Lord Beveridge qui pensait qu'un taux de plein emploi inférieur à 3 % pouvait déclencher des pressions inflationnistes, Keynes fixait ce taux à 4,5 %^[22]. Durant la Seconde Guerre mondiale il fut en faveur d'une socialisation des investissements et pour un contrôle assez large de l'activité économique par le gouvernement^[23].

Si Keynes va donner un fondement théorique à la politique économique, son œuvre sera approfondie par l'école de la synthèse néo-classique qui doit beaucoup à Harvard et au MIT. Alvin Hansen, professeur à Harvard, plaide dans son livre de 1947 nommé *Economic Policy and Full Employment*, pour la reconstruction d'une économie de marché dotée de nouvelles institutions incluant une stabilisation des fluctuations économiques par la gestion de la demande globale^[24]. Il est en phase avec les termes d'une conférence tenue par Walter Lippmann^[25] à Harvard en 1934 et publiée sous le titre de *The Method of Freedom*. Dans ce texte, dans une démarche qu'il inscrit dans la méthode expérimentale issue de Edmund Burke, Lippmann soutient que le standard de vie des citoyens et le « management » de l'économie constituent une responsabilité collective et pas seulement individuelle^[26]. Ces politiques, qui sont souvent qualifiées de keynésiennes, ont été mises en place dans des cadres institutionnels très différents selon les pays : « étatisme libéral au Japon et en Allemagne, tradition sociale-démocrate en Europe du Nord, interventionnisme et colbertisme en France »^[27].

Les grands courants du Keynésianisme

L'influence de Keynes va principalement se faire sentir à travers les divers courants keynésiens. La *Théorie générale* contenant deux projets : un projet radical et un projet pragmatique en faveur duquel Keynes aurait arbitré « lorsqu'il prit conscience (en 1933) du degré d'imprégnation de l'orthodoxie classique^[28] », les disciples de Keynes peuvent être classés en deux grands groupes selon qu'on considère qu'ils acceptent une partie de l'orthodoxie *néoclassique* ou qu'ils la récusent. Incontestablement, les néo-keynésiens de l'école de la synthèse néo-classique font partie du premier groupe. Ils ont constitué le courant dominant de la révolution keynésienne de 1945 au début des années soixante-dix. a eu à lutter contre les *postkeynésiens* de l'université de Cambridge, Angleterre, ce qui donna lieu notamment à la controverse des deux Cambridge.

Les courants keynésiens influencés par l'école néoclassique

Si le courant de la synthèse néoclassique a été dominant jusqu'aux années soixante-dix, à la fin des années soixante, il a été contesté par la théorie du déséquilibre, puis par l'école monétariste de Chicago et enfin par la nouvelle macroéconomie classique. Si la nouvelle économie keynésienne a pris la relève, au niveau macro-économique leurs modèles continuent d'être utilisés par les gouvernements et les grandes institutions économiques^[29]. Par ailleurs, au niveau universitaire, les principaux livres d'économie publiés aux États-Unis portent encore leur empreinte^[30].

La synthèse néo-classique

La synthèse néo-classique centrée sur le modèle IS/LM débute avec l'article de 1937 de John Hicks *M' Keynes and the « classics »*. L'article de 1944 de Franco Modigliani *Liquidity Preference and the Theory of Interest and Money* participe également à l'architecture générale du modèle qui sera popularisé par Alvin Hansen et par Paul Samuelson à travers notamment son manuel intitulé *Economics* dont la première édition date de 1948. Pour Walter Heller qui présida le Council of Economic Advisers sous l'administration de John Fitzgerald Kennedy la révolution keynésienne a trois sources : John Maynard Keynes, l'américanisation de Keynes par Alvin Hansen et la « la "modernité" des années cinquante et soixante »^[31].



Paul Samuelson

En 1962, le modèle IS-LM s'est ouvert à l'économie internationale avec ce qui est maintenant connu comme le modèle de Mundell-Fleming. Très vite des économistes comme Abba Lerner] ont compris le rôle que pouvait jouer les politiques économiques. Se concevant plus selon Gregory Mankiw^[32] comme des ingénieurs que comme des scientifiques, ils ont développé des outils à aider les politiques à prendre des décisions. C'est ainsi qu'ils ont contribué à la construction de modèles macroéconomiques destinés à aider les gouvernements à évaluer les impacts des politiques budgétaires, monétaires sur l'inflation et l'emploi. Parmi les économistes qui ont participé à ce mouvement, nous pouvons citer : Jan Tinbergen, James Meade, Robert Mundell, Robert Solow et bien d'autres. Cette façon de penser l'économie plus en ingénieur qu'en scientifique a permis à de nombreux néo-keynésiens comme de nos jours aux nouveaux keynésiens de devenir conseillers des gouvernements et des institutions internationales.

La courbe de Phillips quant à elle, est introduite dans le corpus néo-keynésien à partir de la fin 1959 par Paul Samuelson, Robert Solow et Robert Lipsey. Ils voient dans cette courbe la possibilité d'arbitrer entre l'inflation et le chômage. Initialement ce qui intéressait Phillips c'était surtout d'étudier l'influence du chômage sur le niveau des salaires^[33]. Avec ce nouvel outil finit de se diffuser ce que Michel Beaud et Gilles Dostaler appellent un « keynésianisme hydraulique » c'est-à-dire « un keynésianisme simplifié, réduit à une mécanique des quantités globales ou à un hydraulique de flux et entièrement vidé des dimensions essentielles de Keynes : le temps, l'incertitude non probabilisable, les anticipations et donc la prise en compte des phénomènes monétaires.. »^[34].

Les nouveaux keynésiens

Les nouveaux keynésiens vont relever le défi lancé par l'école des anticipations rationnelles et de la nouvelle macroéconomie classique à la théorie de la synthèse néo-classique.

Gregory Mankiw^[35] considère la Théorie du déséquilibre comme constituant la première vague de la nouvelle économie keynésienne. La seconde vague représentée par Stanley Fischer a cherché à intégrer les anticipations rationnelles dans un contexte de déséquilibre de marché, tandis que l'objectif de la troisième vague a été de comprendre pourquoi certains marchés sont déséquilibrés.

En règle générale, la nouvelle économie keynésienne comme les néokeynésiens se réfère à la notion d'équilibre général de l'école néoclassique mais elle en relâche l'hypothèse de l'information parfaite. Elle est également critique envers les politiques économiques usuellement prescrite par les néokeynésiens (déficit budgétaire et taux d'intérêts bas)^[36] elles ne tiendraient pas assez compte des problèmes structurels liés au fonctionnement des marchés.

Par ailleurs, les *nouveaux keynésiens* à la différence de la nouvelle économie classique ne croient pas que les marchés s'équilibrent rapidement en suivant la loi de l'offre et de la demande. En effet, pour eux, les salaires et les prix ne sont pas flexibles mais visqueux. Pour expliquer cette viscosité est liée pour eux à des imperfections de l'information^[37].

Alors que pour les nouveaux classiques, « les cycles s'expliquent par des chocs monétaires ou réels imprévisibles »^[38], pour la *nouvelle économie keynésienne*, les récessions sont provoquées par une ou plusieurs grandes défaillances du marché. Ainsi, pour la nouvelle économie keynésienne à la différence de la nouvelle économie classique, certaines interventions économiques du gouvernement sont-elles justifiées^[39]. À l'inverse des nouveaux classiques mais comme les monétaristes^[39], ils pensent qu'une politique monétaire peut influencer à court terme sur l'emploi et à la production.

Sont habituellement classés parmi les *nouveaux keynésiens* : Joseph Stiglitz, George Akerlof, James Mirrlees et Michael Spence, Janet Yellen, Gregory Mankiw Olivier Blanchard^[40] l'actuel chef économiste du FMI, Lawrence Summers^[41] etc.

Les post-keynésiens

Si lord Keynes a profondément bouleversé l'analyse économique, sa pensée reste tributaire de certains axiomes que l'on peut rattacher à l'école néoclassique. Depuis la parution de la *Théorie générale*, l'originalité de son approche n'a cessé de faire débat. Aussi l'école post-keynésienne se veut-elle la plus fidèle à l'esprit de son œuvre. Le point de savoir si Keynes n'était pas conscient de toute la radicalité de sa pensée, de la fécondité des nouveaux concepts qu'il a forgés, fait débat. Toujours est-il que l'on peut soutenir qu'il était resté prisonnier de trois axiomes principaux de l'école classique et néoclassique : la loi des rendements décroissants, l'exogénéité de la monnaie ainsi que l'égalité de l'épargne et de l'investissement.

D'où la facilité avec laquelle les analyses keynésiennes ont pu être récupérées par l'orthodoxie, via le modèle IS-LM qui, de l'aveu même de son principal architecte, John Hicks, souffrait d'un défaut majeur : « C'est relativement simple. Ces deux courbes [IS et LM] n'ont rien à faire ensemble. L'une est un équilibre de flux, l'autre est un équilibre de stocks. Elles n'ont rien à faire sur le même schéma. »^[42] On pourrait ajouter : IS n'a, selon certains post-keynésiens, pas de sens. En effet, l'égalité de l'épargne et de l'investissement correspondrait à deux instants différents : c'est le désir d'investir ex ante et l'épargne réalisée ex post qui seraient nécessairement égaux^[43]. Regrouper les deux sur un même schéma, démarche qui implique un horizon temporel commun, relèverait donc d'une confusion. « De manière comptable, l'épargne est égale à l'investissement, mais cette égalité ne vaut que pour »



Joseph Eugene Stiglitz en 2002, un des créateurs de la Nouvelle économie keynésienne

les grandeurs réalisées (ex post) « et ne signifie pas que n'importe quel niveau d'épargne trouvera un niveau équivalent d'investissement (ex ante) .»^[44]

Par ailleurs, nombre de post-keynésiens^[45] soutiennent que la monnaie est essentiellement endogène. La monnaie serait créée par les banques en vue de satisfaire les besoins de l'économie ; sa quantité ne saurait être fixée par la banque centrale, quoique son intervention ne soit pas dénuée d'influence sur les comportements des agents. C'est le taux directeur de cette dernière qui serait essentiellement exogène. « Les banques créent des crédits et des dépôts, et elles se procurent ensuite les billets de banque émis par la banque centrale et demandés par leurs clients, ainsi que les réserves obligatoires qui sont requises par la loi. »^[46] De fait, les post-keynésiens voient dans l'échec des politiques monétaristes menées dans les années 1980 notamment par Paul Volcker, président de la FED, une illustration de la justesse de leurs vues. Ce point est naturellement controversé, tant les néoclassiques pensent être sortis du cadre de la théorie quantitative de la monnaie en menant des stratégies de ciblage d'inflation et de crédibilité^[47].

Enfin, notons que les conclusions de Keynes ont pu rejoindre celles des orthodoxes, quoique avec des raisonnements différents, en ce qu'elles se basaient sur une même prémisse : la loi des rendements décroissants. Pour lui, une élévation de l'emploi se traduisant par une moindre productivité des facteurs employés à la production, les salaires réels devaient baisser afin d'assurer l'équilibre de l'économie. Cette baisse ne pouvant s'opérer par une diminution des salaires nominaux pour toutes sortes de raisons, il préconisait de laisser l'inflation grignoter les salaires réels. Sans doute n'est-il pas inutile de préciser que cette « loi » est aujourd'hui contestée, la réalité étant sans doute plus complexe. Aussi, selon Marc Lavoie : « le coût moyen de fabrication et les coûts marginaux d'un établissement sont[-ils] approximativement constants jusqu'au niveau de capacité pratique défini par les ingénieurs ». Or, « les entreprises n'utilisent habituellement que 70 % à 85 % de leur capacité. » En effet, « les entreprises doivent disposer d'un coussin afin de pouvoir répondre aux fluctuations [...] de la demande [...]. Le fait de disposer d'établissements ou de compartiments d'établissements temporairement inemployés permet de réajuster l'offre à la demande plus facilement. »^[48] Il s'ensuit logiquement qu'une hausse de la demande effective n'a pas de raison de se traduire mécaniquement, à court terme, par une élévation du coût des facteurs de production ou par leur moindre productivité.

Les post-keynésiens reprennent pour ainsi dire ce qu'il y a de plus radical chez Keynes à savoir l'incertitude radicale, l'analyse circuitiste, l'endogénéité de la monnaie. Il est possible de distinguer plusieurs écoles dites post-keynésiennes même si la classification est plus ou moins changeante^[49]).

- les keynésiens de longue période comme Roy Forbes Harrod.
- les keynésiens du chapitre XII comme G. L. S. Schackle.
- la macroéconomie kaleckienne qui part d'une synthèse entre le marxisme et le keynésianisme. Elle a été initiée par les travaux de Michal Kalecki.
- l'école de Cambridge ou post-cambridgiens. On y trouve des économistes renommés comme Nicholas Kaldor, Joan Robinson, Michal Kalecki, Piero Sraffa.
- l'école du circuit en France avec Frédéric Poulon, Schmitt, Barrère, Marc Lavoie, qui schématise le circuit de la monnaie, représentation que l'on retrouve chez François Quesnay et Karl Marx. Ils développent en parallèle des réflexions très critiques envers la microéconomie, notamment la pensée néo-classique et toutes les "synthèses" déjà évoquées, comme le modèle IS-LM.

La perception du keynésianisme selon les pays

La signification du keynésianisme varie selon les pays. Elle dépend en outre des économistes qui en ont été les introducteurs dans le pays et des traditions politiques et économiques des pays.

En France

En France Keynes a été introduit par des hauts fonctionnaires et il est parfois synonyme de colbertisme. C'est ainsi que dans le Monde, Alain Frachon parle de « de vrai keynésien » pour le premier ministre de Singapour dont le gouvernement pratique « du colbertisme autoritaire » où « l'État dirige le capitalisme »^[50]. Notons que Keynes n'emploie pas ou peu le terme État utilisant le terme gouvernement ce qui n'est pas la même chose.

Aux États-Unis

Le keynésianisme est perçu ici de façon plus sociale-libérale où certes le gouvernement peut par des politiques conjoncturelles ou structurelles intervenir tant sur la conjoncture et tenter d'orienter le développement futur du pays mais où, les citoyens et les agents ont vis-à-vis de l'administration une plus grande liberté d'action

Les critiques

Critiques de l'École autrichienne

Friedrich Hayek critiqua les politiques économiques keynésiennes pour ce qu'il appelait leur approche fondamentalement collectiviste, soutenant que de telles théories encouragent la planification centrale, qui mène au mauvais investissement du capital, ce qui est la cause des cycles économiques (**en**)^[51]. Hayek soutenait également que l'étude faite par Keynes des relations agrégées dans une économie est fallacieuse, puisque les récessions sont dues à des facteurs microéconomiques. Hayek affirmait que ce qui commence comme des ajustements étatiques temporaires devient en général des programmes étatiques permanents et grandissants, qui brident le secteur privé et la société civile.

D'autres économistes de l'École autrichienne ont également attaqué le keynésianisme. Henry Hazlitt critiqua, paragraphe par paragraphe, la *Théorie générale* de Keynes^[52]. Murray Rothbard accuse le keynésianisme de puiser « ses racines profondément dans la pensée médiévale et mercantiliste^[53]. »

Les critiques adressées aux néo-keynésiens

Gregory Mankiw^[54] distingue trois grandes vagues critiques.

- L'école monétariste de Chicago avec Milton Friedman a insisté sur le fait que la courbe de Phillips ne permettait pas de rendre compte de la « stagflation » (inflation croissante sans réduction du chômage) qui débute à la fin des années soixante. Milton Friedman dont la démarche s'inscrit à l'intérieur du cadre IS/LM mettra en avant la notion de chômage naturel. Les néo-keynésiens préféreront utiliser un autre concept : le taux de chômage n'accélérait pas l'inflation NAIRU (voir Différence entre le NAIRU et le taux de chômage naturel). Pour Franco Modigliani« le trait distinctif de l'école monétariste et le véritable sujet de désaccord avec les non-monétaristes n'est pas le monétarisme mais plutôt le rôle qu'on devrait probablement assigner aux politiques de stabilisation...le principal message d'ordre pratique de la *Théorie générale* [est] qu'une économie d'entreprise privée utilisant une monnaie intangible a besoin d'être stabilisée, et dès lors devrait être stabilisée par des politiques monétaires et budgétaires appropriées. Au contraire les monétaristes considèrent qu'il n'y a pas de besoin sérieux de stabiliser l'économie »^[55]
- La seconde attaque est venue de la nouvelle macroéconomie classique représentée notamment par Robert Lucas Jr-« Prix Nobel » d'économie 1995-, Thomas Sargent, Robert Wallace etc. Elle repose sur trois grands principes^[56] : 1) Les marchés sont en équilibre car les prix y jouent le rôle qui leur est assigné par la théorie

walrassienne; 2) les agents traitent de façon optimale une information imparfaite dont l'acquisition est coûteuse; 3) les agents font des anticipations rationnelles. Il résulte que contrairement à la courbe de Phillips il n'y a pas d'arbitrage entre inflation et chômage. Pour Gregory Mankiw le point faible de cette théorie, comme celle du cycle réel, que nous allons évoquer, réside dans leur méfiance envers l'économétrie qui les prive du recours à des pratiques proches de l'ingénierie, très appréciées des politiques^[57].

- La troisième attaque fut celle de la théorie des cycles réels popularisée par des économistes tels que Finn E. Kydland (« Prix Nobel » d'économie 2004), Edward C. Prescott (« Prix Nobel » d'économie 2004). Cette approche « considère que les fluctuations sont générées par des chocs au niveau de la productivité, heurtant des économies dans lesquelles les marchés sont continuellement en équilibre »^[58]. Kydland et Prescott dans leur article de 1977 *Rules Rather than Discretion* ont mis l'accent sur la crédibilité des politiques économiques qui supposent que les dirigeants n'abusent pas d'expédients.

Notes

- [1] Alan Blinder, *Keynesian Economics* Lire en ligne (<http://www.econlib.org/library/Enc/KeynesianEconomics.html>)
- [2] Keynes, 1936, p. 45
- [3] Brémond, 1987, p. 37
- [4] Combemale, 2006, p. 23
- [5] A noter que dans tout ce qui suit, on parle de la loi de Say telle qu'elle était conçue par Keynes, et non telle qu'elle était énoncé par Say
- [6] Keynes, 1936, p.57
- [7] Voir Combemale, 2006, pp.20-21
- [8] « alors que la main d'œuvre résiste ordinairement à la baisse des salaires nominaux, il n'est pas dans ses habitudes de réduire son travail à chaque hausse du prix des biens de consommation » citation de Keynes in Combemale, 2006, p.21
- [9] Combemale, 2007, p.47
- [10] Keynes, 1936, p.117
- [11] Keynes, 1936, p. 117
- [12] Voir les termes du débat sur l'encyclopédie du CEPA (<http://cepa.newschool.edu/het/essays/keynes/wicksellian.htm>)
- [13] Keynes, 1936, p. 153
- [14] Keynes, 1936, p. 133
- [15] Keynes, 1936, p.184
- [16] Keynes, 1936, p.211
- [17] Combemale, 2006, p.35
- [18] Voir l'article de Hicks *M^r Keynes and the "Classics": A Suggested Interpretation*.
- [19] Beaud et Dostaler, 1996, p. 84
- [20] « Ces idées ont pu être reçues, après la guerre, aussi bien par des libéraux et des radicaux anglo-saxons que par des travaillistes britanniques, des sociaux-démocrates et socialistes réformateurs d'Europe, ou encore par des chrétiens démocrates, des réformateurs sociaux, des tenants du développement économique national, héritiers de Colbert, List ou Carey » cité in Beaud et Dostaler, 1996, p.86
- [21] Don Patinkin, 1987, p.29
- [22] Beaud et Dostaler, 1996, p.81
- [23] Beaud et Dostaler, 1996, p.82
- [24] Beaud et Dostaler, 1996, p.89
- [25] Pour le professeur Goodwin, « *In fact, the essential Keynesian policy message was delivered to a large Harvard audience in the Godkin lectures of May 1934 by Walter Lippmann published as a book entitled The Method of Freedom (1935)* » Goodwin C.D. (1995), "The Promise of expertise: Walter Lippmann and policy sciences", Policy Sciences, 28, Kluwer Academic Publishers, Netherlands, p.336
- [26] Walter Lippmann W. (1934), *The Method of Freedom*, George Allen & Unwin LTD, London, pp.7 et 57
- [27] Beaud et Dostaler, 1996, pp.89-90
- [28] au sein du "jeu de langage" (au sens de Wittgenstein) que pratiquent les économistes voir Favereau, 1985, p. 29
- [29] Mankiw, 2006, p.42
- [30] Mankiw, 2006, p.43
- [31] Voir livre de Heller *Nouvelles Perspectives de la politique économique* Paris Calman-Lévy, 1968. Citation extraite de Beaud et Dostaler, 1996, p.93
- [32] Mankiw, 2006, p.29
- [33] Jean-Marc Daniel, "La courbe de Phillips", *Le Monde* du 08/03/2005
- [34] Beaud et Dostaler, 1996, p.96
- [35] 2006, p.35
- [36] Voir Clerc, , 1999, p.1

- [37] Stiglitz, 2004, p.314
- [38] Pascal Combemale, 2008, p.17
- [39] Mankiw, 2008, p.4, consulté le 08/03/2009
- [40] Clerc, 2007, p.1
- [41] Clerc, 1999, p.2
- [42] Klammer, A. (1989), « An Accountant Among Economists: Conversations with Sir John R. Hicks », *Journal of Economic Perspectives*, 3(4) : 167-80
- [43] voir par exemple Pierre-Bruno Ruffini, *Les Théories monétaires*, Le Seuil, 1996
- [44] Patrick Villeu, *Macroéconomie : consommation et épargne*, La Découverte, 2002, p. 13
- [45] on renvoiera encore aux ouvrages de Marc Lavoie pour une présentation exhaustive
- [46] Marc Lavoie, *L'Économie post-keynésienne*, La Découverte, 2004, p.55
- [47] voir le débat entre Edwin Le Héron et Philippe Moutot, *Les Banques centrales doivent-elles être indépendantes ?*, Éditions Prométhée, 2008
- [48] Marc Lavoie, *L'Économie post-keynésienne*, La Découverte, 2004, p.41-44
- [49] On distingue parfois les fondamentalistes, les sraffiens et les kaleckiens
- [50] Alain Frachon "A Singapour, rencontre avec un vrai keynésien" *Le Monde* du 21 mai 2010
- [51] **(en)** Friedrich Hayek, *The Collected Works of F.A. Hayek*, University of Chicago Press, 1989 (ISBN 978-0-226-32097-7), p. 202
- [52] **(en)** Henry Hazlitt, *The Failure of the 'New Economics': An Analysis of the Keynesian Fallacies*, D. Van Nostrand, 1959
- [53] **Erreur dans la syntaxe du modèle Article** Murray Rothbard, « Spotlight on Keynesian Economics », dans , Ludwig von Mises Institute, 1947
[texte intégral (<http://mises.org/story/2950>)]
- [54] Mankiw, 2006, p. 32
- [55] Modigliani discours présidentiel de 1977 devant l'*American Economic Association*, cité dans Beaud et Dostaler, 1996, p.191
- [56] Dostaler 1996, pp.195-196
- [57] Mankiw, 2006, p.34
- [58] Beaud et Dostaler, 1996, p.200

Références

Bibliographie

- **(fr)** Keynes J.M, 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, édition utilisée Bibliothèque scientifique Payot, 1990.
- **(fr)** Favereau, Olivier, 1985, « L'incertain dans la révolution keynésienne, l'hypothèse Wittgenstein », *Économie et société*, mars 1985.
- **(fr)** Brémond Janine, 1987, *Keynes et les keynésiens aujourd'hui*, Hatier.
- **(en)** Don Patinkin, 1987, « Keynes, John Maynard (1883-1943) » in *New Palgrave*, tome 3
- **(en)** David Colander, "Was Keynes a Keynesian or a Lernerian" *Journal of Economic Literature*, Vo.XXII (Décembre 1984)
- **(fr)** M. Beaud M. Dostaler, 1993, *La pensée économique depuis Keynes*, Michel Beaud, Gilles Dostaler, Points économie édition utilisée 1996.
- **(fr)** Frédéric Poulon, *La pensée économique de Keynes*, Dunod, 2000 (ISBN 9782100042029), 2^e éd. 2004 (ISBN 9782100487189)
- Gilles Dostaler, 2002, *Keynes et la politique*, document de travail Université du Québec à Montréal Dostaler, 2002 (http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/documents_annexes/Dostaler_Keynes.pdf)
- **(en)** Joseph Stiglitz, Carl E. Walsh, 2004, *Principes d'économie moderne*, De Boeck.
- **(fr)** Dostaler G., 2005, *Keynes et ses combats*, de Paris, Albin Michel, 2005; nouvelle édition revue et augmentée, 2009.
- **(en)** Gregory Mankiw, 2006, « The Macroeconomist as Scientist and Engineer », *Journal of Economics Perspectives*, volume 20, n^o 4, automne 2006.
- **(fr)** Combemale Pascal, 2006, *Introduction à Keynes*, La Découverte.
- **(en)** Alan Blinder, 2008, *Keynesian Economics*, The Concise Encyclopedia of Economics Lire en ligne (<http://www.econlib.org/library/Enc/KeynesianEconomics.html>)
- **(fr)** Redslob A., 2008, *Macroéconomie*

- **(en)** Gregory Mankiw, 2008, « New Keynesian Economics », *The Concise Encyclopedia of Economics* Lire en ligne (<http://www.econlib.org/library/Enc/NewKeynesianEconomics.html>)

Articles de vulgarisation

- **(fr)** Clerc D., 2000, « Deux Keynes pour le prix d'une théorie » *Alternatives économiques* de mars
- **(fr)** Denis Clerc, 1999, « Nouveaux keynésiens, les chantres du salaire d'efficience », *Alternatives économiques*, n° 168, mars 1999.
- ***(fr)** Denis Clerc, 2007, « Les nouveaux keynésiens », *Alternatives économiques Pratique*, n° 31, novembre 2007.
- **(fr)** Pascal Combemale, « Keynes et les keynésiens », *Cahiers français* n° 345, juillet-août 2008.

Monétarisme

Le **monétarisme** est un terme apparu à la fin des années 1960 pour qualifier un courant de pensée économique pour lequel l'action de l'État en matière monétaire est inutile voire nuisible. Le chef de file de ce courant, Milton Friedman, a cherché à réhabiliter la théorie quantitative de la monnaie contre le paradigme dominant de l'époque, le keynésianisme. La politique Monétaire apparaît depuis quelques années comme un instrument essentiel de la politique économique.

Description

Selon la théorie monétariste :

- l'offre de monnaie est exogène (déterminée par la banque centrale) ;
- la demande de monnaie est stable ;
- l'inflation est « partout et toujours un phénomène monétaire », due à l'augmentation trop rapide de la masse monétaire (moyens de paiement mis en circulation) ;
- les agents font des anticipations adaptatives qui diminuent à long terme l'effet des politiques conjoncturelles ;
- il existe un taux de chômage naturel en dessous duquel l'économie ne peut pas descendre durablement.

Taux de chômage naturel

La courbe de Phillips est une constatation empirique d'une corrélation entre le chômage et l'inflation à court terme uniquement. Le taux de chômage est en abscisse et l'inflation en ordonnée, cette courbe est monotone convexe décroissante. Friedman va modifier la lecture de cette courbe de la manière suivante : « en augmentant la masse monétaire, les autorités font croire aux travailleurs que leur salaire réel a augmenté, ce qui les conduit à augmenter leur offre de travail. À court terme on a donc une diminution du chômage, mais rapidement les travailleurs s'aperçoivent que les prix ont augmenté en même temps, ils diminuent donc leur offre de travail. »

Deux conséquences :

- Premièrement, le niveau de chômage revient à son niveau « naturel », mais les prix ont augmenté ! La courbe de Phillips se déplace donc « vers le haut ».
- Deuxièmement, Friedman en déduit que la courbe de Phillips de long terme est une droite verticale avec comme abscisse le taux de chômage naturel, elle démontrerait alors l'inefficacité des politiques économiques sur le long terme.

Politique monétaire

M. Friedman préconise l'abandon des politiques monétaires discrétionnaires pour mettre en place des règles fixes. Il suggère d'inscrire dans la constitution un taux de croissance fixe pour la masse monétaire correspondant au taux de croissance moyen de la production à long terme (par exemple 5 %), les taux d'intérêt étant fixés par la loi de l'offre et de la demande. Si la croissance économique ralentit, l'offre de monnaie sera excédentaire et les taux d'intérêt diminueront, permettant une reprise de la croissance. Si la croissance accélère au delà du rythme prévu (surchauffe), l'offre de monnaie sera insuffisante et les taux d'intérêt augmenteront, ce qui freinera la croissance. Ainsi les politiques conjoncturelles (politique de relance ou de rigueur) sont inutiles, et les risques d'inflation ou de récession sont éliminés.

Les suites du monétarisme

Le monétarisme a été à son tour contesté par d'autres libéraux. Les nouveaux classiques se sont opposés à Friedman en défendant des hypothèses comportementales sensiblement différentes. Les monétaristes supposent des anticipations adaptatives, les agents s'adaptent en fonction de la situation présente. Ils peuvent être trompés par une politique économique qui sera alors efficace à court terme mais néfaste à long terme quand les agents se rendront compte de leurs erreurs. Pour les nouveaux classiques, les anticipations sont rationnelles. Les agents raisonnent en termes réels et ne peuvent être leurrés par une politique monétaire, qui sera donc inefficace à court terme comme à long terme.

École autrichienne d'économie

L'**École autrichienne d'économie**, dite parfois **École de Vienne**, est une école de pensée économique hétérodoxe qui prend comme point de départ l'individualisme méthodologique; elle rejette l'application à l'économie des méthodes employées par les sciences naturelles et s'intéresse aux relations causales entre les événements, dont l'origine est l'action des individus, objet d'étude de la praxéologie.

Hors l'individualisme méthodologique, l'école autrichienne développe une conception subjective de la valeur et l'importance du marché comme révélateur des préférences individuelles et régulateur de la société. Ses partisans défendent généralement des idées libérales en matière économique et plus généralement d'organisation de la société.

On la fait généralement débuter en 1871 avec la publication par Carl Menger de ses *Principes d'économie*. Ses principaux représentants sont Carl Menger, Eugen von Böhm-Bawerk, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek et Murray Rothbard. Le terme « école autrichienne » a été utilisé pour la première fois vers 1870 par les économistes allemands de l'école historique, comme terme de mépris envers les thèses de Carl Menger, opposées aux leurs.

Historique

On considère habituellement que la tradition autrichienne est issue de Carl Menger, généralement associé à Léon Walras et William Stanley Jevons dans l'invention du marginalisme. En réalité, ces trois auteurs ont soutenu des positions différentes sur de nombreux sujets, et sont à l'origine de trois écoles de pensée distinctes. L'école autrichienne découle ainsi spécifiquement des idées de Menger et elle prend corps progressivement, sous le nom d'école de Vienne ou d'« école psychologique »^[1].

Plus anciennement, la tradition autrichienne se rattache à une tradition ancienne qui passe par les scolastiques espagnols du XVI^e siècle, (École de Salamanque) et les économistes classiques français comme Jean-Baptiste Say ou Frédéric Bastiat.

Sous l'impulsion de Carl Menger et de ses deux premiers disciples Eugen von Böhm-Bawerk et Friedrich von Wieser, la tradition économique autrichienne connaît un essor remarquable dans les trois premières décennies du

vingtième siècle, pour se diviser ensuite en plusieurs courants. Wieser s'oriente rapidement vers un rapprochement avec la théorie walrasienne de l'équilibre général, voie sur laquelle le suivront des auteurs comme Schumpeter et Hayek qui fut son étudiant avant de travailler pour Mises à l'*Institut für Konjunkturforschung* ("Institut de Recherches sur la Conjoncture" devenu institut allemand pour la recherche économique) que celui-ci avait créé.

Puis, fuyant la montée du nazisme dans les années trente, les économistes autrichiens trouvent refuge dans le monde anglo-saxon, et beaucoup se rapprochent plus ou moins des thèses dominantes dans les pays d'accueil, principalement la Grande Bretagne et les États-Unis.

D'autres, au premier rang desquels Ludwig von Mises, restent fidèles à la pensée de Carl Menger en ce qu'elle se distingue de celle de Jevons et Walras, et ont des disciples locaux fidèles qui assurent la persistance jusqu'à nos jours d'une école autrichienne spécifique.

L'École autrichienne s'est développée à travers un certain nombre de controverses portant sur la nature même de la discipline économique. La première de ces controverses connue sous le nom de Methodenstreit, oppose Menger à l'École historique allemande menée par Gustav von Schmoller, qui soutient qu'il n'existe pas de lois générales des phénomènes économiques. Sur l'autre aile, elle se double d'une opposition permanente à Léon Walras et aux néoclassiques, initialisée par Menger et poursuivie par Böhm-Bawerk et Mises. La troisième, lancée par Menger contre la conception objective de la valeur, se prolonge contre Marx et le socialisme avec Böhm-Bawerk, Mises et Hayek. Enfin la quatrième, contre Keynes et les macro-économistes, est lancée par Mises et développée par Hayek. Ces controverses sont encore vivaces et mettent la tradition autrichienne en conflit avec presque toutes les autres écoles de la pensée économique contemporaine.

La conception autrichienne de l'économie

Surtout connue (et combattue) pour ses positions politiques libérales, qui condamnent l'intervention de l'État dans l'économie, l'École autrichienne se caractérise en réalité principalement par ses positions épistémologiques et méthodologiques concernant la nature de la discipline économique.

La matière qu'étudie l'économie est faite de phénomènes sociaux complexes résultant de l'action des êtres humains, qui consiste à mettre en œuvre des moyens pour atteindre des fins, les relations entre fins et moyens aussi bien que les fins elles-mêmes étant établies par chaque individu et faisant intervenir son libre arbitre et sa raison.

L'École autrichienne affiche donc une conception du jugement de valeur comme *acte de la pensée*, ce qui a conduit à la qualifier de "subjectiviste". La valeur d'un objet singulier - et non pas d'une classe d'objets - est le *jugement* qu'un être pensant porte sur la capacité de cet objet à *servir ses projets*, et c'est là son seul lien avec les attributs matériels de la chose. La valeur ne se prête donc à aucune mesure ni comparaison, ni addition entre les individus, réalité que d'autres économistes reconnaissent verbalement, mais sans en tirer toutes les conséquences. Elle varie suivant les projets, les personnes qui forment ces projets et la disponibilité des substituts.

Chaque acte économique a un très grand nombre d'effets, et chaque phénomène économique observable résulte de la conjonction des effets d'un très grand nombre de causes. Il en résulte que l'économie est une discipline différente des sciences physiques : l'expérimentation y est impossible, mais l'introspection nous permet de connaître directement les faits fondamentaux de l'action, dont découlent la plupart des lois économiques : seule la complexité de leurs interactions fait donc obstacle à l'analyse.

Pour les économistes autrichiens, la méthode de raisonnement applicable à l'économie est donc de partir de notre connaissance de nous-mêmes en tant qu'êtres humains agissants pour en dériver par simple déduction logique les lois qui régissent les phénomènes. Cette méthode « a priori » soutenue par la logique, est semblable à celle des mathématiques. Elle s'oppose à la méthode expérimentale ou hypothético-déductive des sciences physiques (dualisme méthodologique).

Par exemple, la proposition « l'homme agit » est incontestablement vraie puisque nier que l'homme agit serait déjà une action (contradiction performative ou pratique). Dans *L'Action humaine*, Mises montre que cet « axiome de

l'action » implique nécessairement les catégories de fin, de moyen, de causalité, d'incertitude, de préférence temporelle, et, de proche en proche, de valeur, de coût, d'intérêt, etc., et engendre enfin toute la théorie économique.

Mais ces lois économiques sont purement qualitatives et décrivent les effets d'une cause prise isolément. Les phénomènes concrets, qui résultent de la conjonction d'une infinité de causes indépendantes, sont essentiellement imprévisibles. En particulier, le raisonnement mathématique leur est inapplicable.

Cette conception est appelée « réalisme abstrait » : abstrait car elle prend en compte les caractéristiques des êtres humains réels et de leurs actions une par une et non dans leur ensemble ; réaliste parce que les caractéristiques retenues sont effectivement présentes chez les humains réels, contrairement aux hypothèses constitutives de l'homo œconomicus de la théorie néoclassique. Pour les « autrichiens », une explication d'un phénomène économique n'est valide que si elle rattache logiquement ce phénomène à ses causes ultimes, qui sont par définition les choix volontaires d'êtres pensants (individualisme méthodologique). La tradition autrichienne récuse donc la distinction entre microéconomie et macroéconomie : elle reconnaît comme contradictoires et tient pour dépourvus d'intérêt les agrégats comme le niveau général des prix, le taux d'inflation ou le produit intérieur brut, ainsi bien sûr que les relations fonctionnelles postulées entre ces statistiques.

Les positions substantielles

L'École autrichienne étudie les processus de changement en plus des tendances à l'ajustement, considérant les états d'« équilibre » comme des constructions imaginaires utiles au raisonnement, notamment pour dégager les effets de l'incertitude, mais irréalisables et même impensables et naturellement incapables de justifier aucune norme. Ses apports originaux se situent principalement dans les domaines où elle se sépare de l'économie néoclassique, c'est-à-dire ceux où le passage du temps, l'incertitude, les limitations intrinsèques de l'esprit humain et son libre arbitre jouent un rôle crucial, en particulier :

- La théorie de la monnaie et du crédit ;
- La théorie de la production et du capital ;
- La théorie des cycles et des crises économiques ;
- La théorie de l'entrepreneur et du calcul économique.

Il faut néanmoins se garder de voir ces apports comme de simples variantes ou des compléments par rapport aux autres théories, en oubliant que la tradition autrichienne repose sur des bases épistémologiques différentes, qui impliquent des incompatibilités et des contestations radicales.

À titre d'exemple, voici un résumé de la théorie autrichienne des cycles économiques, qui repose sur les conceptions autrichiennes du capital, de l'entrepreneur, de la valeur, du marché et de l'intérêt, illustre le mode de raisonnement des économistes autrichiens, et conduit à des préconisations radicalement opposées à celles de l'économie « orthodoxe ».

Dans la conception autrichienne, le capital est un ensemble structuré de biens utilisés dans les processus de production et non une masse homogène résumée par un équivalent monétaire macroscopique. À chaque processus de production est associé un ensemble de biens capitaux particuliers, et chaque bien capital occupe une place particulière dans le processus de production. La liste des biens et la population des producteurs ne sont pas exogènes ; leur formation et leur évolution sont des sujets fondamentaux de la théorie économique.

Une entreprise est un assemblage spécifique de moyens de production, notamment de biens capitaux, pour produire des biens ou services spécifiques. Ces assemblages n'existent pas a priori mais doivent être construits par des agents économiques. Créer et faire fonctionner de tels assemblages constitue la fonction d'entrepreneur. Cette fonction est distincte à la fois de celle d'apporteur de travail et de celle d'apporteur de capitaux (avec lesquelles elle peut se combiner).

Pour comparer des plans d'actions alternatifs, l'entrepreneur utilise un outil appelé « calcul économique », qui consiste essentiellement à estimer la différence entre les revenus tirés de la production et le coût des ressources

utilisées dans cette production, la différence constituant le profit de l'entrepreneur. Ce calcul utilise les prix de marché observés ou prévus. Il peut être effectué *ex ante* pour établir les plans d'action de l'entreprise ou *ex post* pour en estimer les effets réels, cette utilisation *ex post* étant la base de la comptabilité.

Si les prix résultent du libre fonctionnement du marché, la théorie autrichienne considère qu'ils représentent correctement la valeur que la société attache aux différents biens. Le profit de l'entrepreneur est alors un indicateur de la valeur que la société attache à l'activité de l'entreprise, en même temps que la rémunération de l'activité propre de l'entrepreneur.

Les entrepreneurs vont normalement lancer tous les projets dont la rentabilité prévisionnelle est supérieure au taux d'intérêt du marché, et notamment procéder aux investissements nécessaires, complétant ainsi la structure du capital par l'acquisition de moyens de production plus ou moins spécifiques.

Or l'entrepreneur ne peut prévoir ni le comportement futur des consommateurs, ni celui des autres producteurs, qui sont soumis à une incertitude radicale non probabilisable. Les résultats réels peuvent donc être différents des résultats attendus, et le profit attendu peut ne pas se matérialiser. Dans un marché libre, cela indique que les consommateurs préfèrent les biens consommés par cette production aux biens qui en résultent. L'assemblage spécifique de moyens de production qui constitue l'entreprise doit alors être défait et les moyens, en particulier le personnel, rendus disponibles pour d'autres usages dans la mesure du possible.

Dans le cas normal, les conséquences de cet échec sont limitées à l'entreprise, à son environnement immédiat et au marché des biens concernés. Pour qu'il y ait crise généralisée, il faut que les calculs de tous les entrepreneurs soient faussés, ce qui ne peut résulter que de manipulations de la monnaie et/ou des taux d'intérêt qui servent de référence aux calculs de tous.

Dans la théorie autrichienne, les taux d'intérêt observés sur le marché ont plusieurs composantes, dont le « taux originaire » qui traduit la préférence pour le présent des agents, c'est-à-dire leur propension à consommer aujourd'hui plutôt qu'à l'avenir. Un taux faible indique une faible préférence pour le présent, c'est-à-dire à la fois une forte tendance à épargner et l'intention de consommer beaucoup dans le futur.

Dans un marché libre, le taux s'établira à un niveau cohérent avec les intentions réelles des consommateurs. Si le taux d'intérêt est artificiellement maintenu trop bas, soit directement par décision des autorités, soit par création monétaire abondante, les entrepreneurs croient que les consommateurs veulent investir plus que ce qu'ils souhaitent réellement. Ils vont donc engager des projets d'investissements qui ne sont pas justifiés par les intentions réelles des consommateurs, et qui devront donc tôt ou tard être abandonnés. Et comme cette erreur de prévision touche tous les entrepreneurs, l'abandon des projets entraîne une crise généralisée.

Les autrichiens voient donc les cycles économiques comme formés d'une phase ascendante d'investissements provoqués par des manipulations de la monnaie et de l'intérêt, mais non justifiés par la demande réelle, suivie d'une phase descendante où les investissements réalisés à tort sont obligatoirement abandonnés, entraînant baisse des revenus et chômage, mais nécessaire pour rétablir une structure de capital cohérente avec la demande. Les crises économiques apparaissent ainsi comme la conséquence inévitable des booms artificiels. Ils en déduisent que toute intervention étatique pour empêcher ou retarder la crise est contre-productive, et que le seul moyen d'empêcher les crises est de ne pas créer de boom artificiel par la manipulation des taux d'intérêt et de la monnaie. Ils recommandent notamment de laisser le marché fixer librement les taux d'intérêt.

Sur les moyens de limiter la création monétaire, les économistes de la tradition autrichienne se divisent en deux camps. Outre les taux de change flottants, les uns recommandent le régime de l'étalon-or et la limitation des crédits consentis par les banques au montant de leurs actifs. Les autres recommandent le système de la banque libre, considérant que des banques libres de leurs décisions mais supportant pleinement les conséquences de leurs actions, concurrentes entre elles pour l'émission et le maintien en circulation de signes monétaires et sans possibilité de recours à une banque centrale, seraient obligées par leurs clients et par la concurrence de maintenir un taux de réserve relativement élevé qui les garantirait contre le risque .

Les positions politiques

La théorie économique ayant pour but de décrire les effets des politiques et des institutions, les économistes autrichiens ont eu l'occasion de montrer que les interventions de l'Etat en économie n'ont que des effets destructeurs et le plus souvent contraires aux intentions de leurs auteurs. C'est ce qui a conduit la plupart des économistes de l'École autrichienne à soutenir le libéralisme dans le domaine économique.

Cela les a conduits à redécouvrir les philosophes politiques libéraux, comme Locke l'inspirateur de Murray Rothbard. Cependant Ludwig von Mises tout en exposant le caractère illusoire de la plupart des propositions étatistes, ne croyait pas à la possibilité d'une philosophie morale rationnelle et prônait la neutralité axiologique chère à Max Weber.

Principaux économistes autrichiens ou s'inspirant de l'école autrichienne

- École autrichienne d'origine : Carl Menger (1840-1921), Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914), Friedrich von Wieser (1851-1926), Ludwig von Mises (1881-1973), Friedrich von Hayek (1899-1992), Ludwig Lachmann (1906-1990).
- Branche américaine : Murray Rothbard, Israel Kirzner, Roger Garrison, Hans-Hermann Hoppe, Walter Block, Gene Callahan, Peter Boettke, Jörg Guido Hülsmann, Don Lavoie, George Reisman.
- Branche européenne : Jesus Huerta de Soto.
- Français : Henri Lepage, Pascal Salin, Jacques Gareilo, Jean-Pierre Centi, Gérard Bramoullé, Jean-Louis Caccomo.
- Italiens : Giovanni Montemartini.

Précurseurs

- École de Salamanque (XVI^e siècle)
- Étienne Bonnot de Condillac (1715-1780)
- Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781)
- Jean-Baptiste Say (1767-1832)
- Frédéric Bastiat (1801-1850)

Œuvres fondatrices

- Carl Menger : Principes d'économie (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, 1871)
- Carl Menger : Recherches sur les méthodes des sciences sociales, en particulier de l'économie politique (*Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften, und der politischen Ökonomie insbesondere*, 1883)
- Eugen von Böhm-Bawerk : Théorie positive du capital (*Kapital und Kapitalzins*, 1884)
- Ludwig von Mises : La théorie de la monnaie et du crédit (*Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, 1912)
- Ludwig von Mises : L'Action humaine, traité d'économie (*Human Action, a Treatise on Economics*, 1949)
- Murray Rothbard : *Man, Economy, and State* (1962) suivi de *Power and Market* (1963)

Notes et références

[1] Israel Kirzner (1987). "Austrian School of Economics," *The New Palgrave: A Dictionary of Economics*, v. 1, pp. 145-51

Bibliographie

- *Cahiers d'économie politique* n°2006/2 (<http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-economie-politique-2006-2.htm>), Les économistes autrichiens 1870–1940, L'Harmattan, collectif
- Robert Leroux (2009), "Ludwig von Mises. Vie , oeuvres, concepts", Paris, Ellipses.
- Thierry Aimar (2005), *Les apports de l'école autrichienne d'économie. Subjectivisme, ignorance et coordination*, Paris: Vuibert, 315 p., (ISBN 2-7117-7519-4)
- Thierry Aimar, « l'actualité théorique de la pensée économique autrichienne », *Sociétal*, 3e trimestre 2006, p.25-30
- Stéphane Longuet, *Hayek et l'école autrichienne*, Nathan, 1998, (ISBN 2-09-190115-6)
- Renaud Fillieule, *L'école autrichienne d'économie. Une autre hétérodoxie*, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, 240 p., (ISBN 978-2-7574-0163-7)

Liens externes

- **(fr)** Les Débuts historiques de l'École économique autrichienne (<http://herve.dequengo.free.fr/Mises/EAE.htm>), Ludwig von Mises
- **(fr)[pdf]** L'école autrichienne et son importance pour la science économique moderne (<http://www.hanshoppe.com/wp-content/uploads/publications/Autrichienne.pdf>), Hans-Hermann Hoppe
- **(fr)[pdf]** L'école autrichienne au tournant du XXe siècle (http://www.guidohulsmann.com/pdf/Histoire_Ecole_Autrichienne.pdf), Jörg Guido Hülsmann

École néoclassique

L'**école néoclassique** est un terme générique utilisé pour désigner plusieurs courants économiques qui étudient la formation des prix, de la production et de la distribution des revenus à travers le mécanisme d'offre et de demande sur un marché. L'hypothèse de maximisation de l'utilité qui sous-tend ses calculs économiques la rattache au courant marginaliste né à la fin du XIX^e siècle. Des trois fondateurs du marginalisme à savoir Léon Walras, Carl Menger et William Stanley Jevons, le premier nommé est celui qui a la plus forte influence sur l'école néoclassique actuelle.

Le mot néoclassique a été introduit à l'origine par Thorstein Veblen^[1] en 1900 pour désigner des auteurs qui intègrent la révolution marginaliste initiée par Stanley Jevons et l'école autrichienne (il n'évoque pas Léon Walras). Il classe sous ce vocable notamment Alfred Marshall et les autrichiens. À partir des années trente suite aux travaux de John Hicks le courant walrasien va prendre une place croissante et incorporer une partie de l'apport keynésien à travers la synthèse néoclassique. Cette évolution va conduire les économistes dits "autrichiens" à se considérer de plus en plus comme hors de l'école néoclassique et à approfondir ce qui les différencie des autres courants marginalistes.

À la question « Qui n'est pas néoclassique ? », il est possible de répondre^[2] : l'économie marxiste, le post-keynésianisme, l'école autrichienne et certains courants de la nouvelle économie institutionnelle ou de l'institutionnalisme. Pour E. Roy Weintraub^[3], si l'école néoclassique représente l'orthodoxie et est enseignée dans les grandes universités, elle le doit à sa capacité à "mathématiser" et à "scientifiser" l'économie ainsi qu'à fournir des indications susceptibles de nous éclairer sur les conduites à suivre.

Historique

L'École néoclassique naît de la « révolution marginaliste » dans les années 1870. Si elle connaît avec Alfred Marshall et Arthur Cecil Pigou une forte influence, dans sa forme actuelle elle deviendra la principale école de pensée au début des années cinquante. Dans la troisième édition de son livre *Economics* qui a été un des manuels de référence alors, Paul Samuelson écrit en 1955, « ces dernières années, 90% des économistes américains ont cessé d'être des "économistes keynésiens" ou "antikeynésiens". Ils ont plutôt travaillé à une synthèse de ce qui était valable aussi bien dans l'ancienne économie que dans les théories modernes de détermination du revenu. Le résultat peut être appelé l'économie néo-classique et est accepté dans ses grandes lignes par tous excepté par 5% d'auteurs à l'extrême gauche et à l'extrême droite »^[4]. Malgré tout le courant néoclassique reste traversé par une tension entre ceux qui sont davantage keynésiens ou proches du social-libéralisme et ceux qui sont plus proches du libéralisme classique dont l'influence grandira dans les années soixante-dix avec notamment : les néo-walrasiens (Kenneth Arrow, Gérard Debreu), l'École des choix publics (James M. Buchanan, Gordon Tullock), les Nouveaux classiques (Robert Lucas Jr, Finn E. Kydland et Edward C. Prescott), l'École de Chicago (George Stigler, Gary Becker) ou encore les monétaristes (Milton Friedman). Les néoclassiques sont parfois appelés « néolibéraux ».

Les œuvres fondatrices du courant néoclassique sont :

- Carl Menger, Principes d'économie (*Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*, Vienne, 1871)
- William Stanley Jevons, Théorie de l'économie politique (*The Theory of Political Economy*, Manchester, 1871)
- Léon Walras, Éléments d'économie politique pure (Lausanne, 1874).

Apparemment, ces trois fondateurs du mouvement ne se sont jamais rencontrés et n'ont échangé aucun élément de leurs recherches respectives avant la publication de ces trois ouvrages. Ils ont donné naissance à trois écoles distinctes : l'École de Lausanne, avec Léon Walras et Vilfredo Pareto, l'École de Vienne, avec Carl Menger et l'École de Cambridge, avec William Jevons.

Il existe néanmoins des différences importantes entre ces trois approches. Carl Menger s'est notamment opposé vigoureusement à Léon Walras quant à la conception même de la discipline économique et en particulier l'usage des mathématiques, à tel point qu'il est quelque peu abusif d'inclure la tradition autrichienne dans l'école néoclassique.

Le contexte est celui du tournant de la révolution industrielle (on parle parfois de deuxième révolution industrielle) mais aussi du triomphe du scientisme. La théorie est donc compréhensible dans le cadre des crises récurrentes au XIX^e. La perspective historique est de construire l'économie politique sur de nouvelles bases.

La pensée néo-classique cherche à donner une légitimité scientifique à l'économie. Ses partisans préfèrent souvent parler à son propos de **la** théorie économique, comme on dit « **la** » physique ou « **la** » biologie, car pour eux la théorie néoclassique est la seule à avoir un statut scientifique en économie (notamment en raison de l'usage intensif qu'elle fait des mathématiques)[1]. Ce formalisme mathématique soulève l'enjeu scientifique et politique des mathématiques en économie.

Tout d'abord, il s'agit de s'adapter à la réalité économique (Jevons utilise le calcul marginal pour étudier la tarification des chemins de fer). La théorie néoclassique part donc d'une analyse microéconomique et agrège les comportements individuels, à la différence des classiques et de Marx.

La théorie néoclassique va chercher à renforcer les conclusions libérales des penseurs classiques contestées par d'autres penseurs comme Karl Marx, en remettant en cause ou en reformulant les hypothèses de base de l'analyse économique. Cette nouvelle approche passe par la définition d'une nouvelle théorie de la valeur fondée sur l'utilité. « Le travail, une fois qu'il a été dépensé, n'a pas d'influence sur la valeur future d'un objet : il a disparu et est perdu pour toujours » (Jevons).

Les classiques anglais avaient fondé leurs analyses sur la théorie de la « valeur travail » ouvrant par la même la voie aux analyses marxistes. Leur analyse reposait sur des constats simples: l'eau par exemple est infiniment utile mais ne vaut rien. C'est pourquoi les néoclassiques introduisent la notion d'utilité marginale: la valeur dépend de l'utilité qu'apporte la dernière unité consommée, utilité qui est elle-même décroissante. Si on reprend l'exemple de l'eau, le

premier verre a une valeur supérieure au dixième. Ainsi c'est toute l'analyse néoclassique qui dérive d'une étude à la marge des phénomènes économiques.

Il y a une remise en cause des théories de la répartition des économies classiques fondées sur l'existence de classes sociales et la position de ces classes les unes par rapport aux autres. Léon Walras veut construire une science capable de distinguer dans l'activité humaine ce qui est le résultat des activités proprement économiques (concurrence) et ce qui relève de la morale. La science économique (considérée comme différente de l'économie politique) ne doit s'occuper que de ce qui permet de comprendre l'activité humaine pour construire une « économie pure » dont l'essence est que la valeur d'échange prend le caractère d'un fait naturel. Elle évacue ainsi les problèmes de justice sociale (objet d'un autre combat).

L'analyse néoclassique

Dans l'acception la plus courante du terme, l'économie néoclassique se fonde sur quatre postulats :

1. Les phénomènes économiques peuvent et doivent être étudiés à l'aide des mêmes méthodes que les phénomènes physiques ;
2. Les agents sont rationnels, leurs préférences peuvent être identifiées et quantifiées ;
3. Les agents cherchent à maximiser l'utilité des biens consommés, tandis que les entreprises cherchent à maximiser leur profit ;
4. Les agents agissent chacun indépendamment, à partir d'une information complète et pertinente. (Ce postulat est récusé par l'école autrichienne, qui est fidèle au dualisme méthodologique et utilise une conception plus faible de la rationalité, et par certains autres courants qui peuvent parfois quand cette hypothèse seule est relâchée être considérés comme néo-classiques (voir par exemple Théorie de l'agence)).

Le marginalisme redéfinit la valeur d'un bien et modifie l'évaluation de son utilité. Prenons le célèbre exemple du diamant et du verre d'eau. La valeur d'un diamant est bien supérieure à la valeur d'un verre d'eau, bien que son utilité soit discutable. Cependant, si l'on raisonne en matière de valeur marginale, on se rend compte que le dernier diamant vaudra à coup sûr beaucoup moins que le dernier verre d'eau disponible sur Terre. On voit ainsi que le marginalisme permet de mieux appréhender la valeur des biens et services.

Cette innovation méthodologique, selon J. Schumpeter, ne caractérise pas l'essentiel de la démarche néoclassique. Il écrit à propos: « *On en vient bientôt à considérer que le marginalisme était le trait distinctif d'une école particulière : mieux encore on lui prétend une connotation politique... En bonne logique, il n'y a rien qui justifie cette interprétation. Le principe marginal est, en soi, un outil d'analyse ; on ne peut éviter de l'utiliser dès lors qu'advient l'époque de l'utiliser. Marx aurait eu recours sans la moindre hésitation s'il était né cinquante ans plus tard. Il ne peut pas plus servir à caractériser une école d'économistes que l'usage du calcul ne permet de caractériser une école ou un groupe des savants en mathématiques ou en physique* »^[5].

L'idée de « valeur utilité » (la valeur de la marchandise provient de l'utilité subjective propre à chaque individu) est une rupture avec la « valeur travail », inaugurée par les classiques anglais puis reprise par Marx. C'est l'utilité qui détermine la valeur.

À partir de ces postulats, les économistes néoclassiques construisent une théorie de l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, ce qu'ils considèrent généralement comme la définition de la discipline économique. Les prix, les quantités produites et la distribution des revenus résultent du fonctionnement du marché selon l'offre et la demande.

À titre d'exemples :

- Selon la théorie néoclassique du producteur, les entreprises embauchent tant que la productivité marginale du travail (c'est-à-dire la production du dernier salarié embauché) est supérieure au salaire. Ils ont une attitude similaire face à l'investissement en capital dont les rendements sont d'abord croissants (voir économie d'échelle) puis décroissants ;

- Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une attitude rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense, il compare l'utilité marginale des biens afin de hiérarchiser ses préférences et s'oriente vers le plus utile. Cette étude de l'individu, comme producteur ou consommateur rationnel et autonome, rejoint le principe de l'individualisme méthodologique ;
- Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit l'égal de ce qu'il apporte, d'où une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration cherche donc à infirmer la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, le profit tend à s'annuler.

L'économie néoclassique met l'accent sur les situations d'équilibre, considérées comme les solutions aux problèmes de maximisation des agents. Les phénomènes généraux sont déterminés par l'agrégation des comportements individuels des agents, une position appelée individualisme méthodologique. Les institutions, dont on peut penser a priori qu'elles conditionnent les comportements individuels, ne reçoivent que peu d'attention.

L'analyse néoclassique démontre aussi (à partir des postulats fondateurs) que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur qui conduit à un équilibre optimal du système économique. Pour les néoclassiques, les crises économiques sont liées à des événements extérieurs qui perturbent le bon fonctionnement du marché (interventions publiques, chocs pétroliers...), ces crises se résolvant d'elles-mêmes en situation de concurrence pure et parfaite. La croissance semble acquise, mais il y a une montée de l'insatiabilité d'où la notion d'équilibre. On n'est plus dans un cadre dynamique comme chez les classiques.

Le rôle de la monnaie est controversé : Les premiers auteurs néoclassiques (à l'exception de Carl Menger) adoptent l'idée de la neutralité de la monnaie (la monnaie n'affecte pas la production, le revenu réel, l'[investissement], l'épargne ou les prix relatifs). Fisher reconnaît qu'il ne fait « qu'apporter une restauration et une amplification de la vieille théorie quantitative de la monnaie » avec son équation (1911) : $MV = PT$ (M = masse monétaire, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau général des prix, T = volume des transactions).

L'école néoclassique est fréquemment considérée comme essentiellement libérale. Toutefois, son libéralisme est tempéré par une volonté d'encadrer la concurrence pour imposer les conditions de la concurrence dite « pure et parfaite ». Certains auteurs comme Oskar Lange ont même utilisé les thèses néoclassiques pour prôner un contrôle étatique de l'économie, où le jeu du marché serait remplacé par la planification centralisée reposant sur un calcul d'optimisation.

Les mathématiques comme nouvelle approche de l'économie

Les économistes de l'école néoclassique développent une formalisation mathématique de l'économie. Leurs analyses mathématiques (la microéconomie) reprises par la plupart des économistes depuis cette époque, débouchent dans leur forme la plus aboutie sur la notion d'équilibre économique : une formalisation mathématique abstraite présentant des modèles d'économies idéales et optimales mais reposant sur des hypothèses théoriques imparfaitement vérifiées dans la réalité. À cette époque, la pensée économique tente de s'écarter des sciences humaines pour s'apparenter, par les méthodes de formalisations mathématiques qu'elle utilise, aux sciences exactes. Il s'agit généralement d'une incompréhension. On doit par exemple la notion d'équilibre général (certainement le concept le plus abstrait de la science économique) à l'économiste Léon Walras dans son ouvrage *Traité d'économie politique pure* (1874).

L'auteur, comme il l'indique dans le titre, s'attache à développer une formalisation d'une économie idéale dont il sait qu'elle ne peut pas exister (d'où l'usage du mot « pure »). Considérant les différentes imperfections de l'économie réelle par rapport au modèle idéal, il définit un rôle à l'État. De ces considérations découlent une « politique économique appliquée » et une « économie sociale » qui divergent de l'économie pure. Pour Léon Walras, il n'y a aucune supériorité du concept d'équilibre général sur les deux autres dimensions de l'économie. Il explique que « leurs critères respectifs sont le vrai pour l'économie pure, l'utile ou l'intérêt pour l'économie appliquée, le bien ou la justice pour l'économie sociale ».

Les néoclassiques vont introduire dans leurs théories un usage massif de dérivées (utilité marginale, productivité marginale...). Cet usage est fortement critiqué par Carl Menger et les autrichiens, pour qui l'économie ne peut être

que qualitative. Au moment où cette démarche rencontre des critiques, Léon Walras écrit dans l'une de ses correspondances : « l'introduction de la mathématique dans l'économie politique est une révolution scientifique... »^[6].

Critiques

L'hypothèse selon laquelle les humains agissent de façon rationnelle ignore des aspects importants du comportement humain. L'« homme économique » (*homo economicus*) peut être considéré comme notablement différent des hommes réels dans le monde réel. Même l'hypothèse des anticipations rationnelles introduite dans des modèles néoclassiques plus récents peut être considérée comme non réaliste. De plus, quelle que soit sa définition exacte, l'« homme économique » est-il une première approximation vers un modèle plus réaliste, un modèle dont la validité est limitée à certaines sphères de l'activité humaine, ou un principe méthodologique général applicable à l'économie ? Les premiers économistes néoclassiques penchaient vers les deux premières réponses, mais c'est la troisième qui semble être devenue dominante.

La théorie néoclassique de la production est critiquée pour ses hypothèses erronées quant aux motivations des producteurs. Elle suppose que les coûts de production croissants sont la raison pour laquelle les producteurs ne dépassent pas un certain niveau de production. Or des arguments empiriques montrent que les producteurs ne font pas reposer leurs décisions de production sur l'hypothèse de coûts croissants. Par exemple, ils peuvent souvent disposer de capacités inutilisées qui pourraient être mobilisées s'il devenait désirable de produire plus. Il en va de même du schéma idéal néoclassique de maximisation du profit, que les entrepreneurs ne jugent pas systématiquement désirable si elle nuit à la résolution de questions sociales plus larges.

La théorie néoclassique est également critiquée pour son biais normatif, alors que, selon ces critiques, elle ne cherche pas à expliquer le monde réel, mais à décrire une utopie peuplée de zombies ou s'appliquerait le critère irréal de Pareto-optimalité.

On reproche à l'économie néoclassique de reposer trop lourdement sur des modèles mathématiques complexes comme ceux qu'utilise la théorie de l'équilibre général, sans se demander si ces modèles décrivent bien l'économie réelle. Nombreux sont ceux qui pensent que toute tentative de représenter un système aussi complexe que l'économie moderne par un modèle mathématique est irréaliste et vouée à l'échec. Une réponse à cette critique a été proposée par Milton Friedman, pour qui les théories doivent être jugées d'après leur capacité à prédire les événements plutôt que par le réalisme de leurs hypothèses. Bien entendu, les critiques rétorquent que l'économie néoclassique (comme d'autres branches de l'économie) n'a pas fait la preuve d'une grande réussite dans ses prédictions.

Le modèle de l'équilibre général est impuissant par construction à décrire une économie qui évolue dans le temps et où le capital joue un rôle essentiel. Ce fut l'objet dans les années 1960 d'un débat entre des économistes du MIT (Cambridge (Massachusetts)) et de l'Université de Cambridge (Angleterre) connu comme « la guerre des deux Cambridge », où Piero Sraffa et Joan Robinson remettaient en cause les thèses néoclassiques.

D'autres économistes ont étudié la stabilité et l'unicité de l'équilibre général. Le Théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu énonce que l'équilibre ne peut être stable qu'au prix d'hypothèses trop restrictives, ce qui tend à montrer que l'équilibre général est une construction inutilisable.

Ce théorème montre que les fonctions de demande et d'offre issues du modèle de l'équilibre général de Kenneth Arrow et Gérard Debreu peuvent avoir une forme quelconque, ce qui réfute le résultat de l'unicité et de la stabilité de l'équilibre général. Comme le résume un économiste, « le théorème de Sonnenschein-Mantel-Debreu montre que l'équilibre général n'est en définitive qu'une construction vide et inutilisable. »^[7]

Notes et références

- [1] Veblen, 2003, p. 170
- [2] voir E.Roy Weintraub, p.1 (<http://www.econlib.org/Library/Enc/NeoclassicalEconomics.html>) (Roy Weintraub professeur d'économie à Duke University et un des éditeurs de la revue *History of Political Economy*)
- [3] E.Roy Weintraub, p.5 (<http://www.econlib.org/Library/Enc/NeoclassicalEconomics.html>)
- [4] Paul Samuelson, 1955, p.212
- [5] J. Schumpeter, Histoire de l'analyse économique, Paris, Galimard, 1983, Tome 3, pp.169-170
- [6] Lettre à E.de Foges, 3/5/1891. A. Samuelson, Les grands courants de la pensée économique, PUG, 1990, p.133
- [7] Claude Mouchot, *Méthodologie économique*, 1996.

Annexes

Articles connexes

- Marginalisme
- Homo œconomicus
- Utilité
- Théorie du choix rationnel
- Rationalité limitée
- Histoire de la pensée économique
- École classique
- École autrichienne
- Keynésianisme
- Monétarisme
- Institutionnalisme
- Libéralisme économique
- Capitalisme
- Néolibéralisme

Bibliographie

Articles

- **(en)** Paul Samuelson, 1951, "Principles and rules in modern fiscal policy : a neoclassical reformulation" in *Money, Trade and Economic Growth : Essays in Honor of John Henry Williams*, ed. H.L Waitzman, Macmillan
- **(en)** Jaffe, William, "Menger, Jevons, and Walras De-Homogenized", *Economic Inquiry*, 14, décembre 1976, p. 511-524.
- **(en)** David Colander, 2000, "The Death of Neoclassical Economics" *Journal of the History of Economic Thought*, vol.22, juin.

Livres

- **(en)** Veblen Thorstein, « The preconception of Economic Science », article publié initialement dans l'*American Economic Review* de février 1900. Dans le présent article, il a été utilisé la reprise figurante dans le livre *The Place of Science in Modern Civilization*, édition 2003.
- **(en)** Paul Samuelson, 1955, *Economics*, McGraw-Hill
- **(en)(en)** Arrow, Kenneth J. and Frank Hahn, *General Competitive Analysis*, Holden-Day, San Francisco, 1971
Un livre important sur la théorie de l'équilibre général de Léon Walras
- **(en)** E.Roy Weintraub (1974) *General Equilibrium Theory*
- **(en)** E.Roy Weintraub (2002) *How Economics Became a Mathematical Science*
- **(en)** Philip Mirowski (1989) *More Heat than Light: Economics as Social Physics, Physics as Nature's Economics*, Cambridge University Press

Néokeynésianisme

Le **néokeynésianisme** est une école d'économie parmi les plus importantes. Son objectif est de réaliser la synthèse entre les néoclassiques et les idées de Keynes, dont le keynésianisme est inspiré. Les tenants de cette école, appelés néokeynésiens, sont cependant considérés comme proches des néoclassiques dont ils s'inspirent largement.

On donne plus généralement le nom d'« école de la synthèse ».

Il convient de ne pas confondre ce courant avec celui des nouveaux keynésiens et des post-keynésiens, qui se réclament de la méthode holiste de Keynes.

Controverse scolaire sur l'Équilibre Général

L'école néokeynésienne se situe en deux temps, l'école néokeynésienne démarre dès la publication de John Hicks^[1]. Hicks va modéliser les idées keynésiennes dans un cadre purement classique, ce qui vaudra à cette école de se trouver entre keynésiens et néoclassiques.

L'école va se scinder en deux branches complémentaires, la première branche est celle de John Hicks qui postulait que l'équilibre général était la règle, et que le déséquilibre était un cas exceptionnel de l'économie, cela suppose qu'il y a une force endogène qui ramène l'économie à l'équilibre général. Une seconde branche, apparue avec Robert Clower et Axel Leijonhufvud vont développer le fait que l'équilibre général est un cas d'école, et que le déséquilibre est la règle, selon ces auteurs, il est rare que l'offre soit strictement égale à la demande. De cette façon, la demande ou l'offre sera naturellement rationnée.

L'équilibre général walrasien, règle du système économique (1937)

De grands noms de l'économie font partie de cette branche de l'école keynésienne. Ils considèrent l'équilibre général comme le cas normal de l'économie, et admettent des situations de déséquilibre possibles mais très rares qui mène à correction vers l'équilibre général qui est la règle.

La macroéconomie néokeynésienne

John Hicks sera le premier de cette école, il va modéliser la pensée keynésienne en environnement classique via le célèbre IS-LM qui décrit l'impact de politiques budgétaires de demande sur le PIB. Auparavant, toutes politiques n'étaient que d'offre et étaient d'inspiration classique.

Paul Samuelson est probablement le plus grand macroéconomiste de cette école, il a en effet écrit un premier livre de macroéconomie qui a servi de base d'apprentissage pour les étudiants en économie. Ses travaux sont extrêmement larges: interprétation de la courbe de Phillips avec Robert Solow (chômage-inflation), formalisation de l'accélérateur keynésien, modèle en dotation factorielle pour expliquer le commerce international.

Ces théoriciens vont faire le lien entre fondements microéconomiques pour les agréger et former la macroéconomie moderne. L'IS-LM en est l'exemple. Leurs implications macroéconomiques influenceront les politiques de relance des années 60 aux États-Unis avec la relance Kennedy.

Certains vont aussi étendre le modèle IS-LM pour le mettre à prix flexibles. D'autres comme Robert Mundell vont étendre l'IS-LM pour le mettre en économie ouverte. On pourra donc modéliser les impacts des politiques monétaires et budgétaires sur des variables externes comme le taux de change fixe ou flexible, les taux d'intérêts du monde etc. C'est le modèle de Mundell qui retrace tout cela.

La croissance

Robert Solow a théorisé la croissance économique en créant son célèbre modèle de Solow qui retrace l'accumulation du capital par tête d'un pays jusqu'à un seuil, appelé *équilibre stationnaire*. Ce modèle est très ambigu, du fait qu'il est considéré comme le modèle universel néoclassique alors que Solow était officiellement néokeynésien.

Celui-ci s'oppose aux modèles keynésiens d'Harrod-Domar, et à ceux de croissance endogène. En effet, le modèle de Solow se base sur l'*exogénéité* de la croissance: celle-ci ne provient que de la hausse de la productivité des facteurs de production, les investissements de long terme comme le progrès technique, ou le capital humain ne sont pas pris en compte. L'innovation est considérée aussi comme une donnée exogène.

L'économie industrielle

William Baumol va théoriser avec Baynes, et Stigler la théorie des marchés contestables. C'est un modèle économique qui étudie les industries de réseaux, tels que les télécoms ou l'aviation, qui conduit à une situation monopolistique du fait de couts fixes très élevés qui constituent une barrière à l'entrée.

Néanmoins, la concurrence potentielle exercée par les firmes désireuses de pénétrer un marché monopolistique va forcer la firme en monopole à maintenir ses prix suffisamment bas pour éviter l'entrée de concurrents.

Les conclusions de ce modèle ont conduit à la dérèglementation des industries de réseaux détenues par l'État. La privatisation des entreprises de chemin de fer, d'aviation, de télécommunications en sont la conséquence.

L'équilibre Général avec rationnement (EGR)

L'E.G.R. est une nouvelle voie pour le keynésianisme. Il démarre dans les années 1970, développé par des Français. Le paradigme keynésien est remis en cause à cette époque, pourquoi ?

- Un chômage persistant commence à apparaître ;
- Les politiques de relance sont inefficaces.

Les modèles keynésiens considéraient qu'on ne pouvait avoir chômage et inflation en même temps. Pourtant, les chocs pétroliers se caractérisent pas une forte inflation et un fort chômage, et d'une croissance nulle, c'est la stagflation.

On pense alors que les idées de Keynes ont vécu avec la Nouvelle École Néoclassique (NEC) et les monétaristes. Néanmoins l'EGR est un nouvel espoir, elle développe deux idées importantes :

- Le chômage n'est pas forcément volontaire, d'autant que quand le chômage devient très important, il n'est plus volontaire.
- Les économies fonctionnent loin de l'équilibre, cette notion d'équilibre est alors remise en cause notamment l'équilibre de plein-emploi.

Des théoriciens vont expliquer comment des économies vont fonctionner loin de l'équilibre : c'est-à-dire expliquer le maintien durable du sous-emploi, alors que chez les néoclassiques l'équilibre revient instantanément sans cout (notion d'équilibre général). Les théoriciens de l'EGR vont alors reprendre les bases du système classique, mais on va différencier les offres et demandes effectuées par les agents et celles réalisées. Si les deux diffèrent on sera en situation de déséquilibre, notamment par les deux auteurs : Robert Clower (1965) et Axel Leijonhufvud (1967-68). Cette hypothèse d'un déséquilibre entre l'offre et la demande va créer alors un courant appelé théorie (néokeynésienne) du déséquilibre. Deux français vont la développer Edmond Malinvaud (1977) et J-P Bénassy (1976). Ils vont alors montrer que l'équilibre Walrasien est un cas particulier, un cas d'école et que généralement on est en déséquilibre. Cette théorie a pour but de rassembler les keynésiens et les classiques autour d'une école. Ces deux Français ont donc créé une « économie à la française » (ou « french economics »).

- Franco Modigliani
- Robert Mundell
- Robert Clower
- Paul Samuelson

- Robert Solow
- Don Patinkin
- Edmond Malinvaud
- Paul Krugman

Références

[1] "M. Keynes and The classics", 1937.

Économie de l'offre

L'**économie de l'offre** (on parle aussi de la « politique économique de l'offre ») est une école de pensée macroéconomique selon laquelle la manière la plus effective d'obtention d'une croissance économique élevée sur le moyen et le long terme est d'aider les entreprises à produire davantage de biens et services, de les inciter à entrer sur de nouveaux marchés, et de lever le plus possible les freins fiscaux et réglementaires qui entravent leur développement.

Ces incitations passent par la diminution de l'imposition qui pèse sur les entreprises (impôt sur les sociétés, taxe professionnelle, etc.), ou sur les revenus des travailleurs (comme les cotisations sociales). Elles passent aussi par des subventions accordées aux entreprises dans certains secteurs économiques, en fonction des objectifs recherchés.

L'économie de l'offre s'oppose à l'économie de la demande (le keynésianisme), pour laquelle il faut encourager la demande par la dépense publique pour augmenter la production.

Historique

Le terme fut forgé par le journaliste américain Jude Wanniski en 1975, et fut popularisé davantage par les idées des économistes Georges Gilder, Robert Mundell, Arthur Laffer, et auparavant par David Ricardo^[1].

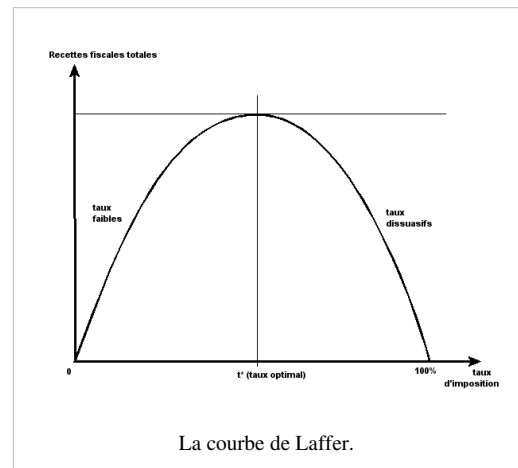
Mais la réflexion économique explorait déjà dans cette direction, avec notamment les théories économiques de Jean-Baptiste Say, dont en particulier la *Loi de Say*, et qui pourraient se résumer en « l'offre crée sa propre demande ». Jean-Baptiste Say disait ainsi dans son *Traité d'économie politique* : « c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits »^[2].

Cette école de pensée a connu un fort développement dans les années 1970, après l'échec de la politique de la demande keynésienne face aux chocs pétroliers et à la stagflation dans les pays développés.

Cette école de pensée met en garde contre les effets négatifs d'un prélèvement fiscal excessif. Une trop forte imposition risque de décourager les opérateurs économiques en abaissant l'attractivité du travail vis à vis du loisir. Pourquoi travailler davantage si du fait de l'imposition, l'utilité marginale du travail décroît ?

Selon Arthur Laffer (voir courbe de Laffer), un niveau d'imposition trop élevé risque à terme de diminuer les recettes totales de l'État.

- Suite à hausse de l'impôt, les recettes fiscales augmentent à court terme. Mais dans le même temps, les opérateurs se démotivent.
- Puis, l'activité se réduit, et les recettes fiscales diminuent.



- Il convient donc -a contrario- de diminuer le taux marginal d'imposition, pour favoriser l'activité, et par suite constater la hausse des recettes fiscales.

La fusion avec l'économie de la demande s'est faite au sein de la synthèse néoclassique, où l'économie réagit en fonction de la demande à court terme et de l'offre à long terme.

Notes et références

[1] « David Ricardo (<http://www.lesechos.fr/info/inter/300195671.htm>) », *Les Échos*, 20 août 2007, p. 13

[2] Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique*, Livre I, chap. 15, édition 1841, page 138

Synthèse néoclassique

La **synthèse néoclassique** est un des courants de pensée économique dont John Hicks est l'initiateur.

Le modèle IS/LM est au cœur de ce courant.

Il intègre des mécanismes keynésiens à court terme et des éléments de l'école néoclassique et de la théorie des cycles réels sur le long terme.

Paul Samuelson a participé à l'élaboration de cette synthèse.

Au cours des années 1990 et 2000, une « nouvelle synthèse néoclassique » est apparue, qui combine à nouveau des éléments keynésiens et des éléments néoclassiques, mais qui intègre également de nouveaux éléments issus de la critique de Lucas : modèles d'équilibre général et la rationalité des agents^[1].

Notes et références

[1] Michel De Vroey, Pierre Malgrange, « La théorie et la modélisation macroéconomiques, d'hier à aujourd'hui (<http://www.pse.ens.fr/document/wp200633.pdf>) », Document de travail, PSE, 2006

Nouvelle économie classique

La **Nouvelle économie classique** ou **Nouvelle macroéconomie classique** ou **Nouvelle école classique** est un courant de pensée économique qui s'est développée à partir des années 1970. Elle rejette le keynésianisme et se fonde entièrement sur des principes néoclassiques. Sa particularité est de reposer sur des fondations micro-économiques rigoureuses, et de déduire des modèles macroéconomiques à partir des actions des agents eux-mêmes modélisés par la micro-économie.

Quelques hypothèses centrales de cette École sont :

- rationalité des agents (qui cherchent à maximiser leur utilité),
- anticipations rationnelles,
- à chaque instant, l'économie possède un équilibre unique (avec plein emploi et pleine utilisation des capacités de production) et cet équilibre est atteint par un mécanisme d'ajustement des prix et des salaires.

La théorie des cycles réels est une théorie majeure développée par ce courant.

Les nouveaux classiques comprennent :

- Robert Lucas Jr (« Prix Nobel » d'économie 1995)
 - Finn E. Kydland (« Prix Nobel » d'économie 2004)
 - Edward C. Prescott (« Prix Nobel » d'économie 2004)
 - Robert Barro
 - Neil Wallace
 - Thomas Sargent
-

Sources et contributeurs de l'article

Histoire de la pensée économique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=68374512> *Contributeurs*: Actorstudio, Aliessin, Badmood, Bbulot, Bibi Saint-Pol, Bob08, Boim, Bombastus, Bradipus, BrightRaven, Camouille, CaptainHaddock, Chacal65, CommonsDelinker, Coquel, Crouchineki, David Berardan, DocteurCosmos, Dunes.db, EDUCA33E, Edeluce, Edonylye Ouçien, Elvin, Esprit Fugace, Expertom, FP, Fabizor, Fabrice.Rossi, Fuucx, GaMip, Galoric, Gene.arboit, GillesC, Grecha, Gribeco, Guilom, HDDTZU ZD SQ, Horowitz, Hournyol, Huesca, Hégésippe Cormier, Il Palazzo-sama, Jarfe, Jastrow, Jd, Jean-Jacques Georges, JeanClem, Jef-Infojef, Jerome66, Jmax, Kilom691, Kindé, Lapin Mignon, Le sotré, Leag, Lilyu, Litlok, Lyhana8, M-le-mot-dit, M56artin, MaCRoEco, Marc.ipt, Med, Mircham, Moumou82, Mro, Muad, NicoRay, NicoV, Oasisk, Ollamh, Oxo, Pautard, Pethrus, Pgreenfinch, Phduquesne, PieRRoMaN, Pixeltoo, Pld, Poppy, Poulos, Pvincen, Radagast, Recyclage, Riicooolaaa, Romanc19s, Romary, Roucas, Scullder, Sebjarod, Stanlekub, Stefp, Taj alomami, Treanna, Tuilindo, Tython, Valérie75, Yves.Christophe, Zoldik, ~Pyb, Ælfgar, 92 modifications anonymes

Chrématistique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=65106864> *Contributeurs*: Alonso, Amainando, Ananasbanana, AntonyB, Asaheim, BrightRaven, Charles Ingalls, Cldjean, Dadu, Gribeco, Hégésias, Ilyaroz, JeanClem, Kenique, M0tty, MaCRoEco, Masterdeis, Pautard, Pixeltoo, Romanc19s, Roucas, Rufasto, Stefdums, Typm, TwoWings, Walpole, ~Pyb, 13 modifications anonymes

Mercantilisme *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=68393698> *Contributeurs*: Abrahami, Ahbon?, Aliessin, Apolline123, Auseklis, BORIES René, Badmood, Bapti, Bertol, Bibi Saint-Pol, Bob08, Bombastus, Cardinal1984, Chris93, Chrono1084, ClaudeRochet, CommonsDelinker, Consulnico, Coyote du 86, Darkoneko, David Berardan, David Latapie, Deep silence, DiMoNiAk, Didierv, Dom, EDUCA33E, Echarp, Equi-NoX, FP, Fab97, Freeroot, Fuucx, GillesC, Greatpatton, Grecha, Greteck, Gribeco, HDDTZUZDSQ, Isaac Sanolnacov, JKHST65RE23, Jef-Infojef, Jerome66, Ji-Elle, Jso, Jul.H, Julien06200, Jybet, Kelson, Kirochi, Korrgan, Lapin Mignon, Laurent Nguyen, Le gorille, Leandro, LeonardoRob0t, Linedwell, Lyhana8, Lykos, MaCRoEco, Maloq, Manchot sanguinaire, Manuguf, Marc Mongenet, Metalheart, Mikefuhr, Nicolas Lardot, Nicolas Ray, Nono64, Nykozofit, Oasisk, Occam212, Orthogaffe, Pautard, Pgreenfinch, Phduquesne, Phe, Philippe pescatore, Philippem, Pixeltoo, Pontauxchats, Poppy, Pyb, Qwerty12345, Recyclage, Rhizome, Riicooolaaa, Riovas, Romanc19s, Romanm, Roucas, Ryo, Sam Hocevar, Seb35, SupComian boy, Surveyor, Tavernier, Theon, Treanna, Tuilindo, Urban, Utopies, Vierlio, Wikinade, Woww, Xic667, You-Know-Who, Zeebeedee, ~Pyb, 120 modifications anonymes

Physiocratie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=68540519> *Contributeurs*: A3 nm, Aliessin, Amitié, Apollon, Baronnet, Bombastus, Brozouf, Camino, Cantons-de-l'Est, Castel974, Cehagenmerak, Cuauhtémoc, Edeluce, Elvin, Forrest, Francophile124, GaMip, Gribeco, Histopresse65, Il Palazzo-sama, JPP81, Jaucourt, Kenique, Libre, Loudubewe, Lyhana8, Léon76, MaCRoEco, Malta, Med, Milean Creor, Mro, Oasisk, Oblic, Ollamh, Orlodrim, Pautard, Phe, Pixeltoo, Pseudomoi, Pyb, Qwerty12345, Roucas, Sebrider, Smarlair, SniperMaské, Ultrogothe, Vargenau, Vince1789, Yug, Zeebeedee, ~Pyb, 53 modifications anonymes

École classique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=67416985> *Contributeurs*: Aliessin, Basilisk, Bombastus, Chic, Echarp, Edeluce, Elvin, Encolpe, FP, Fuucx, GaMip, Galoric, Gordon16, Gribeco, Hell, Hercule, Lapin Mignon, Leag, Litlok, Lyhana8, MaCRoEco, Moyogo, Oasisk, Pautard, PieRRoMaN, Pixeltoo, SniperMaské, Stefp, Xavdr, ~Pyb, 20 modifications anonymes

Marxisme économique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=68367207> *Contributeurs*: Actorstudio, Aeleftherios, Ahbon?, Apollon, Badmood, Bapti, Bombastus, CommonsDelinker, Edeluce, FP, Flubb, Fm790, GaMip, Gede, Gribeco, Gz260, Hamidss44, Hank, Homo sovieticus, Horowitz, Hournyol, Ian S, Ironbrother, JKHST65RE23, Jef-Infojef, Julianedm, Kirtap, Korrgan, Laurent Nguyen, Lingen75, Litlok, Lyhana8, MaCRoEco, Mig, Neuceu, Oxo, Pethrus, Pgreenfinch, Phe, Pixeltoo, Recyclage, Rémi, Stanlekub, SylvainTerrien, Wart Dark, ~Pyb, 58 modifications anonymes

Historicisme *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=67699333> *Contributeurs*: ADM, Adeimantos, Apollon, Attis, Badmood, Bertrand Bellet, Bombastus, Chaoborus, Cherry, Copyleft, Crocy, Fidipat, GUERINEL, Galoric, Grook Da Oger, HYUK3, Horowitz, Meissen, Mogador, Nabulio59, Necrid Master, Orthogaffe, Pautard, Peutch, Romanc19s, Rpa, Simardolivier, Tophe17, Ultrogothe, Vincnet, Wikinade, Épiméthée, 13 modifications anonymes

Keynésianisme *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=67435734> *Contributeurs*: ABACA, Abrahami, Alfredmiller, Aliessin, AntonyB, Bapti, Bob08, Bokken, BrightRaven, Csk, David Berardan, DocteurCosmos, Décapitation, Expertom, FP, Felipeh, Freduf, Fulmar78, Fuucx, Galoric, Gem, Gribeco, Grimlock, Hemmer, Holycharly, Hournyol, Ian S, Jaczewski, JeanLucCoulon, Jef-Infojef, Jerome pi, Jul.H, Kanabiz, Kassus, Kilom691, Laurent Nguyen, Le juste milieu, Lechaton, Libre, Lilian, MaCRoEco, Maurege, Michaël Malter, Milan, Necrid Master, Ning, Notna, Oasisk, Osgii, Pgreenfinch, Pixeltoo, Recyclage, Sam Hocevar, Samuel Klebaner, Skiff, SniperMaské, TomT0m, Tomates Mozzarella, Tuilindo, Vlaam, Yakapedia, Zetud, Égoité, 80 modifications anonymes

Monétarisme *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=67332945> *Contributeurs*: Ajh, Baronnet, Bombastus, Buddho, Chris93, Croquant, Démocrite, EDUCA33E, FP, Fm790, Gem, Gribeco, Kelson, Leccux, MaCRoEco, Nursus, Pgreenfinch, Pixeltoo, Roucas, Ryo, Sexdrugsandrocknroll, ~Pyb, 22 modifications anonymes

École autrichienne d'économie *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=66069933> *Contributeurs*: Anne97432, Apollon, Atchoum, Badmood, Bob08, Bombastus, CommonsDelinker, David Berardan, Elvin, Erasmus.new, FH, Gede, Gribeco, Hournyol, Kaewa Koyangi, Laddo, MaCRoEco, Momtchil, Nursus, Pautard, Pgreenfinch, Phe, Pld, Pwet-pwet, Roucas, Sarvok, Sfrancois, Sloonz, UHT, Vargenau, Witoki, Zassenhaus, 18 modifications anonymes

École néoclassique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=67193078> *Contributeurs*: Aliessin, Anto, Badmood, Baronnet, Bombastus, Chrisd, ClementSeveillac, DocteurCosmos, Elvin, FH, FP, Felicien.breton, Fuucx, Galoric, Gordon16, Gribeco, Horowitz, Jejecam, Lapin Mignon, MaCRoEco, Matpib, Meffo, Metalheart, Nursus, Oasisk, Ollamh, Pankkake, Pautard, Perso258741, Philllippe, Pixeltoo, Ryo, Sam Hocevar, Sanao, Sarvok, SniperMaské, Thibalu, Thierry, Titzel, Topofthepop, Tuilindo, Vlaam, Woww, ~Pyb, 40 modifications anonymes

Néokeynésianisme *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=66034803> *Contributeurs*: Acélan, A11, Badmood, Bokken, Chrono1084, Dhater, FP, Fuucx, Fv, Galoric, Gribeco, Jaczewski, Jef-Infojef, Jules78120, MaCRoEco, Mirgolth, Orthomaniaque, Radagast, Remcas24, Skiff, 12 modifications anonymes

Économie de l'offre *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=66776732> *Contributeurs*: Baronnet, Bombastus, Chrisminter, Eumachia, Il Palazzo-sama, Lilyu, Loveless, MaCRoEco, Oasisk, Ollamh, Phduquesne, 8 modifications anonymes

Synthèse néoclassique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=56350803> *Contributeurs*: Erud, Loveless, MaCRoEco, 1 modifications anonymes

Nouvelle économie classique *Source*: <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?oldid=66284053> *Contributeurs*: Gribeco, HDDTZUZDSQ, LeBoétien, MaCRoEco, Oasisk, 5 modifications anonymes

Source des images, licences et contributeurs

Fichier:Code-de-Hammurabi-1.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Code-de-Hammurabi-1.jpg> *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.0 *Contributeurs:* User:Rama

Fichier:Xenophon.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Xenophon.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* User:Gabor

Fichier:Plato-raphael.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Plato-raphael.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Aavindraa, Bibi Saint-Pol, Chris 73, Infrogmation, Maarten van Vliet, Mattes, Sailko, Tomisti, 3 modifications anonymes

Fichier:Aristoteles Louvre.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Aristoteles_Louvre.jpg *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs:* User:Sting, User:Sting

Fichier:St-thomas-aquinas.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:St-thomas-aquinas.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* G.dallorto, Man vyi, Mattes, Mattis, Schimmelreiter, Solbris, Wst

Fichier:William Petty.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:William_Petty.png *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* ~Pyb, 3 modifications anonymes

Fichier:AdamSmith.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:AdamSmith.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Etching created by Cadell and Davies (1811), John Horsburgh (1828) or R.C. Bell (1872). The original depiction of smith was created in 1787 By w:James TassieJames Tassie in the form of an enamel paste w:Image:Smith medallion portrait.jpgmedallion. Smith did not usually sit for his portrait, so a considerable number of engravings and busts of Smith were made not from observation but from the same enamel medallion produced by Tassie, an artist who could convince Smith to sit.

Fichier:Ricardo.gif *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Ricardo.gif> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Kelson, Loveless, Stefan Bernd

Fichier:Karl Marx.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Karl_Marx.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* John Mayall

Fichier:vilfredo pareto.jpeg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Vilfredo_pareto.jpeg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Original uploader was Kelson at fr.wikipedia

Fichier:Veblen3a.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Veblen3a.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Denniss, EugeneZelenko, Pil56, Thierry Caro, 1 modifications anonymes

Fichier:WhiteandKeynes.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:WhiteandKeynes.jpg> *Licence:* inconnu *Contributeurs:* International Monetary Fund

Fichier:Paul Samuelson.gif *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Paul_Samuelson.gif *Licence:* Creative Commons Attribution *Contributeurs:* Innovation & Business Architectures, Inc.

Fichier:Joseph Stiglitz.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Joseph_Stiglitz.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* All-Bran, Ephraim33, Ruiz

Image:Aristoteles Louvre.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Aristoteles_Louvre.jpg *Licence:* Creative Commons Attribution-Sharealike 2.5 *Contributeurs:* User:Sting, User:Sting

Fichier:Claude Lorrain 010.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Claude_Lorrain_010.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Bukk, Emijrp, G.dallorto, Goldfritha, Jastrow, Mac9, Mattes, Octave.H, Skipjack, Zolo, 1 modifications anonymes

Fichier:Jean-Baptiste Colbert.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Jean-Baptiste_Colbert.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Jbarta, Jed, Jmabel

Fichier:Beerstraaten, Battle of Scheveningen.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Beerstraaten_Battle_of_Scheveningen.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* AnRo0002, Anne97432, Barbe-Noire, HenkvD, Kweniston, Parpan05, Vincent Steenberg, ~Pyb

Fichier:Anthonis Mor 004.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Anthonis_Mor_004.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Hannah, Ilse@, Kurpfalzbilder.de, Rlbberlin, Ron B. Thomson, Shakko, Slomox, Vincent Steenberg, Wst

Image:Goldenwiki 2.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Goldenwiki_2.png *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* User:Sting

Image:François_Quesnay.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:François_Quesnay.jpg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* François_Quesnay_02.jpg; Jean-Charles François et Jean-Martial Frédou derivative work: ~Pyb (talk)

File:Quesnay - Tableau économiques.png *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Quesnay_-_Tableau_économiques.png *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* François Quesnay

Image:Gournay.jpg *Source:* <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Gournay.jpg> *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Fredericg, Mu

Image:équilibre IS-LM.svg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Équilibre_IS-LM.svg *Licence:* Public Domain *Contributeurs:* Albedo-ukr, Gribeco, Jarry1250, Mdd

Image:Paul Samuelson.gif *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Paul_Samuelson.gif *Licence:* Creative Commons Attribution *Contributeurs:* Innovation & Business Architectures, Inc.

Image:Joseph Stiglitz.jpg *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Joseph_Stiglitz.jpg *Licence:* inconnu *Contributeurs:* All-Bran, Ephraim33, Ruiz

Image:Courbe de Laffer.PNG *Source:* http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Fichier:Courbe_de_Laffer.PNG *Licence:* GNU Free Documentation License *Contributeurs:* User:Semnoz

Licence

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Unported
<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/>
